

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

\*\*\*\*\*

CENTRE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN  
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET  
ÉDUCATIVES

\*\*\*\*\*

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN  
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

\*\*\*\*\*

B.P. 755 Yaoundé  
Siège : Bâtiment Annexe de l'AUF  
E-mail : [départ socio20@gmail.com](mailto:départ socio20@gmail.com)



UNIVERSITY OF YAOUNDÉ I

\*\*\*\*\*

POST GRADUATE SCHOOL FOR  
THE SOCIAL AND EDUCATIONAL  
SCIENCES DOCTORAL

\*\*\*\*\*

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR  
SOCIAL SCIENCES

\*\*\*\*\*

B.P. 755 Yaoundé  
Siège : Bâtiment Annexe de l'AUF  
E-mail : [départ socio20@gmail.com](mailto:départ socio20@gmail.com)

**Participation des agriculteurs aux projets de  
Développement dans la Région du Mayo Kebbi-Ouest au Tchad :  
Cas du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du  
BELACD-Caritas dans la ville de Pala.**

Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master en Sociologie

Filière : **SOCIOLOGIE**

**Option : Population et Développement**

Présenté par :

**DJINDARI Chantale Waboutou**

*Titulaire d'une Licence en Sociologie (population et développement)*

Matricule : **23I553**

**Président du Jury : LEKA ESSOMBA Armand, Pr**

**Rapporteur : NDJAH ETOLO Edith, CC**

**Membre : NGUEULIEU ELIAS Perrier, CC**



**Vendredi 06 septembre 2024**

A mes parents LUNDI GASTON Waboutou et HALIME Rachel.

## REMERCIEMENTS

C'est avec beaucoup de soulagement que s'achève la rédaction de ce mémoire. Rien de tout ceci n'aurait pu être réalisé sans l'accompagnement de notre directeur de mémoire Dr. NDJAH ETOLO EDITH VALERY, je tiens à lui dire à quel point je suis reconnaissante pour sa disponibilité, ses conseils et son sens de rigueur dans le travail qui ont conduit à la réalisation de ce mémoire.

Je tiens à remercier le Chef de département de Sociologie et le corps enseignant de l'Université de Yaoundé I, pour les efforts consentis pour une formation de qualité dont j'ai bénéficié et avec la même ferveur tout le corps enseignant et administratif de la FALSH.

Je tiens également à exprimer mes remerciements les plus francs au Directeur du BELACD-Caritas l'Abbé GUINAGA MADI, aux formateurs du Programme Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du BELACD-Caritas Mr DJAMI HENRY et Mme TONSEM THERESE de m'avoir accueilli dans leur structure pour passer mes recherches et leurs disponibilités de m'avoir accompagné au terrain.

Le soutien de ma famille a été sans faille et crucial dans ce parcours aventurier. J'aimerais particulièrement dire merci à mon père LUNDI GASTON WABOUTOU et à ma mère HALIME RACHEL de m'avoir soutenu moralement et financièrement pour mes études, à mes frères et sœurs MAI SIDONIE WABOUTOU, SINAMANE FLORENCE WABOUTOU, VAIDANG CHANCELIN WABOUTOU, VOUNGAM MAJOR WABOUTOU, HOPSSOU AIME WABOUTOU, ARSAMRI SENGHOR WABOUTOU, DIKLAMI NOHAM WABOUTOU et à ma fille GUIRBAY VADMI DIGNITAS pour les indispensables moments de décompression lors de la rédaction. Un merci à mon papa DJAKOULA MATLAYE, à oncle GABGALYAN GASTON et à mon époux VADMI DJIMENA d'avoir cru en moi.

Que tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail et que je n'ai pas pu citer nommément trouvent ici l'expression de ma reconnaissance.

## SOMMAIRE

DEDICACE.....	i
REMERCIEMENTS .....	ii
RESUME.....	iv
ABSTRACT .....	v
LISTE DES FIGURES .....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES PHOTOS .....	viii
LISTE DE PLANCHE .....	ix
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	x
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : MISE EN ŒUVRE ET CONTRAINTES DU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD-CARITAS DANS LA VILLE DE PALA .....	28
CHAPITRE I : PRESENTATION DU PSNA AU BELACD-CARITAS.....	30
CHAPITRE II : CONTRAINTES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE A PALA.....	47
DEUXIEME PARTIE : ENJEUX ET STRATEGIES DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD-CARITAS DANS LA VILLE DE PALA .....	62
CHAPITRE III : ENJEUX DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD- CARITAS DANS LA VILLE DE PALA .....	64
CHAPITRE IV : STRATEGIES ADOPTEES POUR UNE PARTICIPATION EFFECTIVE ET EFFICACE DES AGRICULTEURS AU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD-CARITAS DANS LA VILLE DE PALA .....	85
CONCLUSION GENERALE .....	109
BIBLIOGRAPHIE .....	109
ANNEXES .....	109
TABLE DES MATIERES .....	109

## RESUME

La participation aux projets de développement demeure une préoccupation majeure des agriculteurs aussi bien des agrobusiness ainsi que les villages secondaires. Cette étude dont le thème est « **participation des agriculteurs aux projets de développement : Cas du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du BELACD-Caritas dans la ville de Pala, Région du Mayo-Kebbi Ouest au Tchad** » a été menée dans le but est de montrer comment s'effectue la participation des agriculteurs dans le cadre du projet de Caritas à Pala. Le problème de la participation des agriculteurs au projet de Caritas dans la ville de Pala est très épineux et se pose avec acuité dans les villages de la sous-préfecture de Pala dû au fait que les agriculteurs participent peu au projet ; alors que l'offre de participation vise en intégrer les agriculteurs dans le projet. L'hypothèse principale qui a guidé cette étude stipule que «La participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas s'effectue à travers les obstacles, les enjeux et les stratégies».

Pour vérifier cette hypothèse principale et les hypothèses secondaires afférentes, les données socio-économiques et culturelles ont été collectées à partir d'une enquête par questionnaire auprès de 180 agriculteurs et d'un guide d'entretien. Celles-ci ont été couplées au traitement des données participatives et climatiques de la sous-préfecture de Pala et les données agronomiques. Les résultats montrent que l'accès à la participation au Projet de Caritas contribue au développement local dans les ménages des agriculteurs. Et les résultats d'enquêtes indiquent une multitude contributions de l'accès aux terres agricoles dans le développement local de la sous-préfecture de Pala d'où 43,6 % pour la sécurité alimentaire et 29,5% pour vendre et l'éducation 21,8%. Chaque année les paysans récoltent 20 sacs et les agrobusiness plus de 21 sacs.

Malgré ces contributions du projet agricole de Caritas dans la vie socio-économique et culturelle des agriculteurs dans la sous-préfecture de Pala, ils rencontrent les problèmes fonciers : agriculteurs- éleveurs, agriculteurs-agriculteurs et les variabilités climatiques. Pour faire face à ces difficultés foncières et climatiques, l'Etat, les ONG (Caritas en particulier) et les agriculteurs ont mis en place les acteurs pour régler les conflits et les stratégies pour s'adapter à la variabilité climatique.

**Mots clés** : participation, projet de développement, agriculteurs, Caritas, sous-préfecture de Pala et Tchad.

## ABSTRACT

Participation in development projects remains a major concern for farmers in both agrobusinesses and secondary villages. This study , whose theme is « participation of farmers in development projects : Case of the BELACD-Caritas Nutritional and Food Security Project in Pala, Mayo Kebbi West Region in Chad » was carried out with the aim of showing how the participation of farmers within the framework of the Caritas project in Pala. The problem of farmers' participation in the Caritas project in the Town of Pala is very thorny and is acute in the villages of the sub-prefecture of Pala due to the fact that farmers participate little in the project ; while the offer of participation aims to integrate farmers into the project. The main hypothesis that guided this study states that « the participation of farmers in the BELACD-Caritas Nutritional and Food Security Project takes place through obstacles, issues and strategies ».

To verify this main hypothesis and the related secondary hypotheses, socio-economic and cultural data were collected from a questionnaire survey of 180 farmers and an interview guide. These were coupled with the processing of participatory and climatic data from the sub-prefecture of Pala and agronomic data. The results show that access to participation in the Caritas project contributes to local development in the farmers' households. And the survey results indicate a multitude of contributions of access to agricultural land in the local development of the sub-prefecture of Pala, hence 43.6% for food security and 29.5% for marketing and education 21.8%. each year, farmers harvest 20 bags and agrobusinesses more than 21 bags.

Despite these contribution of the Caritas agricultural project in the socio-economic and cultural life of farmers in the sub-prefecture of Pala, they encounter land problems : farmer-breeders, farmer-farmers and climatic variabilities. To deal with these land climate difficulties, the state NGOs (Caritas in particular) and farmers have put in place actors to resolve conflicts and strategies to adapt to climate variability.

**Keywords** : participation, development project, farmers, Caritas, sub-prefecture of Pala and Chad.

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : organigramme du BELACD Caritas.....	33
Figure 2 : Cadre logique du PSNA.....	36
Figure 3 : Accès des femmes à la participation au PSNA.....	49
Figure 4 : Typologie des conflits liés à l'accès à la terre .....	52
Figure 5 : Conséquence des conflits.....	55
Figure 6 : Durée des conflits dans la sous-préfecture de Pala.....	58
Figure 7 : Catégories d'acteurs dans la résolution des conflits .....	59
Figure 8 : Semences FAO .....	70
Figure 9: Niveau d'instruction .....	72
Figure 10 : Nombre des agriculteurs ruraux.....	75
Figure 11 : Produits utilisés pour lutter contre les ennemis des cultures .....	86
Figure 12 : Mode de stockage de produits agricoles.....	88
Figure 13 : Acteurs habilités à faire participer les agriculteurs au PSNA de Caritas.....	95
Figure 14 : Estimation en coton .....	99
Figure 15 : Flux d'exportation agricole.....	101
Figure 16 : Nombre des villages et des villes approvisionnés en produits agricoles .....	102
Figure 17 : Rôle de l'accès à la terre dans le développement social .....	105
Figure 18 : Nombre de sacs ou de charrette récoltés par saison.....	106

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : liste des acteurs identifiés.....	19
Tableau 2 : Répartition des enquêtés par village.....	20
Tableau 3: gamme de semence et outil aratoire distribué au vulnérable du COVID 19 dans la sous-préfecture de Pala.....	71
Tableau 4 : Implication des agriculteurs au PSNA .....	74
Tableau 5: Répartition des agriculteurs de la sous-préfecture de Pala.....	75
Tableau 6: données agricoles .....	77
Tableau 7: Equipement agricole.....	82
Tableau 8 : superficies récoltables en hectare .....	98

## LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Passage des troupeaux .....	54
Photo 2 : Limite d'un champ avec un pâturage.....	56
Photo 3 : Labour avec les bœufs .....	80
Photo 4 : Jeune berger .....	81
Photo 5: Charrue.....	82
Photo 6: Charrette.....	83
Photo 7: Grenier de stockage de produit agricole .....	88
Photo 8: Ordures du coton dans un champ.....	89
Photo 9 : Buttage d'un sol par la charrue .....	91
Photo 10: Coton producteur .....	100
Photo 11 : Tricycle .....	103
Photo 12 : Gri-gri dans un champ d'arachide et de maïs .....	108

## PLANCHE

Planche : Limite d'un champ à travers les plantes ..... 53

## LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

<b>ACF</b>	: Action Contre la Faim
<b>ACL</b>	: Approche Cadre Logique
<b>ADES</b>	: Internationale,
<b>AFD</b>	: Agence Française de Développement
<b>AN</b>	: Application Numérique
<b>ANADER</b>	: Agence nationale d'appui au Développement Rural
<b>APIPAC</b>	: Association des professionnels de l'irrigation privée et des activités connexes
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de développement
<b>BADEA</b>	: Banque Arabe pour le Développement économique de l'Afrique
<b>BADR</b>	: Banque de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>BELACD</b>	: Bureau d'Etude de Liaisons d'Actions Caritatives pour le Développement
<b>BID</b>	: Banque Islamique de Développement
<b>CARTEC</b>	: Coordination des Actions pour la Réussite de la Transition selon l'Eglise Catholique
<b>CCN</b>	: Centre Culturel Nicodème
<b>CEEAC</b>	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
<b>CEMAC</b>	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CEN-SAD</b>	: Communauté Economique des Etats Sahélo Sahariens pour le Développement
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>CEP</b>	: Champs Ecoles Paysans
<b>CICT</b>	: Comité interprofessionnel des céréales du Tchad
<b>CIFOIT</b>	: Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail
<b>CILSS</b>	: Comité Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
<b>CNAR</b>	: Centre National de Recherche
<b>CNPS</b>	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
<b>COT</b>	: Comité des Oléagineux du Tchad
<b>CRS</b>	: Catholic Relief Service
<b>DCED</b>	: Comité des Donateurs pour le Développement de l'Entreprise

<b>DDC</b>	:	Direction suisse du développement et de la coopération
<b>DER</b>	:	Direction des Equipements Ruraux
<b>DGGRHA</b>	:	Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole
<b>DGPAF</b>	:	Direction Générale de la Production Agricole et de la Formation
<b>DHAAF</b>	:	Direction de l'Hydraulique Agricole et des Aménagements Fonciers
<b>DPSA</b>	:	Direction de la Production et de la Statistique Agricoles
<b>DPVC</b>	:	Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement
<b>DSM</b>	:	Développement de Système de marché
<b>ERP</b>	:	Evaluation Rurale Participative
<b>FAO</b>	:	Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FIDA</b>	:	Fonds International pour le Développement Agricole
<b>FIDA</b>	:	Fonds International pour le Développement Agricole
<b>FLM</b>	:	Fédération Luthérienne Mondiale
<b>GAR</b>	:	la Gestion Axée sur les Résultats
<b>GCP</b>	:	Gestion du Cycle de Projet
<b>GIZ</b>	:	
<b>IA</b>	:	Insécurité Alimentaire
<b>INSEED</b>	:	Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographique
<b>MKO</b>	:	Mayo Kebbi Ouest
<b>NEPAD</b>	:	Nouveau Partenariat Economique pour le Développement de l'Afrique (NEPAD),
<b>ONASA</b>	:	Office National de Sécurité Alimentaire
<b>ONG</b>	:	Organisation Non Gouvernementale
<b>PAM</b>	:	Programme alimentaire mondial
<b>PDDTR</b>	:	Programme de Développement Durable des Territoires Ruraux
<b>PNUD</b>	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPO</b>	:	Planification des Projets par Objectifs
<b>PSNA</b>	:	Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire
<b>RGPH</b>	:	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>UCEC-MK</b>	:	Union des Clubs d'Epargne et de Crédit du Mayo-Kebbi
<b>UNAD</b>	:	
<b>UNPT</b>	:	Union nationale des producteurs de coton du Tchad

# **INTRODUCTION GENERALE**

## **I. CONTEXTE JUSTIFICATIF DE LA RECHERCHE**

La participation des agriculteurs aux projets de développement, n'importe où à l'échelle de la planète reste encore aujourd'hui une des principales sources de préoccupations des décideurs, des populations et des différents partenaires tant elle nous interroge sur notre capacité à la prise en compte de l'implication des agriculteurs. Le rapport de l'expertise de Caritas Suisse, Coopération internationale Dossier thématique 2/2021 montre la rencontre entre projets de développement agricole-actions conçues dans la perspective de participation des agriculteurs, généralement dans le cadre de la coopération internationale et donc, à l'échelle supranationale, globale et les initiatives locales (diverses structures et organisations paysannes et villageoises) dans les campagnes et villages des pays.

Dans de nombreux pays, les agriculteurs locaux cherchent à améliorer leur production et à se constituer un capital afin d'aider un plus grand nombre de personnes dont les moyens de subsistance ont été affectés. Le développement socio-économique a toujours été une préoccupation majeure. Le monde est confronté aujourd'hui à de nombreux défis de développement. L'explosion démographique et le dépeuplement croissants des zones rurales à l'échelle globale d'une part, l'insuffisance des ressources et le manque d'infrastructures en milieu urbain d'autre part, ont inspiré les leaders à adopter des mesures pouvant permettre de relever ces défis auxquels l'humanité fait face de nos jours.

Particulièrement en Afrique, de haut niveau d'inégalité ont un effet négatif sur la croissance économique à long terme, tant que la marginalisation et le manque de perspective, particulièrement pour la jeune génération, menacent la stabilité et accroissent la violence et la pauvreté. Dans le monde d'aujourd'hui, la plupart des gens sont intégrés dans des processus économiques en tant que consommateurs, producteurs ou employés. Cela étant, les systèmes de marché opèrent souvent au détriment des personnes touchées par la pauvreté. Les personnes pauvres et vulnérables ne sont souvent pas en mesure de profiter des avantages des systèmes de marché parce qu'elles n'ont pas accès aux informations sur le marché, ne sont pas en position de force pour négocier ou ne sont pas en mesure de faire appliquer ou d'influencer les règles. Même si les personnes les plus pauvres accèdent aux marchés, leur participation au système économique ne signifie pas nécessairement que le développement est possible et qu'elles peuvent sortir de la pauvreté. L'utilisation d'un outil systémique tel que l'approche du développement des systèmes de marché (DSM) peut contribuer à faciliter le changement dans une perspective durable, inclusive, évolutive et transformatrice. Caritas Suisse opère de plus en plus dans des contextes fragiles et s'efforce d'opter pour des approches appropriées qui lui

permettent d'atteindre ses objectifs de lutte contre la pauvreté. Le DSM n'est pas une nouvelle approche, mais l'appliquer à des projets dans le cadre du nexus humanitaire-développement<sup>2</sup> (nexus HD) est assez inédit et requiert des adaptations selon le contexte. Il est particulièrement difficile de mettre en œuvre le DSM dans des contextes fragiles et lorsque l'on travaille avec les personnes les plus marginalisées. Caritas ne met pas seulement l'accent sur la durabilité financière, estimant en effet que la durabilité sociale et la durabilité environnementale sont également essentielles pour que l'approche DSM puisse être efficace dans ces contextes délicats. Dans une optique de partage des connaissances, Caritas suit et contribue à divers réseaux et plateformes DSM, tels que BEAM Exchange, le Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise (DCED), le réseau emploi et revenu de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC i) et le Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (CIF OIT). Ce document pratique résume et débat des expériences et enseignements tirés par Caritas dans la mise en œuvre d'une approche systémique du développement des marchés agricoles.

D'après le rapport de Caritas au Tchad, l'extrême précarité de la production agricole lié généralement à la non-participation des agriculteurs dans les projets de développement résulte une multiplicité des facteurs liés ; à commencer par une pauvreté marquée des agriculteurs, à un faible niveau d'instruction, la persistance des pratiques socioculturelles néfastes qui ne disposent pas de moyens techniques, humains ou financiers suffisants pour faire face à la gravité de la situation. Il en ressort dans ce rapport que le Tchad est l'un des pays les plus pauvres et les plus fragiles au monde<sup>7</sup>. 78 % de ses 14 millions d'habitants vivent en zone rurale.

A Pala dans la Région du MKO, le projet PSNA est mis en œuvre par le Belacd-Caritas (partenaire principal). C'est un projet de la DDC sur douze ans qui a débuté en 1985. Dans le cadre logique du PSNA, le projet vise à promouvoir le développement de chaînes de valeur et de systèmes de marché pour l'arachide, le karité, le sésame et bien d'autres cultures en coopération avec des acteurs locaux et les autorités tchadiennes. Les rapports des activités à ce jour comptent plus de 90 000 ménages et plus de 630 000 personnes, dont 53 % de femmes, ont bénéficié du projet. Parallèlement au processus de formalisation et de professionnalisation de plus d'une centaine de coopératives intégrant une formation pour l'amélioration de la production en qualité et quantité, la vente coordonnée et l'optimisation du stockage des produits, plusieurs interventions à plus long terme ont conduit à des changements systémiques, y compris, par exemple, la mise en place d'un système d'information sur le marché local (SIM). Les informations diffusées sont accessibles à toute la population de la région du projet via les

stations de radio locales. Les coopératives sont responsables de la collecte des données de marché par le biais de facilitateurs externes et couvrent plus de 90 sites de marché dans la zone du projet. Le SIM a significativement renforcé le pouvoir de négociation et la capacité décisionnelle des producteurs, coopératives et entreprises familiales à l'égard d'autres acteurs. La facilitation de nouveaux partenariats avec des acteurs institutionnels, comme celui conclu avec la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture, des mines et de l'artisanat, a conduit à la reconnaissance légale de coopératives et à la fourniture de différents services en leur faveur (accès à un système de micro-crédit notamment). Les interventions DSM et les activités en lien avec les chaînes de valeur dans ce projet ont entraîné une hausse du revenu des petits agriculteurs, l'extension à un nombre croissant de bénéficiaires (intensification) et une augmentation du nombre d'acteurs impliqués davantage dans les chaînes de valeur ciblées et répondant aux nouvelles opportunités (consolidation) (ainsi, le Centre de Contrôle de Qualité des Denrées Alimentaires a commencé à proposer un programme de formation pour les transformateurs semi-industriels dans le but de garantir une production de de qualité). Par ces réalisations, il s'agit de faire participer toutes les parties prenantes à toutes les phases (élaboration, exécution, suivi-évaluation).

## **II. PROBLEME DE RECHERCHE**

Au Tchad, l'agriculture est la plus importante source de revenus. Elle représente près d'un quart du Produit Intérieur Brut (PIB) et emploie environ 80% de la population active. La Région du Mayo Kebbi Ouest n'est pas du reste. Dans cette région, l'agriculture apporte une contribution essentielle au développement économique, même si son potentiel n'est toutefois pas pleinement exploité. Les populations et particulièrement les agriculteurs de la ville de Pala sont confrontés à une crise alimentaire.

C'est ainsi que plusieurs projets de développement agricole sont mis en œuvre en faveur des agriculteurs notamment le Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du Belacd-Caritas à Pala dans région du Mayo Kebbi Ouest. Le but de ce projet est de renforcer la résilience des communautés, à adopter des innovations locales fondées sur les connaissances indigènes et à soutenir les petits agriculteurs. Par exemple, les communautés locales travaillant avec Caritas maximisent l'utilisation des ressources disponibles localement, comme des engrais agricoles et les pesticides botaniques, afin d'améliorer la qualité nutritive du sol.

Cependant, la participation des agriculteurs mise en œuvre par le Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire ne correspond pas aux habitudes organisationnelles et de

représentation politiques des agriculteurs, voire qu'elle entre en contradiction avec elles. Les agriculteurs participent peu au projet ; alors que l'offre de participation vise en intégrer les agriculteurs dans le projet. Les principales insuffisances résident dans la faible participation des agriculteurs au cours de la mise en œuvre. On note aussi que l'évaluation à mi-parcours n'a pas eu lieu. Une telle évaluation devrait permettre d'apporter des corrections au niveau de la technique d'approche afin d'accroître le niveau de participation des agriculteurs.

Ainsi, dans la phase de conception, de mise en œuvre et des outils et méthodes participatives, la participation des agriculteurs n'est pas toujours effective ; particulièrement dans la région du Mayo Kebbi Ouest, La participation agricole dans la région du MKO oblige donc à regarder ce qu'implique pour le groupe social et professionnel des agriculteurs la valorisation croissante du développement rural et la logique délibérative qui en est l'un des instruments.

### **III.PROBLEMATIQUE**

La problématique de la participation des agriculteurs aux projets de développement agricole préoccupe plusieurs chercheurs, comme l'atteste de nombreux travaux : ouvrages, thèses, rapports, mémoires, articles etc... Cette question est aujourd'hui au cœur des débats sociopolitiques mondiaux. Il convient de faire le point sur l'état des connaissances pour afin de mieux appréhender le degré de la contribution des projets agricoles sur le développement local. Cette revue de littérature met l'accent sur trois grandes approches ayant fait l'objet des travaux de recherche à savoir :

- Les enjeux de la participation des agriculteurs aux projets de développement ;
- Obstacles de la participation des agriculteurs aux projets de développement ;
- Les stratégies mises en place pour une meilleure participation des agriculteurs aux projets de développement.

#### **➤ Enjeux de la participation des agriculteurs aux projets de développement agricole**

Dans tous les cas, pour connaître la participation des agriculteurs dans les projets de développement, il est important de connaître la performance des enjeux de cette participation. Cette performance découle quelques fois des catégories des agriculteurs. Plusieurs travaux de recherche ont souligné les enjeux de cette participation des agriculteurs aux projets de développement.

En effet, Conac. G & al (1985) se sont intéressés aux enjeux de la participation paysanne dans les politiques de l'eau en Afrique. En effet, ils montrent que dans le processus d'élaboration et d'exécution des projets concernant les petits aménagements (périmètre ou point d'eau), les communautés villageoises doivent avoir l'autonomie de la décision. A cet effet, ils sont arrivés à démontrer que l'autonomie de la décision n'est pas forcément un gage de la réussite, mais elle la favorise considérablement et que son absence est à l'origine de nombreux échecs. Pour ce qui concerne le niveau de participation des paysans dans les projets, les trois auteurs pensent qu'ils doivent participer à l'élaboration (études d'implantation, choix techniques, conception), à l'exécution, à la gestion et à la maintenance des réalisations. Au terme de leur étude, ils concluent que la participation (main d'œuvre) peut être perçue comme un facteur de diminution de l'investissement, puisqu'elle est gratuite. Pour réussir la mobilisation de la main d'œuvre, les trois auteurs suggèrent que les intéressés soient informés du projet, de ses avantages et de ses contraintes.

Cependant, Dumas. A(1994) s'est penché au cours de ses travaux sur l'efficacité de la participation et comment faire participer les populations dans l'hypothèse où les avantages apparaissent supérieurs aux coûts. En effet, il montre que la participation présente des couts pour la société mais fait naitre des avantages qui peuvent largement compenser ces couts. Pour ce qui concerne les modalités de participation, DUMAS. A propose la mise en place de structure de décision locale et un appui technique de la part des agents extérieurs. Par ailleurs, DUMAS. A pense que la participation doit être un élément constitutif de chacune des phases d'un projet de développement.

Ensuite Chauveau. J.P & al (1998) affirmaient : « sans une participation active des ruraux, notamment des groupes défavorisés, il n'y a guère de chance que les initiatives soient viables à long terme et que les injustices dans les campagnes puissent être corrigées ». Une telle affirmation sous-tend que la participation occupe une place de choix d'une part dans la réussite des projets de développement et d'autre part dans la pérennisation des acquis. Pour ces auteurs, les conflits d'intérêts, le manque d'informations, les procédures administratives défectueuses constituent des facteurs limitant la participation.

Ainsi, Maya Leroy (2009) aborde la participation en soulignant que le développement ne peut être atteint que dans la mesure où les populations sont associées à sa définition et à sa mise en œuvre. Dans son ouvrage, elle décrit la façon dont la participation a accompagné les différentes doctrines de développement dès la période coloniale jusqu'à aujourd'hui. Elle parvient au terme de son analyse à proposer quatre principaux outils de participation de

planification à savoir : l'Approche Cadre Logique (ACL), la Planification des Projets par Objectifs (PPO), la Gestion du Cycle de Projet (GCP) et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR).

En effet, Diallo Lamarana Ahmadou (2008) a mené une étude sur : « la participation des populations au développement local ». L'auteur estime que le développement de toute communauté passe tout d'abord par elle - même, car c'est elle qui connaît mieux que quiconque ses besoins et ses ambitions, ainsi, à travers ses propres ressources humaines et matérielles, elle peut satisfaire certains de ses besoins. Pour permettre une amélioration des conditions de vie socio-économique des populations en général et celles rurales en particulier, certains gouvernements pour leur part, introduisent des politiques innovantes pour appuyer le monde rural qui est beaucoup plus marqué par la pauvreté que les milieux urbains.

Cependant, Jangiri Wakunga Atho (1991) voulait apprécier « la participation du personnel de l'Administration sous - régionale de l'Ituri à Bunia de 1985 à 1989 » comment cinq années durant l'Administration sous - régionale a pu fonctionner et savoir quelle a été la participation de son personnel au développement rural de l'Ituri. Après analyse, il a abouti aux résultats suivants : de 1985 à 1989, le personnel de l'Ituri a exercé une gamme d'activités dans le domaine administratif, économique et socio - culturel.

Ainsi, Maradex. Marie-Stéphane (1990) estime que les domaines d'intervention des ONG s'occupant du développement local peuvent être classés en sept catégories principales à savoir : le développement globalisé de proximité, l'éducation et la formation, l'agriculture, l'eau et l'hygiène, la santé, l'enfance et la pédiatrie et enfin les projets générateurs des revenus. Il affirme par la suite que, la force et la faiblesse des ONG résident dans le fait qu'elles proposent un développement à la base qui profite directement et à court terme à une population choisie, à un village, à un groupe ou à une église.

Quant à René Utway Lusinde (2007), Ce dernier a cherché à évaluer le projet de la Coordination des Actions pour la Réussite de la Transition selon l'Eglise Catholique (CARTEC) de Kisangani de 2004 à 2007. Il a abouti à la conclusion selon laquelle, l'impact du projet CARTEC était sur les notions d'éducation civique et électorale et non sur un quelconque développement de l'entité territoriale. A travers ses notions de conscientisation la population a pris conscience de sa participation dans la gestion de la chose publique en se donnant à la politique, à l'économie et du social pour l'intérêt général du pays.

Ensuite, Benjamin Saleh Masumbuko (2007) a mené une étude sur « l'exode rural des populations et son impact sur le développement des milieux d'origine ». A l'issue de ses analyses, il a abouti aux résultats selon lesquels le développement d'un milieu s'effectue selon le programme complexe socio - économique et culturel, assurant des nouvelles conditions à la production agricole surtout base du développement rural, la construction d'établissement culturel de mesure augmentant les niveaux d'instruction professionnelle, technique et sociale des populations rurales.

En effet, Dufumier Marc (1996) a fait une analyse de la participation dans les projets agricoles. Pour l'auteur, les Etats des pays du Sud doivent-ils encore intervenir dans les transformations de leur agriculture ? Ou doivent abandonner les paysanneries aux seules "lois" du marché ? force est de reconnaître les méfaits de trop nombreux projets agricoles : équipements surdimensionnés, techniques inappropriées, paysanneries démobilisées, désastres écologiques, etc. mais le désengagement des Etats, consécutif aux programmes de "stabilisation" et aux plan d'ajustement structurel prônés par les institutions de Breton Wood a aussi des effets pervers : paupérisation des agriculteurs les plus défavorisés, exode rural accéléré, chômage chronique, déséquilibres régionaux, insécurité alimentaire, etc. les interventions des pouvoirs publics destinées à infléchir et à réguler le développement agricole au nom de 1<sup>er</sup> intérêt général sont en fait plus que jamais nécessaires. Encore, faut-il tirer de leçons des expériences passées et ne plus recommencer les mêmes erreurs. Les errements et gaspillages trop souvent observés ne parviennent pas seulement de malversations de telle classe au pouvoir. Ils résultent aussi fréquemment des maladresses commises par de nombreux ingénieurs et économistes qui ignorent les conditions de travail réelles des agriculteurs et méprisent leurs pratiques techniques et sociales. L'important est de pouvoir mettre en œuvre de nouvelles formes d'interventions plus respectueuses des intérêts et des savoir-faire paysans. Cet ouvrage tente d'exposer des conceptions et des méthodes novatrices pour que soient formulés et conduits des projets tenant réellement compte des intérêts et des comportements des catégories sociales dont on espère obtenir la participation active. Celles-ci ne doivent plus être considérées comme des simples exécutants de décisions prises à leur insu mais doivent être associées aux projets dès leur conception initiale.

Ensuite, Culas Christian (2020) a réalisé que depuis les années 1990, l'Etat Vietnamien a lancé des milliers de projets de développement tous secteurs confondus pour réduire la pauvreté et réduire et moderniser les campagnes du pays. Les résultats sont partout très visibles : nouvelles routes et infrastructures, marchés rénovés, etc. Mais les autorités mettent également

en avant le haut niveau de participation des populations locales (la « base ») à tous ces projets. Un moyen efficace pour montrer aux instances internationales qui financent en grande partie ces projets que le Vietnam remplit avec brio les critères des Objectifs du Millénaire de l'ONU (2000) de « gouvernance, participation, ownership, empowerment and accountability ». Mais à l'échelle des communes et des familles, la participation est vécue de manière très différente. Le grand Programme for Socio-économique Development in Communes faced with Extreme Difficulties (1998-2015) qui s'applique à plusieurs milliers de communes dans tout le pays nous permet d'étudier les relations spécifiques entre les paysans et l'Etat au Vietnam dans le Nord du pays. Plusieurs questions ont apportées des éléments anthropologiques précis sur le positionnement des populations ethniques locales dans leurs interactions avec les projets. La participation des populations locales est expliquée clairement dans un système top down. Et la diversité des formes des participants informe sur l'étendue du territoire des actions politiques locales.

Bien d'autres travaux de recherche ont été menés sur la thématique de la participation des agriculteurs aux projets de développement. En effet, Teatske. B & al (2022) ont montré que la transition écologique requiert de transformer la manière d'accompagner les agriculteurs dans leurs changements de pratiques. Les champs-écoles sont des dispositifs participatifs pertinents pour cela, car ils accroissent les capacités des agriculteurs à expérimenter, à produire des connaissances et à construire eux-mêmes des innovations. Il est toutefois nécessaire de veiller à la qualité de mise en œuvre de ces dispositifs, ce qui a des implications pour les acteurs de la recherche et du développement. Une étude menée en Afrique Subsaharienne montre qu'à l'issue de champs-écoles, les agriculteurs initient d'autant plus de changements dans leurs propres exploitations qu'ils ont été des acteurs décisionnaires du dispositif. Ces effets peuvent être mis en lumière par des méthodes qualitatives d'évaluation centrée sur la contribution à l'impact. Egalement, les champs-écoles gagnent à inclure les femmes, les jeunes et les agriculteurs les plus pauvres, catégories souvent exclues du conseil agricole conventionnel mais reconnues motrices dans les innovations agro écologiques. Enfin, les objectifs de ces dispositifs de conseil doivent pouvoir évoluer chemin faisant, afin de rendre possible l'ajustement aux conditions locales, qu'elles soient environnementales ou socio-économiques.

Ainsi, Ngouyamssa Valentin & Gertrude Gaelle (2020) ont réalisé une étude dans le domaine agricole, à Foubot, une zone très fertile composée des diverses classes sociales. La stratification sociale est fonction de la valeur du capital, du rôle social, mais aussi d'une migration saisonnière des acteurs sociaux (femmes). Jusqu'en 1980, les politiques et

programmes agricoles ne prenaient pas en compte en considération le rôle des femmes. Ceux qui se penchaient sur la question de l'autonomisation des femmes ne pensaient pas à l'agriculture. Aujourd'hui, la tendance connaît une augmentation. En effet, dans un contexte de conjoncture économique où la création d'entreprise se présente comme une stratégie de résistance, en dépit des clichés sociaux qui leur sont assignés, les femmes agricultrices parviennent à se positionner dans le domaine agricole grâce auxquelles elles se positionnent sur l'échelle sociale. Dans une approche qualitative et à travers un échantillon de 63 femmes, cet article analyse les stratégies de construction de l'autonomisation agricole des femmes urbaines à Foubot. Les résultats montrent que les modes d'organisation et de stratégies utilisées sur le plan pratique s'inscrivent dans des logiques de contournement, d'évitement, du poids de la tradition pour acquérir leur autonomie sur le plan agricole. Elles se regroupent dans des tontines pour avoir un capital leur permettant de louer de vastes surfaces cultivables. Ainsi, par la création des GIC et coopératives, elles parviennent à contourner les défis liés à l'organisation sur le plan agricole et à l'acquisition des semences.

➤ **Contraintes à la participation effective et efficace des agriculteurs aux projets de développement agricole**

Dans tous les cas, pour évaluer la thématique de la participation des agriculteurs, il est important de ressortir les obstacles. En effet, Amboko Kabira. C (1997) a mené une étude concernant : « la participation populaire à la gestion des organisations non gouvernementales de développement ». Le résultat de son étude a démontré que l'évaluation des activités faite dans ces projets ne reflète pas la réalité parce qu'elle est faite non par les populations concernées par les projets mais plutôt par les responsables et ces ONG utilisent les méthodes qui ne drainent pas ou ne favorisent pas la participation : dans les deux premières ONG, la participation est lointaine (PROBALI et K.M.K) à cause de la non implication des populations cibles dans toutes les étapes du projet, ce qui a pour conséquence, les non réalisations des objectifs, et surtout l'abandon facile par les populations cibles.

Ensuite, Gomez de Souza & Lucia Ribeiro (1975) abordant dans l'autre sens, cherchaient à comprendre dans ses études sûres : « la participation de la jeunesse au processus de développement : une étude de cas au panama ». L'objectif poursuivi par leurs études était d'identifier les problèmes que pose à la jeunesse rurale la participation au développement, la perception qu'elle en a et ses actions concrètes. Ils ont abouti aux résultats selon lesquels les jeunes qui ont été interrogés se divisent en deux sous - groupes pour ce qui concerne le travail :

les paysans qui travaillent dans les communautés, et les conseils agricoles et les ouvriers agricoles qui sont engagés par la compagnie bananière. Les premiers connaissent une situation économique plus difficile et sont moins bien considérés dans l'échelle sociale, tandis que les seconds, quoi que mieux rémunérés et socialement plus favorisés, doivent affronter les conditions de travail plus précaires. Les deux groupes appartiennent à des familles organisées suivant le modèle traditionnel, hiérarchiquement structuré en fonction du sexe et de l'âge. Ainsi donc les conditions de travail du paysan sont difficiles et les jeunes ne jouissent d'aucun privilège : ils participent à toutes les tâches agricoles, au même titre que les adultes afin d'améliorer leur situation. Néanmoins, les problèmes de l'exode, du chômage et du sous - emploi coexistent dans la région.

Cependant, Hari Mohan Mathur (1986) a réalisé une étude sur le développement participatif et administration publique. Dans cet article, c'est d'abord dans les sociétés développées qu'est apparue la participation. Son émergence a coïncidé avec le progrès de l'éducation, la croissance des institutions démocratiques et l'extension des voies et communication.

Néanmoins aujourd'hui, dans le Tiers-Monde, cette tendance s'affaiblit. Partout maintenant on reconnaît aux individus le droit fondamental de prendre part aux décisions qui intéressent leur propre vie. Pierre angulaire de la réussite du développement, la participation est désormais encouragée par les organismes des Nations-Unies et par les gouvernements eux-mêmes. La Chine, la Tanzanie et la Guyane sont parmi les pays en développement, ceux où elle a été poussée très loin. De telles expériences font la preuve qu'elle est possible dans les sociétés qui n'appartiennent pas au monde développé. Le succès de ces tentatives a amené la plupart des pays du Tiers-Monde à la prise en considération et à l'inclure dans leurs stratégies de développement.

Ainsi, Bélaid Amrioui & Seydou Diakité (2019) dans ont relaté le rôle de l'agriculture dans le développement économique depuis longtemps attiré l'attention des économistes du développement, particulièrement ceux de l'agriculture. L'agriculture baptisée secteur primaire, l'agriculture est non seulement essentielle pour assurer la sécurité alimentaire de la population d'un pays, mais aussi à apporter un soutien important au développement économique. Plusieurs dispositifs ont été mis en place en collaboration avec la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) qui a pour mission stratégique de contribuer conformément à la politique du gouvernement au développement de l'ensemble du secteur de l'agriculture et à la

promotion des activités agricoles artisanales et agroindustrielles pour essayer d'assurer la sécurité alimentaire. L'accès aux crédits bancaires est donc une condition essentielle de ce secteur. Cependant, les agriculteurs en Algérie sont souvent confrontés à des contraintes pour l'accès au financement bancaire.

Cependant, Laura Michel & al(2018) ont mené une étude sur la montée en puissances des territoires de projet caractérise les politiques de développement rural. L'article analyse pourquoi les agriculteurs participent peu à ces projets. Si la question des tensions entre priorité sectorielle et transversalité territoriale est bien documentée, celle des modalités de participation des agriculteurs est moins connue. Or, nous montrons que l'offre de participation correspond mal aux habitudes organisationnelles des agriculteurs. A partir du cas du département de l'Aube, au Sud de la France, ils mettent en évidence deux processus : au niveau des agriculteurs, la démarche participative opère une sélection en faveur d'un public de néo-agriculteurs et au détriment des viticulteurs ; au niveau des organisations, chambre d'agriculture et institutions locales de type « pays » se trouvent mises en concurrence politique, sur fond de compétition entre techniciens pour l'accès aux financements de l'expertise. L'Aube est un cas exemplaire pour éclairer les effets des dispositifs participatifs sur la faible insertion des agriculteurs dans les gouvernances territoriales.

➤ **Stratégies mises en place par les acteurs impliqués pour faciliter une participation efficace et effective des agriculteurs aux projets de développement agricole**

Dans tous les cas, les obstacles et les enjeux de la participation des agriculteurs aux projets ne peuvent se faire sans stratégies. Pour ce faire, Gbazalabua. B (1996) dans son travail, trouve que les ONG contribuent quelque peu au processus de développement socio - économique de la ville de Kisangani. Ces ONG ont réussi sur le plan social. Il s'agit des ONG confessionnelles qui travaillent dans le domaine de la santé. Malheureusement, elles ont négligé les secteurs qui font la vitalité de la ville comme l'éducation.

Cependant, Mamiki Kebab (1996) estime que la recherche appliquée contribue au développement de la ville de Kisangani à travers les travaux d'expérimentation et des travaux didactiques qui sont réalisés. Mais l'apport de la recherche appliquée au développement de la ville de Kisangani s'avère globalement faible.

Pour A El Ghali & al (2004) ont mené leurs études sur l'aridité du climat, l'irrégularité des précipitations, ainsi que les sécheresses de plus en plus fréquentes font de l'irrigation un

impératif technique incontournable dans la politique de développement agricole et rural au Maroc. Le périmètre irrigué de la Moulaya est un exemple de l'importance de l'irrigation gravitaire y est dominant, l'irrigation par aspersion concerne 22% des surfaces et l'irrigation localisée 3,5%, l'arboriculture fruitière couvre plus du tiers des surfaces, la betterave à sucre 4000ha, et la céréaliculture 15 000ha. En effet, disposants d'atouts importants (superficie équipée en "grande hydraulique" de 65 000ha, sols très favorables, savoir-faire capitalisé par les fermiers, la proximité du marché européen et un tissu agro-industriel promoteur), le périmètre de la Moulaya est confronté à des contraintes techniques qui menacent l'agriculture (réduction de plus de la moitié des capacités de stockage à cause de l'envasement des barrages, variabilité des apports d'eau, vétusté des infrastructures hydroagricoles, usage mixte des canaux principaux morcellement des terres). Pour atténuer ces contraintes, l'Office régional de mise en valeur agricole de la Moulaya (couvrant une zone de 550 000ha) a mis en œuvre un plan d'amélioration du service de l'eau qui comprend la réhabilitation des infrastructures, la promotion de mesures pour économiser l'eau et le développement du management participatif. Il représente le deuxième Projet d'Amélioration de la Grande Irrigation (PAGI 2) financé par la Banque mondiale et se poursuit au sein du Projet de Réhabilitation de la Grande Irrigation (PRGI) financé par la Banque européenne d'investissement. La mise en œuvre de ces actions a induit l'amélioration des performances de l'irrigation, que reflètent plusieurs indicateurs : l'efficacité, le taux de maintenance, la disponibilité opérationnelle des réseaux d'irrigation, des critères ayant trait à l'économie de l'eau et à l'implication des usagers dans la gestion de l'eau. Le maintien du niveau de performance, résultant de ces projets, dépend de l'harmonisation des efforts attendus de tous les intervenants locaux et nationaux, et plus particulièrement de la participation des agriculteurs au sein des associations et leur contribution aux économies d'eau à la parcelle.

Ensuite, Nicolas Faysse & al (2015) ont montré que, au Maroc, de nouvelles politiques publiques prévoient une conception participative des projets de développement agricole et rural au niveau local. L'étude porte sur la participation des agriculteurs de deux villages à la conception et la mise en œuvre d'un projet oléicole, et sur l'amélioration de leurs capacités d'action que cette participation a permise. Les agriculteurs n'ont eu qu'une influence faible sur la conception et la mise en œuvre du projet. Dans un de ces deux villages, les agriculteurs ont cependant appris comment obtenir des financements publics et ont par la suite mené à bien plusieurs projets. Les nouvelles politiques publiques peuvent ainsi induire une forte

différentiation entre collectifs d'agriculteurs, notamment dans leur capacité à prendre des initiatives vis-à-vis de l'administration.

En effet, Gilles Massardier & al (2012) ont montré à travers l'exemple de la participation des agriculteurs familiaux au Programme de Développement Durable des Territoires Ruraux (PDDTR), cet article défend une posture scientifique : désenclaver l'analyse des arènes participatives en les réinsérant dans les rapports de pouvoir du Policy making. Cette recherche croise trois sociologies politiques : les structures d'opportunité politique, les trajectoires militantes et répertoires d'action collective des participants, et l'action publique. Il analyse l'institutionnalisation d'un « noyau dur » de participants, caractérisés par leur militantisme institutionnel et leur « leadership transactionnel » qui formatent techniquement et financièrement les projets de politique publique. Il montre également la constitution d'une « coalition de cause » qui, au final, définit le Policy making et le contenu du PDDTR.

Cependant, Sambo Armel (2014) ont réalisé que dans le contexte de la région de l'extrême Nord du Cameroun, située dans une zone sahélienne, est en proie aux crises écologiques de toutes sortes, il est utile de prendre en compte et de revaloriser les savoirs locaux constituant, d'ores et déjà, des stratégies d'adaptation aux phénomènes induits par les Changements Climatiques (CC), dans le but de dynamiser la production agro-sylvo-pastorale. A cet effet, depuis quelques années, des travaux de recherche sont initiés par les chercheurs, les étudiants et même les praticiens de terrain afin d'identifier les stratégies d'adaptation des populations aux mutations que connaît leur environnement. Cette étude vise à monter l'action des Organisations Paysannes (OP) et des Groupements d'Initiatives Commune (GIC) en matière de vulgarisation des savoirs locaux agricoles utiles afin de renforcer la résilience des agriculteurs au CC par ailleurs assurer la sécurité alimentaire. La méthodologie que nous avons adoptée pour atteindre nos résultats a consisté d'abord à la collecte de données (par entretiens, questionnaires, observations, etc.) auprès des populations de la zone d'étude, ensuite à leur analyse et leur traitement et enfin la rédaction de cet article. Ainsi, quelques techniques novatrices en matière d'adaptation aux CC, issues de savoir-faire traditionnel et local, ont été identifiées. Il s'agit entre autres : du réaménagement du calendrier agricole, de l'usage de la fumure organique, la jachère, la culture itinérante sur brulis, etc. les moyens de diffusion utilisés sont les radios communautaires, les causeries d'information et de sensibilisation, la pratique des Champs Ecoles Paysans (CEP), les comices agropastoraux, etc. cependant, on n'observe pas une bonne exploitation des travaux issus des instituts de recherche d'où la nécessité de pouvoir opter pour une politique d'appropriation des résultats de recherche par ces associations.

Au regard de ce qui précède, le travail d'exploitation laisse voir l'importance de l'investigation de ces auteurs dont le but était de montrer l'importance de la participation des agriculteurs aux projets de développement. Cependant, la présente étude se démarque de nos prédécesseurs du fait qu'elle cherche à Ressortir les obstacles à la participation des agriculteurs au PSNA Caritas à Pala. Ensuite, de présenter les enjeux de la participation des agriculteurs au PSNA Caritas à Pala et enfin, identifier les stratégies mises en place par le PSNA Caritas pour permettre la participation effective et efficace des agriculteurs à Pala. Dans le cadre de cette étude, notre objectif principal est de montrer comment s'effectue la participation des agriculteurs dans le cadre du PSNA de Caritas à Pala.

## **IV. QUESTIONS DE RECHERCHE ET HYPOTHESES DE RECHERCHE**

### **IV.1. Questions de recherche**

#### **IV.1.1. Question de recherche principale**

Comment s'effectue la participation des agriculteurs dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas à Pala ?

#### **IV.1.2. Questions de recherche secondaires**

Question n°1 : Quels sont les enjeux de la participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas à Pala ?

Question n°2 : Quelles sont les contraintes à la participation effective et efficace des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas à Pala ?

Question n°3 : Quelles sont les stratégies mises en place par le Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas pour permettre ou faciliter la participation effective et efficace des agriculteurs à Pala ?

### **IV.2. Hypothèses de recherche**

#### **IV.2.1. Hypothèse de recherche principale**

La participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas dans la ville de Pala se fait selon un cadre logique formulé par le BELACD-Caritas qui ne cadre pas toujours avec leurs attentes.

#### **IV.2.2. Hypothèses de recherche spécifiques**

Hypothèse n°1 : l'alimentation, la préservation de l'environnement et de la biodiversité, le développement des activités économiques sont des enjeux essentiels qui contribuent à la participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas ;

Hypothèse n°2 : le niveau organisationnel, transformationnel, commercial, communal, du secteur public, la participation des femmes aux projets et les différents conflits sont des contraintes liées à la participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas ;

Hypothèse n°3 : la formation ; le conseil agricole et l'installation à travers le crédit agricole sont les stratégies associées à la participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas.

### **V. CADRE THEORIQUE**

Selon Philippe Braillard, la théorie est une expression qui se veut cohérente et systémique de notre connaissance, de ce que nous nommons la réalité. Elle exprime ce que nous croyons savoir de la réalité. Dans le cadre de cette recherche, nous mobiliserons la théorie du développement local participatif et la théorie de la conception participative.

#### **V.1. Théorie du développement local participatif**

Issue des travaux de Friedman John & Walter Stohr, la théorie du développement local participatif est née vers la fin des années 1950. C'est une approche volontariste, qui conçoit le développement comme une démarche partant du bas et privilégiant les ressources endogènes. Pour ces auteurs, cette théorie met en lumière un développement du bas vers le haut et faisant appel aux ressources localement disponibles. Elle insiste sur la participation des populations à leur développement comme condition d'un développement qui contribue à l'amélioration des conditions de vie. L'approche participative du développement local insiste sur l'importance de la participation et de la responsabilisation des populations dans toutes les actions de développement. Cette théorie va au-delà du sens strict des approches participatives telles que the Participatory Action Research (PAR), the Participatory Rural Appraisal (PRA), et les Méthodes Actives de Recherche et de Planification Participative (MARPP). Celle-ci est maintenant à la base de la plupart des méthodes et des outils mis au point ces dernières décennies pour l'appui au développement (recherche-développement, développement local, gestion des ressources naturelles...) qu'ils s'en réclament explicitement ou pas.

En somme, ce cadre théorique regroupant les théories du changement social, de la décentralisation et du développement local participatif met en exergue la société humaine en évolution dynamique. Cette évolution est le fruit des rapports des populations dans des rôles divers d'acteurs de développement. Ce cadre théorique donne place au volet méthodologique du travail qui met en exergue les méthodes d'analyse et les techniques d'investigation. Nous avons choisi le développement local participatif dans le cadre de ce travail pour faire appel aux traditions locales et la prise en compte de l'ensemble des valeurs culturelles ainsi que la responsabilité de chaque population dans toutes les actions de développement.

## **V.2. Théorie de la conception participative**

La théorie de la conception participative est née des travaux de Darses Françoise (2002). Depuis plusieurs années, l'on peut observer de changement dans la perception du monde rural tant de la part des gouvernements que des bailleurs de fonds ou des partenaires au développement. Cette théorie postule que, la tendance actuelle est de prendre en compte non seulement les limites du potentiel du milieu physique, mais également les divers besoins (eau, alimentation) des populations, notamment en matière de production agricole, d'élevage, de produits forestiers, et par ailleurs d'insister sur le rôle que jouent ces dernières dans l'exploitation et la gestion des ressources de leur terroir.

Pour Darses, l'approche de la conception participative est un outil privilégié permettant l'association active et responsable des populations, est née du constat de l'échec des stratégies d'intervention préconisées par le passé ainsi que la volonté assez ressentie des gouvernements d'intégrer la dimension « participation des populations » aux politiques de développement rural. Elle vient en appui des actions menées en faveur de la décentralisation des services techniques, des efforts pour un désengagement de l'Etat et la privatisation des activités de production et de gestion, dont l'exploitation forestière. Le choix de cette théorie dans le cadre de ce travail est qu'elle nous a permis de ressortir les enjeux et les stratégies dans la phase de la conception et la mise en œuvre des projets de développement en milieu rural.

## **VI. CADRE METHODOLOGIQUE**

D'après Nkoum (2012: 56), la méthodologie est « *un discours sur la méthode choisie* ». Elle est une méthode que nous employons pour mener une recherche. Restant sur cette logique, nous vous présentons dans cette rubrique le site de notre étude, l'outil utilisé pour la collecte des données, la technique de collecte des données sur le terrain, les outils utilisés pour l'analyse, en enfin le choix des méthodes d'analyses statistiques de ces données collectées.

## **VI.1. PRESENTATION DU SITE DE L'ÉTUDE**

Notons que le choix de la ville de Pala n'est pas fortuit car la population vit au seil de l'agriculture. Aussi, le choix de cette localité est fonction des scores que cette région a en matière de variétés et de richesse dans le panier ménager. Ceci dit, les marches de cette localité sont caractérisées par une présence abondante des produits alimentaires et de première nécessité provenant directement des villages, ce qui explique la forte action des hommes et des femmes qui s'y trouvent. Cette étude sur « La participation des agriculteurs aux projets de développement dans la Région du Mayo Kebbi Ouest au Tchad : Cas du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du Belacd-Caritas » intervient dans un contexte marqué par les agriculteurs possédant les terres agricoles et mettre ces terres aux services du développement local de la ville de Pala. Ainsi, le Belacd-Caritas œuvre depuis 1985 dans la ville de Pala et contribue aux pratiques agricoles de sorte que les agriculteurs développent des moyens de subsistances et des stratégies d'adaptation dans le but de se développer sur le plan socio-économique et culturel de leurs ménages respectifs. Ce constat indique à suffisance que les politiques agricoles par les organismes comme Caritas ne permettent pas de garantir le développement local dans les ménages des paysans. En tout état de cause, la nécessité de cultiver la terre, faire le commerce, pratiquer l'élevage, s'imposent comme des moyens de survie pour eux.

Ceci étant, la situation de participation des agriculteurs au projet de Caritas dans la ville de Pala demeure toujours assez précaire et, bien que favorisé par la récente stabilisation suite aux nouvelles autorités, reste incertain. Penser les stratégies du développement agricole reste la seule manière de leur garantir un développement socio-économique et culturel à moyen et à long terme. C'est pour toutes ces raisons, que nous pensons bien approfondir les réflexions scientifiques pour mieux appréhender le phénomène.

## **VI.2. POPULATION CIBLE ET ECHANTILLONNAGE**

### **VI.2.1. Population cible**

Pour cette étude, la population cible est constituée des agriculteurs (femmes, hommes et de la main d'œuvre (enfants et autres)) participant au projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire dans la ville de Pala, région du Mayo Kebbi Ouest au Tchad. Les caractéristiques de cette population sont d'abord leurs activités et leurs statuts formels.

## **VI.2.2. Echantillonnage**

### **VI.2.2.1. Echantillonnage qualitatif**

#### **➤ Echantillonnage par choix raisonné**

Nous avons choisi l'échantillonnage par choix raisonné, méthode d'échantillonnage non aléatoire dans laquelle nous avons pris en compte les découpages administratifs en termes de Cantons et villages à proximité afin d'avoir un échantillon plus représentatif des agriculteurs. A notre connaissance, les agriculteurs sont constitués des acteurs comme les hommes, femmes, et enfants, et sont interrogés. Les avis des notables notamment les chefs des villages, les chefs de cantons, le chef des carrés, le sous-préfet et les anciens étaient d'une importance capitale car, ils sont ceux qui ont plus d'expériences en matière de participation au Projet de Caritas et ont plus de 10 ans dans le projet. Cela a permis d'apprécier les jeux de pouvoir et la gouvernance traditionnelle locale. Au cours de ces entretiens, l'attention était portée sur l'appréhension de la notion de la participation des agriculteurs au projet de Caritas par la communauté locale, ce que les agriculteurs bénéficient du projet et leur implication dans les activités du projet.

Dans les lignes qui suivent, la liste de quelques acteurs identifiés pour l'étude située à la périphérie ou à l'intérieur des espaces est dressée.

**Tableau 1 : liste des acteurs identifiés**

<b>Acteurs</b>	<b>Nombre</b>
Chefs de villages	4
Chefs de cantons	1
Justice et gendarmerie	1
Association des agriculteurs	4
Anciens	10

### **VI.2.2.2. Echantillonnage quantitatif**

Dans le cadre de ce travail, nous avons opté pour l'échantillonnage à deux degrés. Un échantillonnage aléatoire simple sans remise pour le choix des villages et des ménages enquêtés. Au premier degré, les villages sont tirés sur l'ensemble de la sous-préfecture de Pala à partir des données du recensement général de la population et de l'habitat en 2009. Globalement tous les quatre (04) villages sélectionnés sont comptés dans la sous-préfecture de Pala. Au second degré, un échantillon des ménages est tiré de manière aléatoire simple. La taille de l'échantillon

est proportionnelle à la taille des agriculteurs. Ces enquêtes se sont déroulées du lundi au dimanche, de la matinée à la soirée où les villages étaient inaccessibles. Pour y parvenir, nous avons associé trois (03) autres personnes (enquêteurs) capables mais surtout disponibles qui nous ont aidé durant toute la période d'enquête. Les critères linguistiques ne sont pas du reste dans le choix de ces personnes. Avant de commencer l'enquête, les enquêteurs ont reçu les instructions nécessaires pour bien mener leurs tâches. Ces instructions ont exclusivement porté sur le but et les objectifs de l'étude, la compréhension des questions, le remplissage des instruments et sur quelques stratégies d'administration du questionnaire.

**Tableau 2 : Répartition des enquêtés par village**

Canton	Village	Nombre des personnes ciblées	Nombre des personnes enquêtés
Erdé	tamdja kado	250	50
	Goygamla	225	45
	Gambocké	200	40
	Erdé	225	45
Total	4	900	180

*Source : enquête de terrain, 2023*

Cette enquête dans le cadre de cette étude s'est déroulée dans quatre villages dans la commune de Pala. Les agriculteurs choisis ont constitué notre univers d'enquête. Le choix de ces villages a été guidé par plusieurs critères :

1. L'effectif de la population cible, on a veillé à ce que les villages fortement peuplés, moyennement peuplés et moins peuplés soient représentés ;
2. L'ambiance participative, les villages dans le mode de participation aux projets de développement ;
3. L'accessibilité à ces zones.

### **VI.3. TECHNIQUES DE COLLECTE DES DONNEES**

Cette recherche a procédé à une collecte des données qualitatives et quantitatives mobilisant les outils divers et variés. Les données collectées ont fait l'objet d'un traitement spécifique en fonction de leur nature, ce qui a rendu leur analyse aisée.

#### **VI.3.1. Technique de collecte de données qualitatives**

Les données qualitatives sont des données auxquelles on ne peut pas attribuer une valeur ou une caractéristique.

##### **VI.3.1.1. Observation directe**

L'observation directe est un regard que nous avons porté sur notre collecte de données ; ceci dans le but de recueillir des informations sur notre sujet. C'est un procédé par lequel on enregistre ce qu'on voit et entend. La variante de la technique d'observation choisit ici est l'observation directe qui est une méthode d'études des modes de vie des agriculteurs, permettant de saisir le déroulement, les significations des conduites et leurs enjeux. Les données d'observations sont souvent utilisées pour compléter les données issues des autres techniques de recueil de données (entretiens, questionnaires, focus group discussion, etc.). L'observation permet aussi de saisir les décalages entre ce qui est dit et qui se fait.

##### **VI.3.1.2. Entretien semi-directif**

Nous avons sollicité un entretien semi-directif en privilégiant les rencontres individuelles que collectives afin de permettre à nos interlocuteurs de s'exprimer plus librement dans l'anonymat sans aucune forme de pression.

Cependant, il est arrivé que les entretiens individuels soient devenus collectifs.

L'entretien pour cette étude est l'un des moments forts pour la collecte des données qualitatives. Les informations recueillies dans ce cadre sont précises, profondes, riches et donc essentiellement de type qualitatif. Les entretiens se sont exclusivement orientés vers les différentes structures concernées et les responsables (autorités administratives, les chefs traditionnels, responsables d'organisations...). En outre, il a été question ici de recueillir les avis et les données des acteurs et institutions impliqués dans le processus de participation des agriculteurs au projet de Caritas dans la sous-préfecture de Pala. En fonction de chaque structure, le guide d'entretien (cf annexe) ont été élaborés et portaient non seulement sur l'accès au projet de Caritas dans la sous-préfecture de Pala, mais aussi sur les enjeux. Ces entretiens nous ont permis d'avoir une variété de données informationnelles sur cette étude.

### **VI.3.1.3. Focus Group Discussion**

Il s'agit d'une méthode qualitative d'entretien visant à collecter des informations variées sur un sujet, dans l'objectif d'extraire des perceptions et comportements sociaux et de favoriser l'émergence de nouvelles opinions.

Concrètement il s'agit de recruter entre 6 et 12 participants par session (avec un nombre représentatif de groupes selon l'étude) et de susciter une discussion ouverte dans une logique de créativité. La discussion s'organisera autour d'un guide d'entretien de groupe qui recense les thématiques de l'étude. L'objectif étant ici d'apporter des clés pour explorer les « pourquoi » et « comment » de phénomènes en dégagant des perceptions, besoins, attentes ou comportements et en impliquant directement les populations concernées par l'objet d'étude en leur reconnaissant une expertise d'usage. L'outil privilégié sera le guide d'entretien de groupe et les discussions seront enregistrées pour permettre une transcription intégrale.

### **VI.3.1.4. Recherche documentaire**

La recherche documentaire a commencé dès la validation du sujet de recherche par l'encadreur. Nous avons poursuivi le travail de recherche par la compilation de la littérature scientifique sur les questions de la participation des agriculteurs au PSNA de Caritas d'une part et du développement local d'autre part. Nous avons procédé à la consultation des documents dans les bibliothèques et centres de documentation au Tchad et au Cameroun.

Au Tchad, à la bibliothèque de l'université de Pala ; la bibliothèque du CEFOD de N'Djamena, les archives du ministère de l'agriculture, et du Centre National de Recherche (CNAR). Des données ont également été collectées auprès des ONG en charge des agriculteurs, auprès d'INSEED, PSNA où la collecte des données météorologiques s'est effectuée.

Au Cameroun, à la bibliothèque centrale de l'Université de Yaoundé I, et la bibliothèque du département de Sociologie de l'Université de Yaoundé I. Toutes ces structures de documentation ont permis d'explorer des ouvrages ayant un rapport avec ce sujet d'étude afin d'étoffer le travail. Par ailleurs, la recherche en ligne à travers la visite de plusieurs sites internet nous a été d'un apport inestimable. Cette phase a permis de cerner les différentes approches des auteurs par rapport au problème posé par le sujet. Aussi, elle a permis d'élaborer la problématique, de définir les concepts du thème et des théories y afférentes.

### **VI.3.2. Techniques de collecte de données quantitatives**

Les données quantitatives sont des données qui peuvent être mesurables.

#### **VI.3.2.1. Enquête par questionnaire**

Notre enquête a été menée auprès des agriculteurs ; c'est-à-dire ceux qui disposent des parcelles cultivables afin de nous permettre de rester attaché à la thématique retenue. Pour se faire, nous sommes partis d'une base de sondage pour déterminer un échantillon suffisamment représentatif de la population cible dans les différents villages.

#### **VI.3.2.2. Base du sondage**

Notre base de sondage est constituée des 900 agriculteurs, de 04 chefs de village ou chefs de terre répartis dans la sous-préfecture de Pala.

## **VI.4. TRAITEMENTS ET ANALYSE DES DONNEES**

Une fois que les données sont collectées sur le terrain, elles sont traitées avant d'être analysées et interprétées. En effet, traiter une information consiste à rendre utilisable, claire, et cohérente l'information pour une bonne prise de décision. Ceci étant, dans le processus de vérification de nos hypothèses, les données collectées sur le terrain sont classées en rubriques, en tenant compte des objectifs de départ.

### **VI.4.1. Données qualitatives**

Pour les données de nature qualitatives, nous avons recouru à l'enregistrement puis à l'analyse de contenu des supports écrits dans l'optique de saisir le sens des écrits et opinions exprimées par les enquêtés lors des entretiens.

### **VI.4.2. Données quantitatives**

Le traitement statistique appliqué aux données quantitatives a permis de concevoir et de réaliser, les graphiques et les diagrammes, ainsi que des tableaux de statistique descriptive. Ainsi, les données de l'enquête par questionnaire ont été dépouillées manuellement, codifiées et saisies puis intégrées dans le logiciel SPSS à l'issue d'un dépouillement manuel. Au terme du traitement les données obtenues ont été converties sous le tableur Excel 2016.

## **VI.5. CADRE CONCEPTUEL**

### **VI.5.1. Participation**

Le FIDA (2001) précise que « la participation est une perception partagée et un facteur de responsabilisation conduisant à la prise de décisions en commun. Elle commence par la concertation, passe par la négociation (des problèmes, des solutions et approches) pour aboutir à la prise de décision et à l'action. »

Meister (1971) cité par Boukhari (1994) définit la participation comme ‘une organisation volontaire de deux ou plusieurs individus dans une activité commune dont ils n’entendent pas uniquement les bénéfices personnels et immédiats.’

La complexité de la définition du concept de participation suscite depuis un certain temps l'utilisation de plus en plus grandissante de plusieurs termes essayant chacun de cerner le concept le plus exactement possible. C'est pour cela que nous pouvons lire dans des documents que la participation c'est l'implication, la négociation, la concertation, l'information, la responsabilisation, la consultation, le partage, l'engagement, la collaboration ou tout simplement le droit de l'homme et la démocratie.

Chacun de ces termes représente à sa manière la participation qui se veut de plus en plus indispensable à la planification et au financement de tous les types d'interventions entreprises en faveur du développement.

### **VI.5.2. Projet de développement**

Le concept projet de développement a plusieurs définitions, mais nous retenons celles qui nous permettent de mieux comprendre ce terme. Il ne sera donc pas question de passer en revue toutes les définitions élaborées par différents auteurs mais de prendre en compte et d'analyser celles ayant des liens directes avec l'objet de notre étude.

Pour Tabin Lissendja Bahama, le projet de développement est défini comme une sommation d'activités dans le cadre des ressources limitées pour atteindre les objectifs assignés dans un temps bien précis. Il s'agit d'un ensemble d'actions à accomplir pour atteindre un but. Il s'agit également d'une description des actions, des opérations ou des travaux à accomplir pour la réalisation de quelque chose.

Selon Cepetede, un projet de développement est un ensemble d'activités, d'opérations qui consomment les ressources limitées, utiles telles que la main d'œuvre, les finances, la

technologie et desquelles on attend des revenus et autres avantages monétaires ou non monétaires.

Le concept projet de développement se conçoit comme un ensemble d'opérations qui doivent permettre d'atteindre un objectif clairement exprimable et présentant un certain caractère d'unicité. C'est l'activité à mener pour apporter la réponse au problème identifié afin de passer de la situation d'insatisfaction à la situation satisfaisante, une situation souhaitée.

Harold KEZNER entend par projet, toute sorte d'activités orientées vers :

- La réalisation d'un objectif spécifique au moyen des ressources humaines, matérielles et financières limitées ;
- Au cours d'une période spécifique déterminée (temps) ;
- Ayant un démarrage et un aboutissement ainsi qu'une des opérations bien reconnues.

Un projet comprend en définitive, pour son efficience et son efficacité, les éléments suivants:

- Un ou plusieurs objectifs;
- Les ressources ;
- Le temps ;
- La technologie et la performance ;
- Les opérations ou les activités.

Dans notre contexte, le projet est une concentration de ressources, dans un temps donné, pour des objectifs donnés. Des ressources humaines et financières, bien sûr, mais aussi des ressources symboliques, cognitives, politiques. Un projet de développement vise à soutenir certaines dynamiques, à apporter des changements dans un espace social donné. En outre, un projet de développement est l'ensemble des actions à réaliser dans le but d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs dans la commune de Pala.

## **VI.6. DIFFICULTES RENCONTREES**

La première difficulté majeure est liée à nos enquêtés individuels, une barrière linguistique s'est posée le plus souvent avec les agriculteurs lors de nos entretiens. La deuxième est liée à la documentation. Nous avons fait face à une rareté de documents actualisés nous facilitant la rédaction de ce mémoire. La troisième difficulté est liée à l'accès difficile dans les villages aux mauvais états de route.



## **PLAN SHEMATIQUE**

Notre travail est structuré en deux parties subdivisées chacune en deux chapitres.

**PREMIERE PARTIE :** Mise en œuvre du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du BELACD-Caritas dans la ville de Pala

**Chapitre I :** Présentation du PSNA au BELACD-Caritas

**Chapitre II :** Contraintes à la mise en œuvre du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire

**DEUXIEME PARTIE :** Enjeux et Stratégies de la participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du BELACD-Caritas dans la ville de Pala

**Chapitre III :** Enjeux de la participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du BELACD-Caritas dans la ville de Pala

**Chapitre IV :** Stratégies adoptées pour une participation effective et efficace des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du BELACD-Caritas dans la ville de Pala

**PREMIERE PARTIE : MISE EN ŒUVRE ET  
CONTRAINTE DU PROJET SECURITE  
NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU  
BELACD-CARITAS DANS LA VILLE DE PALA**

## **INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE**

Le monde traverse une crise économique sans précédent. Le Tchad n'est pas du reste. Ainsi, soucieux du développement du pays et étant donné que 80% de sa population dépend de l'agriculture, les ONG, l'Etat, les personnes de bonne volonté sont de plus en plus dévouées et se convergent tous vers les activités de développement surtout du monde rural. Caritas met sur pied un PSNA dont le but est de contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire au sein de la population rurale. L'analyse des actions du projet de Caritas a révélé que ceux-ci ont contribué à l'émergence et à la réactivation de la vie associative dans leur aire d'action. À travers des actions de sensibilisation, d'organisation et de structuration, de renforcement des capacités des associations et groupements agriculteurs, ils ont contribué à cet effort d'organisation du monde rural. Ils ont apporté des moyens dans les villages de la sous-préfecture de Pala et mobilisé les paysannes et paysans pour le travail agricole.

Toutefois, les autres approches d'intervention utilisées ont permis d'obtenir des résultats différents. Ainsi, l'inscription dans une démarche d'autopromotion pendant une période de temps suffisante utilisée par Caritas dans le renforcement des capacités de réflexion, d'analyse et d'action de ses partenaires a produit des résultats que nous avons jugés relativement durables : les paysans et leurs organisations devenant de plus en plus regardant sur leurs propres situations et capables de se mettre en situation, alors que l'approche traditionnelle améliorée, utilisée par Caritas pendant toutes ces années a produit des organisations et structures paysannes qui nécessitent encore des appuis pour parvenir à la maturité. Donc, dans l'état actuel où le projet les laisse, ces structures et organisations suscitent d'énormes préoccupations sur leurs capacités réelles à vivre au-delà du projet et sans le projet. Cette première partie vise à présenter le PSNA du BELACD-Caritas et de ressortir les contraintes du projet.

# CHAPITRE I : PRESENTATION DU PSNA AU BELACD-CARITAS

## I. PRESENTATION DU BELACD-CARITAS DE PALA

Le BELACD-Caritas de Pala a été créé en 1977 et reconnu officiellement par l'Etat Tchadien le 10 septembre 1985. Pour la réussite de ses activités, le BELACD de Pala a mis en œuvre plusieurs plans triennaux successivement et le premier plan a commencé dès l'année 1978.

Le diocèse de Pala à travers le BELACD de Pala, la commission diocésaine Justice et Paix, les collèges agricoles de Bougoudang, de Badgé et le complexe scolaire Elie Tao Baydo de Pala, les centres de formation des catéchistes et animateurs de Guyu et de Dira, met en œuvre plusieurs programmes d'éveil de conscience de la population dans un souci de la promotion de la dignité de l'homme afin de faire face à un certain nombre de défis majeurs dans les communautés : la pauvreté, l'alcoolisme, la crise de valeur sociale et surtout la peur .

### I.1. Vision du BELACD-Caritas

Le BELACD-Caritas Pala a pour but d'œuvrer à l'autopromotion des communautés rurales et urbaines structurées fortes, autonomes, capables de promouvoir et de défendre les droits fondamentaux des populations surtout ceux des femmes et leur permettre de s'attaquer aux causes et aux effets de la pauvreté à travers des activités de développement porteuses d'avenir.

### I.2. Les objectifs du BELACD-Caritas

Ses objectifs sont :

- Promouvoir de développement intégral de tout homme ;
- Mettre en place des stratégies pour répondre aux appels des gens et les soutenir dans leurs actions en vue de l'autopromotion ;
- Promouvoir des activités spécifiques porteuses d'avenir en faveur des populations démunies.

### **I.3. Zones d'intervention du BELACD-Caritas Pala**

Le BELACD-Caritas Pala couvre deux provinces administratives situées au Sud-Ouest du Tchad : le Mayo-Kebbi Est et le Mayo-Kebbi Ouest, soit une superficie de 30150km<sup>2</sup>. La population totale selon le RGPH2 est de 1334.265 habitants répartis sur les deux(2) provinces :

- Le Mayo-kebbi Est compte 769.178 habitants soit 367.655 hommes et 401.523 femmes ;
- Le Mayo-kebbi Ouest compte 565.087 habitants, soit 273.300 hommes et 291.787 femmes.

### **I.4. Les activités du BELACD-Caritas Pala**

Ses domaines d'activités sont :

- L'éducation et le sous volet alphabétisation ;
- La santé et sous volets handicapés, VIH/SIDA, mutuelle santé ;
- La Sécurité Alimentaire et nutritionnelle.

### **I.5. Partenaires du BELACD-Caritas Pala**

Cette institution fonctionne grâce à l'intervention des personnes et organismes de bonnes volontés qui offrent divers dons aux personnes les plus vulnérables. Nous avons :

- Les partenaires financiers qui sont : MISEREOR, secours Catholique France ;
- Les partenaires techniques : CEFOD, UNAD, Caritas Diocésaines, CRS/Tchad ;
- Les partenaires locaux : UCEC, CCN, RTN, CNPS, ONAPE, Star.

### **I.6. Ressources humaines, matérielles et financières**

#### **I.6.1. Ressources humaines**

Le personnel du BELACD-Caritas Pala est de quatre-vingt-quatre personnes réparties dans les directions suivantes :

- La direction d'animation comprend sept (7) personnes dont un directeur, un administrateur, deux personnes du service financiers, deux(2) gardiens et une femme de ménage.
- La coordination santé a un ordinateur, 35 infirmiers (IDE, ATS, et les auxiliaires) repartis dans huit(8) centres de santé (Bêlé, Gounou-Gang, Domo, Magao, Koupor, Séré, Bissi-Mafou et Tagal).

Dans la coordination santé, nous avons 2 sous coordinations : VIH/SIDA qui a 12 employés, la sous coordination handicapé en a cinq(5) et la sous coordination mutuelle santé en a quatre(4).

- La coordination éducation dispose de cinq (5) personnes dont un inspecteur diocésain, un conseiller pédagogique, un planificateur, un coordonnateur diocésain du sous-volet alphabétisation et un coordonnateur alpha de la zone de Pala.
- Le Programme Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle compte dix (10) personnes dont un coordinateur et neuf animateurs.

### **I.6.2. Ressources matérielles**

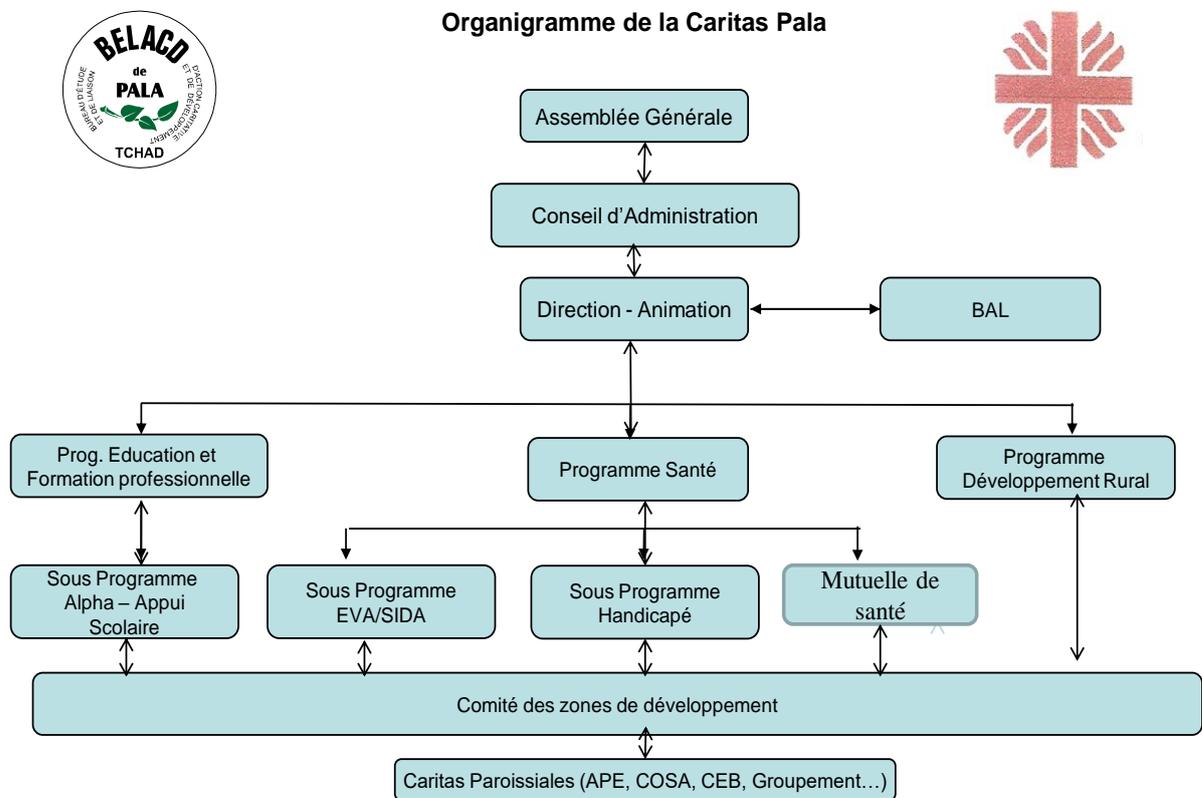
Le BELACD-Caritas Pala dispose cinq véhicules à quatre roues, 21 motos, 12 ordinateurs de bureau, et 10 ordinateurs portables, 10 écoles catholiques associées, 2 collèges agricoles, 8 centres de santé construits et équipés, 20 bureaux équipés (armoires, chaises, tables, étagères, rideaux) dont 4 non utilisés, 21 tables de bureau, 2 photocopieuses, 2 congélateurs, 13 ventilateurs.

### **I.6.3. Ressources financières**

Le BELACD-Caritas Pala dépense annuellement autour de 325.000.000Fcfa par an.

## I.7. Organigramme du BELACD-Caritas Pala

Figure 1 : organigramme du BELACD Caritas



**NB :** Le Bureau d'Animation et de Liaison est un organe d'appui à la Direction - Animation chargé d'exécuter les décisions et recommandations de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration.

## **II. PRESENTATION DU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ALIMENTAIRE DE PALA**

### **II.1. Origine du projet et indication de tout état de mise en œuvre de l'intervention au moment de la demande**

Cette initiative découle du partage d'objectifs (atteindre l'autosuffisance alimentaire) que les deux institutions partenaires ACCRI et BELACD (Caritas de Pala) promeuvent dans la région du Mayo-Kebbi. Le partenaire local travaille à l'organisation de Groupes de Contact (GC) depuis 2008. Ces dernières années, les efforts ont convergé axés sur le développement de l'agriculture et de l'élevage, les bénéficiaires ont été organisés et formés à l'aide de la technique « Formation de formateurs ». Au cours de la période 2014-2019, grâce à un projet pluriannuel financé par la Province Autonome de Trente, 20 GC de différents villages ont développé leur propre chaîne d'approvisionnement agricole, en passant par la production et la transformation de produits (par exemple, farine de maïs et de manioc, pâtes et arachide) et renforcer le stockage et la commercialisation des produits sur le marché.

Dans le domaine agricole et la sécurité alimentaire, il faut contribuer à améliorer la capacité de production, de conservation, de transformation et de commercialisation des microentrepreneurs agricoles. L'augmentation et la diversification nécessaires de la production agricole, afin de garantir les besoins alimentaires de la population, sont liées au renforcement des capacités techniques, opérationnelles et commerciales des agriculteurs, favorisant la diversification de l'activité productive. Le BELACD basé à Sarh dans le Moyen-Chari et à Moundou dans le Logone Ouest, a sensibilisé et accompagné plus de 200 femmes dans la transformation des noix en beurre à usage alimentaire et comme base pour la fabrication de savon.

Cette demande représente un développement des résultats obtenus jusqu'à présent avec une extension des objectifs à d'autres bénéficiaires et villages de la région du Mayo-Kebbi qui n'étaient pas inclus dans l'initiative précédente. La situation d'insécurité alimentaire qui touche actuellement les familles des micro-entrepreneurs, agriculteurs et éleveurs, également du fait des mesures de confinement du Covid-19, a poussé l'ACCRI et le BELACD de Pala à intensifier leur engagement pour faire face à la situation d'urgence des familles à risque de faim et de malnutrition pour diverses raisons :

- Faible production agricole et mauvaises récoltes;
- Faible production de viande et de lait due au manque de nourriture pour le petit bétail–Conflits entre agriculteurs et bergers;
- Manque de travail et de sources de revenus alternatives aux activités agro-pastorales;

- Manque d'accès aux marchés;
- Augmentation du prix des produits alimentaires en raison de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement aggravée par l'effet Covid19;
- Déforestation et abandon des terres;
- Manque de formation et de sensibilisation de la population locale sur la gestion des ressources naturelles et l'utilisation des terres.

## **II.2. Cadre logique du PSNA**

- Lutte contre l'insécurité alimentaire du mayo-kebbi Ouest (Tchad), soutenir la qualification du personnel et le transfert de compétences

**N. 223/2021**

**Figure 2 : Cadre logique du PSNA**

**CADRE LOGIQUE**

<b>Durée : 24 mois</b>	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateurs objectivement vérifiable</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Conditions externes</b>
<b>Objectif Général</b>	Améliorer l'autonomie nourriture et la qualification de personnel local à affecter aux missions de maintien de l'ordre situations de sous-développement et la sous-alimentation qui menacent la population du Mayo Kebbi (Tchad)	Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans (code indicateur UNSD C020202)	Données et statistiques du «Ministère de la Santé Publique, Direction de la Nutrition et de Technologie Alimentaire (DNTA) »	
		Proportion de la superficie agricole cultivé de manière productive et durable (Indicateur DSNU Code C020401)	Carte d'utilisation terre fournie par ministère de l'agriculture, éventuellement analyse préliminaire de l'utilisation des terres de images satellitaires et Google Earth.	
<b>Objectif Spécifique</b>	Renforcer les capacités de familles paysannes et dieux groupes organisés de diversifier et améliorer la production agricole et augmenter les compétences des bénéficiaires et la qualification du personnel technique.	Volum de production pour unités de travail pour les classes de taille de l'entreprise agricole/pastorale/forestière (Code indicateur UNSD C020302)	Exemples de recherches effectuées par projet (avant et après projet)	Variabilité climatique dans la moyenne des prévisions.  Stabilité politique.
		Revenu moyen des petit producteurs d'aliments, par sexe et statut d'autochtone (DSNU Code indicateur C020302)	Données INSEED (statistiques nationales) sur la situation économique de population.  Rapports des autorités locales mis à jour. Exemples de recherches faites par projet (avant et après projet)	
		Taux de participation des jeunes et des adultes à l'éducation e à la	Rapports des autorités locales mis à jour.	

		formation formelle et non formelle formels au cours des 12 derniers mois, par sexe (UNSD Indicator Code C040301)	Exemples de recherches effectuées par projet (avant et après projet)	
	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateurs objectivement vérifiable</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Conditions externes</b>
<b>Résultat attendu 1</b>	Diversifié et amélioré la production agricole et activité génératrice de revenus.	Pourcentage de terres cultivées en période humide et sèche appliqué des techniques d'écho durable.	Carte d'utilisation sol mise à jour. Commissions des relations de gestion. Rapports technique de projet	Disponibilité dans marchés locaux des intrants agricole et non alimentaire produits par la région d'intervention.
		Pourcentage de bois de karité gérés de manière écologiquement durable	Carte d'utilisation sol mise à jour. Rapports techniques du projet	Absence de conflits forces armées et de maintien de la paix dans la région intéressée par le projet.
		Nombre d'organisations actif dans la génération d'activité revenu.	Les recherches menées par le projet (avant et après projet).	
<b>Résultat attendu 2</b>	5000 hectares de terres dégradées préservées et restaurées et engagement amélioré de la Communauté	Pourcentage de sols dégradés géré par la communauté	Recherche de projet pré et post intervention sur le pourcentage de sol dégradé. Carte d'utilisation sol mise à jour.	Absence de périodes de sécheresses prolongées
<b>Résultat attendu 3</b>	Formation renforcée des ressources humaines locales	Pourcentage de participation des jeunes et des adultes à la formation formels et non formels, pour sexe	Rapport technique du projet	La ressource humaine qualifié ne migre pas
<b>Activité R1</b>	1.1 Organisation des groupements de producteurs appartenant à 100 villages	15 nouveaux GC mis en place, structurés et actifs rejoignant les 85 déjà existants.	Copie de l'inscription du Ministère. Numéro de registre. Accord de coopération. Actes de création et règlements.	Prise en charge complète de chefs de village à réalisation de projet.
		200 femmes organisées pour la production de beurre/huile karité		

		Création d'une association d'horticulteurs (environ 1000 membres).		Absence de conflits communauté des droits utilisation du sol et de l'eau.  Gestion des conflits agro-pastoraux par l'administration locale et les chefs de village
		Création d'une faîtière de jeunes diplômés chômeurs		
1.2 Renforcement de production		Achetez 4 machines d'égrenage	Relation compte de projet. Photo.	
		Achetez 10 kits pour transformation du karité (10 moulins à noix et 10 ensembles pour noix à rôtir, bols, bocaux, etc).		
1.3 Promotion de gestion cyclique de la terre, sélection des terres pour double culture		100 hectares cultivés	Rapport de déclaration de projet. Visites de vérification. Journal de collecte. Photo.	
1.4 Création de comités de gestion		20 comités du CVG	Copie signée de régulation	
1.5 Achat et distribution de matériel agricole pour moi groupes organisés.		1 kit d'équipement pour chacun groupe	Relation compte de projet. Photo.	
1.6 Présentation e approbation de l'entreprise plan de développement de projets (pilotes) de élevage et agriculture		2-4 projets pilotes de élevage et agriculture	Rapport du comité d'évaluation. Copie des plans d'affaires. Rapport de surveillance et dansérifie. Photo	
1.7 Achat de matériel pour des projets pilotes.		5 projets et plans d'affaires approuvé	Relation compte de projet. Photo.	
1.8 Construction d'un réservoir pour la rétention d'eau et 2 puits		1 réservoir, 2 puits	Cartographie de ressources en eau présent dans la région	

	1.9 10 puits restaurés détérioré	10 puits en activité		
<b>Activité R2</b>	2.1 Organisation des Comités de Surveillance (CVS)	20 CVS créés et actifs	Règlements	Prise en charge complète des organisations de base et autorités locales.  Les paysans acceptent méthode "vivres pour travail » et non émigrer dans les quartiers voisins.
	2.2 Identification des sites de récupération (reboisement).	Nombre de visites sur le terrain	Carte d'occupation des sols	
	2.3 Préparation de 15 petites pépinières villageoises	15 pépinières villageoises fonctionnelles	Relation compte de projet Photo.	
	2.4 Construction de 2 pépinières avec clôture respective pour la propagation de <i>Acacia albida</i>	2 pépinières construites (1 hectare chacun) avec clôture et équipement		
	2.5 Identification et adhésion des familles au programme "vivres contre travail"	350 familles rejoignent le programme "vivres pour Travail"	Régulation de participation signé par Bénéficiaire	
	2.6 Fourniture d'assistance complément alimentaire aux familles participantes au programme "vivres contre travail"	84 tonnes. de maïs livré en deux ans à 350 familles Nécessiteux	Bon de livraison	
	2.7 Programmation du nombre de jours de travail avec la "vivres contre travail".	Nombre de jours de travail activés	Registre de participation	
	2.8 Reboisement de 5000 hectares de terrain avec	250000 arbres prêts pour le reboisement	Contrat signé par le chef du village Visite de vérification.	

	Acacia albida dans les zones pastorales de Gounou-Gaya et Pala		Photo	
	2.9 Activation de 1 table résolution de conflit agriculteurs-bergers	1 table active et 1 comité de les sages ont créé	Copie de régulation	
<b>Activité R3</b>	3.1 Formation à 100 GC	100 représentants des GC formats		Présence de programmes de soutien formels ou informels de l'éducation et Entraînement technique dans occasionnel (EFTP) dans près de la zone de intervention.
	3.2 Formation de 10 groupes di Karité	200 femmes formées		
	3.3 Formation 1 association de jardiniers	10 séances de 4 heures de Entraînement		
	3.4 Formation 20 CVG gestion des forêts et des plaines alluvial	10 présidents de CVG formés		
	3.5 Formation technique local	10 bourses attribuées		
<b>Activité de surveillance</b>		2 visites de vérification e accompagnement. 3 sondages résultats.	Rapports de vérification. Rapport de résultats.	
<b>Communications et divulgation</b>		pancartes, affiches et articles de diffuser	Copie du matériel. Photo.	

### **II.3. Méthodologies de référence**

L'approche méthodologique est celle de l'autonomisation communautaire, c'est-à-dire le processus participatif de la communauté pour générer le changement souhaité, facilitant le renforcement des compétences et du protagonisme des personnes. Le choix méthodologique qui en découle est d'adopter la recherche-action participative (RAP), tant dans la pré-conception et lors de la mise en œuvre. Le RAP est l'une des approches qui a montré sa capacité à combiner les besoins cognitifs avec le besoin d'action de manière efficace et polyvalente car, paraphrasant Kurt Lewin, "la recherche sans intervention risque d'être stérile et l'intervention sans recherche peut devenir aveugle".

L'accent méthodologique est concentré sur la dynamique participative ou sur le fait que le succès d'une intervention de développement découle de l'attention portée aux processus relationnels et participatifs qui amènent les personnes à prendre conscience de leur potentiel. La communauté devient donc le protagoniste de ce processus et, à travers un travail de facilitation et d'animation sociale, suit un chemin qui commence par la prise de conscience des problèmes/besoins que la communauté elle-même décide d'être plus pertinente, pour ensuite être soutenue dans l'activation des phases de formation et les parcours organisationnels nécessaires pour générer et mettre en œuvre des solutions aux problèmes identifiés.

Le travail est mis en place sur l'opportunité de fournir aux parties prenantes les compétences (formation de formateurs, formation en cascade) et les compétences nécessaires pour gérer l'action pour le changement, en se concentrant sur des sujets tels que le travail d'équipe et les processus de prise de décision, l'appartenance au groupe et le leadership, la durabilité et la maîtrise d'ouvrage, capacité à s'autoréguler et à négocier ses positions.

Le travail de facilitation a un caractère continu et se déroule à la fois dans les occasions préstructurées et programmées de réunions et de formations communautaires, et selon les demandes des parties intéressées. Il vise à exploiter les ressources et connaissances disponibles sur le terrain, à donner à la communauté des repères internes et à accroître le degré d'appropriation et de pérennité du projet.

Pour la collecte des données sur les bénéficiaires et sur le déroulement des activités, l'observation directe, les questionnaires, ainsi que l'écoute d'histoires (storytelling) seront appliqués, une méthode répandue dans les zones à faible scolarisation. La documentation photographique aidera à la diffusion des activités.

Pour les activités pratiques, des méthodes de travail participatives seront utilisées telles que l'ERP (évaluation rurale participative) ou d'autres plus appropriées (apprentissage par la pratique) dans lesquelles les participants apprennent par la pratique.

#### **II.4. Organisation opérationnelle avec spécification des ressources humaines et physiques employées**

Les travaux sont menés en étroite collaboration avec les institutions locales, en s'appuyant sur et en utilisant les ressources physiques et opérationnelles locales pour tout ce qui concerne les compétences nécessaires à la mise en œuvre des activités. La collaboration avec BELACD (Caritas de Pala) facilitera le contact avec les opérateurs locaux, renforcera le réseau de connaissances et le lien avec le territoire.

Le diocèse de Pala facilite le soutien logistique des paroisses du Mayo-Kebbi Ouest. Les curés seront activement impliqués dans les activités du projet et soutiendront l'équipe dans la relation avec les bénéficiaires.

Le siège opérationnel du projet se compose d'un bureau équipé et d'une salle de réunion au niveau des structures du diocèse de Pala. L'équipe disposera également de deux motos et d'une voiture 4x4.

L'équipe sur place sera composée de deux bénévoles de l'ACCRI, formés comme facilitateurs de processus d'autonomisation communautaire, en deux experts locaux pour des formations spécifiques (techniques agricoles et animation rurale), de un coordinateur(à temps partiel), ou un comptable (à temps partiel) e par l'administrateur de BELACD (travail bénévole). Les bénévoles de l'ACCRI effectueront les tâches suivantes au sein de l'équipe locale :

- La programmation des activités en facilitant le travail d'équipe et de groupe;
- Transfert des outils de facilitation aux techniciens locaux;
- Renforcement du réseau local, en collaboration avec le partenaire, pour la pérennité du projet;
- Réalisation de surveillance périodique les activités prévues et les phases d'évaluation;
- Collecte et analyse des données de surveillance ;
- Lien avec le responsable technique en Italie et envoi de rapports mensuels.

Les techniciens BELACD rapporteront directement au coordinateur qui rapportera au directeur BELACD. Leurs missions seront les suivantes :

- Formation et accompagnement technique aux différents groupes organisés selon la stratégie  
'Formation des formateurs ;
- Suivi/collecte des données pour le suivi périodique des activités et le suivi ;
- Description de l'activité et rendre compte au coordinateur (rapports mensuels) ;
- Appui à la création de comités, coopératives, associations, etc ;
- Gestion des achats et des livraisons divers équipements et fournitures.

De manière générale, les activités seront développées en utilisant les ressources humaines locales et en favorisant la formation en cascade. Les matériaux, biens et produits doivent être disponibles sur les principaux marchés de la Région. Les engins et équipements décrits dans les différentes actions seront achetés sur place et à la fin du projet resteront la propriété des groupements organisés (matériel agricole).

L'organisation des bénéficiaires en GC assurera la coordination avec les groupes individuels; les GC faciliteront l'accès à la formation de leurs membres et deviendront un espace de résolution de problèmes communautaires. C'est le lieu que la communauté a jugé approprié pour définir collectivement les règles d'appropriation et de candidature à ce projet.

L'équipe bénéficiera du soutien méthodologique d'un expert de l'approche d'autonomisation des communautés d'Italie via la visioconférence. Pour le transport sur site, 2 motos seront achetées pour la mobilité des techniciens locaux et un pick-up 4x4 qui restera la propriété de BELACD.

En Italie, le projet est suivi par un directeur technique (travail bénévole), un chef de projet (partage partiel), un comptable (partage partiel).

## **II.5. Suivi et évaluation**

Pour le suivi des interventions, la vérification de l'avancement et la conclusion des projets, l'ACCRI s'appuie sur une Commission de projet composée de bénévoles : le coordinateur de zone, chefs de projets techniques (journalistes), des membres du conseil d'administration et un employé opérateur de zone (chargé de projet). La Commission de projet fait référence à Conseil d'administration sur l'avancement mensuel des activités dans les projets respectifs. Les responsables techniques sont nommés par résolution du conseil d'administration pour une durée de 3 ans selon la loi en vigueur.

Sur place, la surveillance des activités du projet est prise en charge par l'équipe de conception formée par 2 techniciens Belacd, 2 volontaires ACCRI et le coordinateur Belacd. Le directeur de Belacd est le gestionnaire direct des activités sur site et la personne de contact en Italie est le directeur technique; à la fois vérifier l'avancement des activités et des coûts, en mettant en évidence les problèmes et / ou les changements dans le calendrier. Le responsable technique en Italie suivra chaque étape du processus, en effectuant deux missions de suivi sur place afin de vérifier, avec les acteurs locaux, l'avancement de l'intervention, la validité des méthodologies utilisées, l'impact social de l'initiative et la pérennité du projet une fois les travaux terminés. De plus, il s'occupera des relations avec les volontaires et l'équipe locale, enregistrant les problèmes qui seront examinés par la Commission de projet et de Conseil d'administration pour l'adoption des résolutions appropriées. Toute modification du plan d'activités sera décidée d'un commun accord entre les parties et communiquée sans délai au prêteur. Le suivi consiste en l'élaboration de rapports mensuels par les volontaires ACCRI, trimestriels par le coordinateur du projet (Belacd) et semestriels par le responsable de la zone projets ACCRI auto-certifiés par le représentant légal et responsable technique de l'initiative (article 8, paragraphe 5 du règlement d'exécution).

L'évaluation du projet s'appuiera sur les différentes sources de vérification, sur les observations des missions d'accompagnement et de vérification par les directeurs technique de l'ACCRI, les rapports mensuels, semestriels ainsi que le rapport final, ainsi que les données collectées pour le suivi et le cadre financier global. Les missions, partagées avec le partenaire et l'équipe, verront l'implication des bénéficiaires directs et évalueront, en plus des résultats du projet, l'efficacité, la pertinence, mais surtout le processus de changement que le projet a déclenché pour sa pérennité. Tout le matériel collecté restera disponible pour les éventuelles vérifications que la Présidence du Conseil des Ministres effectuera sur les déclarations reçues.

## **II.6. Description détaillée de l'intervention à mettre en œuvre et des différentes phases de mise en œuvre**

L'intervention, d'une durée de 24 mois, développe des activités en trois macro-actions:

- Amélioration des infrastructures ;
- Gestion durable des ressources naturelles ;
- Acquisition et transfert de compétences.

### **Phase 1. Pré-mise en œuvre (Durée estimée : 3 mois)**

Phase organisationnelle dans laquelle est définie l'équipe d'intervention sur site (coordonnateur, techniciens), le projet est présenté aux principaux acteurs et collectivités locales et la socialisation du projet avec les chefs de village et les groupes de bénéficiaires. Phase de la programmation et la planification participative pour établir par exemple règles de participation des bénéficiaires (groupements, représentants, comités de gestion) et des négociation des principaux fournisseurs (appels d'offres, devis, etc.). C'est aussi une phase dédiée à la définition et à la confirmation des données de départ (baseline) grâce à la collecte de données avec des méthodes quantitatives et qualitatives, qui comprennent des entretiens et des visites de sites avec le soutien de partenaires et de techniciens locaux. Les données à collecter concernent :

- Volume de production par unité de travail par classes de taille des entreprises agricoles/pastorales/forestières (indicateur 2.3.1)
- Revenu moyen des petits producteurs à petite échelle (agriculteurs/éleveurs) par sexe et statut d'autochtone (indicateur 2.3.2).
- Pourcentage de la superficie plantée en agriculture productive et durable (indicateur 2.4.1)
- Pourcentage de producteurs, de groupes organisés, de jeunes et de femmes qui accèdent aux services financiers et aux marchés locaux.
- Pourcentage de terres cultivées pendant les périodes humides et sèches où des techniques éco-durables sont appliquées.
- Pourcentage de bois de karité géré de manière éco-durable
- Nombre d'organisations actives dans des activités génératrices de revenus.
- Pourcentage de terres dégradées gérées par la communauté
- Pourcentage de participation des jeunes et des adultes à la formation formelle et non formelle, par sexe

### **Phase 2. Mise en œuvre des macro-actions (Durée estimée : 20 mois)**

- Amélioration des infrastructures

Après la phase 1, l'équipe locale compte avec des informations sur la situation de départ. Il a identifié les bénéficiaires et les lieux où mettre en œuvre la phase 2. La programmation des activités et la définition des rôles commencent. L'équipe locale identifiera les meilleurs fournisseurs locaux. La capacité de production sera renforcée par la mise à niveau des

infrastructures/équipements de la filière céréalière agricole, un peu de beurre de karité, de production de légumes, et de culture. Le matériel sera acheté et livré aux groupes identifiés et organisés en phase 1. Plus précisément :

- Le développement des activités agricoles de 15 nouveaux GC sera favorisé, rejoignant les 85 déjà organisés avec la livraison de matériel pour les travaux agricoles (dépanneuses, motopompes, petit matériel).
- La production céréalière de 4 coopératives sera renforcée avec l'achat de 4 décortiqueuses.
- 10 groupements de femmes seront appuyés dans la production de beurre et d'huile de karité avec la livraison de 10 machines de transformation de noix.
- Les jeunes sans emploi diplômés des écoles agricoles et des instituts universitaires ayant des compétences agricoles et zootechniques seront impliqués à travers l'achat d'équipements pour les projets les plus méritants. Le projet prévoit un comité technique pour l'évaluation de cinq (5) propositions.
- L'approvisionnement en eau sera amélioré associé au développement de l'horticulture et des pépinières communautaires (2 nouveaux puits, 10 restaurés, 1 réservoir). Le partenaire local contactera les meilleurs prestataires après une identification précise des zones concernées en Phase 1.

## **II.7. Viabilité économique et financière**

La durabilité économique et financière est garantie, avant tout, par l'augmentation de la production agricole de subsistance sous gestion familiale ou sous une forme organisée (par exemple avec la formation de coopératives), et par l'activation d'activités génératrices de revenus. La possibilité d'accéder à des sources d'épargne et de crédit permettant au micro entrepreneurs et aux familles d'organiser un plan d'investissement adapté à leurs capacités sera également renforcée.

Le cout total du projet est de 10 740 000 par an.

## **CHAPITRE II : CONTRAINTES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE A PALA**

### **I. CONTRAINTES A LA MISE EN ŒUVRE DU PSNA**

#### **I.1. Contrainte au niveau organisationnel**

Sur le plan organisationnel, il ressort du document de projet que la situation varie d'une filière à l'autre mais la majorité des filières ne sont pas structurées ni ne disposent d'interprofessions dignes de ce nom. Quelques interprofessions, tels l'Association des professionnels de l'irrigation privée et des activités connexes (APIPAC), pour l'ensemble des fruits et légumes, le Comité interprofessionnel des céréales du Tchad (CICT), pour les céréales, l'Union nationale des producteurs de coton du Tchad (UNPT), pour le coton fonctionnent de façon assez dynamique. Mais le Comité des oléagineux du Tchad (COT), pour les oléagineux rencontre de sérieuses difficultés de fonctionnement. La plupart des organisations dépendent des subventions obtenues dans le cadre des projets de développement à travers la coopération bilatérale. Sans un renforcement conséquent, la plupart des organisations n'ont pas la capacité de conduire de manière autonome des actions de coordination, de représentation ou fournir des services de développement nécessaires pour promouvoir la croissance des filières.

#### **I.2. Contrainte au niveau transformationnel**

Les principales contraintes relevées au niveau de la transformation de la production agricole concernent le manque de technologies adaptées, d'informations, de formations et de conseils appropriés. A cela s'ajoutent les difficultés de financement des activités et surtout les coûts élevés des facteurs de production qui rendent certains produits peu compétitifs.

#### **I.3. Contrainte au niveau commercial**

Concernant l'exportation, les principaux éléments de coûts sont encore considérables notamment les frais de collecte, de traitement, de conditionnement, de transport et de transit. Aussi, les agriculteurs ont des capacités limitées de prospection des marchés sous-régionaux. En outre, les conditions d'échanges amenuisent la marge de compétitivité des produits et la rentabilité des opérations d'exportation. Globalement, le manque de professionnalisme, la

faiblesse des capacités d'anticipation, d'adaptation et de marketing, le manque d'informations commerciales se révèlent être des handicaps majeurs.

#### **I.4. Contrainte communs aux différents niveaux**

Un certain nombre de contraintes sont rencontrées aux différents niveaux que l'on qualifie de difficultés transversales. Il s'agit particulièrement de l'insécurité foncière, de l'accès inégal aux facteurs de production et des aléas climatiques. A cela viennent s'ajouter l'analphabétisme et le manque de formation professionnelle, la faiblesse de l'information des agriculteurs et les difficultés d'accès au crédit. La gestion insuffisante de l'eau et de la fertilité des sols, la faible disponibilité des intrants et le faible contrôle de certains ravageurs sont autant de contraintes qui préoccupent les acteurs des filières.

#### **I.5. Contrainte au niveau du secteur public**

Le secteur public étant partie prenante de la mise en œuvre du programme rencontre également des difficultés qui limitent son efficacité. Il s'agit de :

- la faible capacité des services publics à moderniser leurs stratégies d'intervention et à mettre l'accent sur le développement des filières orientées vers les marchés ;
- la capacité limitée de travail avec le secteur privé ;
- la faible qualité des statistiques et l'accès limité à l'information ;
- les relations limitées entre les systèmes de recherche prioritaires et les actions et besoins des producteurs ;
- la faible dissémination des technologies existantes ;
- la faiblesse des processus de contrôle qualité et de gestion des produits ;
- la faiblesse dans la gestion des infrastructures publiques utilisées par les opérateurs privés ;
- la faiblesse de l'accès aux finances ;
- l'insécurité foncière.

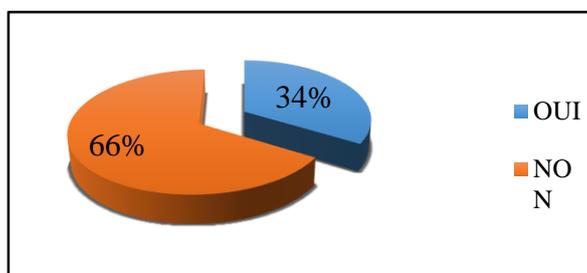
#### **I.6. Contraintes de la participation au PSNA liées aux femmes**

Le 16 octobre 2008, la FAO a célébré la Journée Mondiale de l'Alimentation avec un événement parallèle qui avait pour titre « Les femmes ont des solutions à la crise alimentaire : vers des changements structurels à long terme ». Ce numéro 15 du Bulletin Dimitri s'est

particulièrement attaché à démontrer combien, dans un contexte international de flambée des prix des denrées alimentaires et de crise des matières premières, les conditions de vie des agriculteurs les plus pauvres, particulièrement les femmes, sont liées à leurs droits et à leur statut économique, politique et social au sein de leur communauté et pays.

La marginalisation des femmes dans la participation au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas est une réalité dans toutes les communautés de la sous-préfecture de Pala ; Les préjugés et le droit coutumier développés au fil des années font que la femme n'a accès que très rarement à la participation dans les projets. De par le statut familial, économique et social qui lui est conférés, l'homme s'arroge d'un droit inaliénable et incontestable sur les projets. La mise à l'écart des femmes dans la participation aux projets est considérée comme une violation de ses droits qui persistent encore; Pourtant, la législation nationale, à travers ses différentes lois, n'oppose aucune restriction à l'accès des femmes aux projets ,de même, sur le plan institutionnel, les dispositifs administratifs n'opposent aucune contrainte à l'appropriation de la terre par les femmes le législateur tout comme les instances de la société civile aux cotés des militants féministes et les institutions internationales reconnaissent que l'accès aux projets est un droit inaliénable aujourd'hui.

**Figure 3 : Accès des femmes à la participation au PSNA**



Source : enquête de terrain, 2023

*Selon la figure 3, nous constatons que dans la sous-préfecture de Pala les femmes constituent une minorité parmi les hommes à la participation au projet sécurité nutritionnelle et alimentaire de Caritas, 66% des enquêtés ont répondu que les femmes n'ont pas accès au Projet agricole de Caritas et 34% ont répondu qu'elles ont accès au Projet agricole de Caritas, cela nous montre clairement que les femmes sont marginalisées à l'accès à la participation au Projet de agricole dans la sous-préfecture de Pala. Du point de vue sociologique, le fait que les femmes ne soient pas considérées comme des productrices agricoles à part entière explique le manque d'intérêt porté aux organisations des femmes. Bien que les femmes réalisent jusqu'à 80% de la production vivrière, leur rôles n'est pas reconnu au même titre que celui des hommes. La contribution de la main d'œuvre féminine et les besoins des femmes sont souvent sous-évalués dans les communautés. Les taches qu'elles effectuent pour produire des denrées qui contribuent de façon décisive à l'amélioration de la qualité nutritionnelle de plats ne sont pas*

*perçues comme un véritable travail, mais plutôt comme le prolongement d'activités domestiques en lien avec le statut de la femme. Un autre f acteur se pose au niveau de leur emploi du temps très chargé lié au cumul d'activités agricoles et domestiques qui permettent difficilement aux femmes de pouvoir s'engager dans la participation du projet Caritas.*

L'autosuffisance alimentaire d'un peuple passe nécessairement par le capital foncier et la participation aux projets de développement en l'occurrence au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas. Comme souligne Rostow (1962) dans sa théorie de stratégie de développement agricole explique que « dans les pays où les terres appartiennent à peu de propriétaires, des réformes agraires sont envisageables ». Elles permettent ainsi de distribuer temporairement des terres aux femmes afin de garantir dans la mesure du possible l'autosuffisance alimentaire et l'autonomisation dans les ménages. Ainsi donc, les autorités doivent faciliter l'accès temporaire dans les projets de développement par les femmes ainsi que les investissements nécessaires pour résoudre la situation.

## **II. LES CONFLITS LIES AUX CONTRAINTES A LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA**

Selon Barriendo (1993), deux personnes qui entrent en conflit vivent souvent un malentendu. Si on s'en tient à la définition donnée par le dictionnaire Larousse (1994), le conflit « est un désaccord ou une lutte résultant d'une opposition d'intérêts ou de points de vue ». Un conflit peut être manifeste (ouvert) ou latent. Les conflits manifestes sont ceux qui opposent ouvertement deux individus antagonistes ou deux groupes antagonistes. Ils peuvent opposer deux antagonistes au sein d'une même communauté (agriculteurs et agriculteurs) ou deux communautés différentes (agriculteurs et éleveurs). Les conflits latents sont des types de conflits qui ne sont pas apparents mais sont souvent les causes profondes des conflits manifestes.

Il est certain que les individus ne sont pas constamment engagés dans des conflits. Cependant, les ressources étant par nature limitées dans un environnement donné, il faut les répartir entre les différentes personnes ou groupe de personnes qui peuvent y prétendre. Ces personnes ne sont pas toujours d'accord sur le bien-fondé de cette répartition. C'est pourquoi, elles décident souvent, de faire reconnaître leur droit par le moyen du conflit. Le conflit débute généralement par un acte compris par l'un des protagonistes comme une transgression des règles communément admises. Ils ne perçoivent pas leur relation de la même manière. L'un peut avoir l'impression de tendre vers la négociation et l'autre peut au contraire, le situer dans

le cadre d'un affrontement. D'une manière générale, la notion du conflit apparaît lorsque deux individus ou deux groupes d'individus ne perçoivent pas la même chose de la même manière. Le conflit est l'expression d'une crise, d'une rupture, d'un affrontement ou d'un enjeu qui s'est instauré entre les deux acteurs. Les enjeux peuvent évidemment être de différente nature : matérielle ou immatérielle. L'accès aux ressources est un enjeu matériel concret pour les agriculteurs et éleveurs et l'honneur ou le prestige d'un chef est un exemple d'enjeu immatériel. Notons que les enjeux peuvent changer au fur et à mesure que le conflit se développe.

Or, si chaque individu ou groupe d'individus a pour seul objectif de faire triompher son propre point de vue, cela entraîne une rupture de communication qui fige les négociations. Dans un conflit, plus les individus sont impliqués parce qu'ils sont convaincus du bien-fondé de leur position, plus la situation conflictuelle s'intensifie. En revanche, l'incertitude et le doute s'installent entre les protagonistes

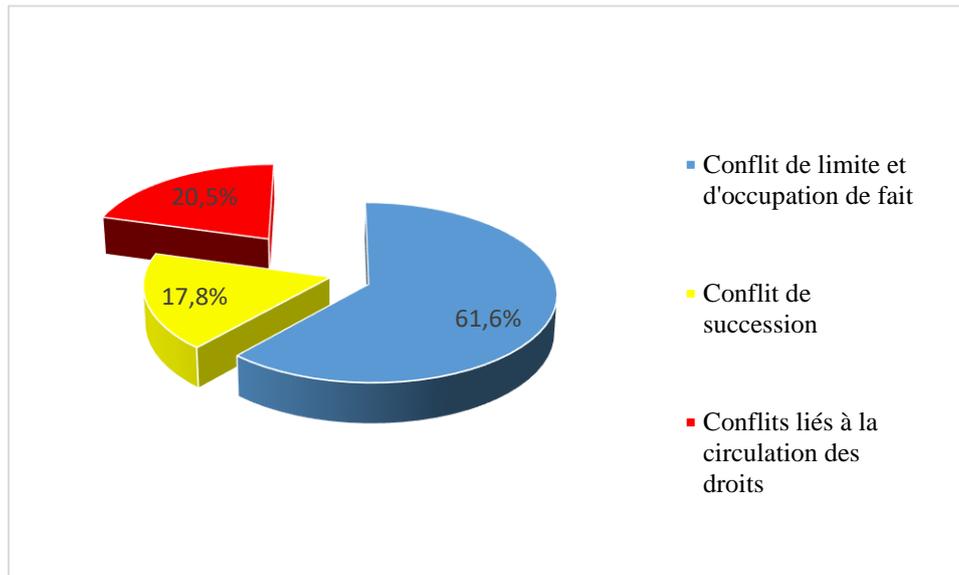
Au Tchad et en particulier dans la sous-préfecture de Pala, la dévastation des cultures par des animaux en divagation est toujours à l'origine du conflit qui se vit dans le milieu. Il arrive que les champs soient dévastés sciemment au cours de la nuit par des éleveurs sédentaires ou/et transhumants qui prennent la fuite après leur forfait. En outre « *des bouviers ayant reçu des instructions expresses de leurs employeurs au leitmotiv que les vaches nourries aux épis de mil sont deux fois plus fécondes que celles alimentées au fourrage habituel* » (Majioudou, 2006). Cependant, les actes de cruauté sur les animaux par les paysans ne font qu'empirer la situation et dégénèrent en conflit de plus en plus violent (CSAO-OCDE/CEDEAO, 2008 ; Kiema et al. 2014 ; Bodé, 2015 ; Salihou, 2016). Ce conflit finit généralement par des bagarres rangées avec morts d'hommes. Cela constitue un obstacle de taille à l'épanouissement de l'agriculture.

## **II.1. Conflit entre agriculteurs-agriculteurs**

Le conflit entre agriculteurs-agriculteurs est un conflit foncier opposant deux cultivateurs entre eux. Ce conflit peut être un conflit de succession des terres agricoles. Mais dans la sous-préfecture de Pala le conflit qui oppose les agriculteurs plus entre eux est le conflit de succession et le problème de limite. Pour le conflit de succession dans la sous-préfecture, il est fréquent car chaque année on enregistre au moins 10 cas de conflit de succession selon la gendarmerie de recherche de Pala. il se solde souvent par les blessures et les morts : en 2021 au mois de semis nous avons rencontré un cas de conflit dans la sous-préfecture précisément dans

le village erdé, il s'agissait de deux frères qui avaient hérités de leur parent des terres agricoles, quand ils voulaient préparer les champs pour l'agriculture l'un des frères dit à son deuxième frère qu'il a choisi les terres fertiles c'est à partir de là que le problème à commencer jusqu'à qu'ils ont sorti des flèches pour se battre et la fin et que l'un d'eux a perdu sa vie. La figure 17 illustre les types de conflits dans la sous-préfecture de Pala.

**Figure 4 : Typologie des conflits liés à l'accès à la terre**



Source : enquête de terrain, 2023

*La figure 4 nous montre que le type de conflit le plus fréquent dans la sous-préfecture de Pala est le conflit de limite et d'occupation de fait avec 61,6% suivi de conflit lié à la circulation des droits avec 20,5% et enfin le conflit de succession avec 17,8%. Le conflit de limite dans la sous-préfecture est fréquent dû aux vendent de terre sans l'accords des autres membres de la famille ou bien sans un papier justificatif, c'est pour cette raison que lors de notre enquête le conflit de limitité est dominé par les autres conflits avec 61,6%.*

*Le majeur problème des conflits des agriculteurs- agriculteurs dans la sous-préfecture de Pala est beaucoup plus lié aussi aux limites des terres agricoles. Ils sont toujours en train de se battre sur le fait que son voisin à déplacer ses limites pour augmenter son champ. A goygamla lors de notre enquête de terrain un agriclteurs affirmait que : « c'est bien tombé de venir nous enquêter sur le foncier rural à l'heure que je vous parle je rentrais comme ça de mon champ et J'ai constaté que la limité de mon champ a été déplacer par mon voisin et c'est chaque année comme ça »*

Pour éviter les conflits de limite dans la sous-préfecture de Pala les agriculteurs sont obligés de planter les arbres aux bornes de leur terrain. Ces plantes différents d'un village à un autre regarde planche. Ces conflits, bien qu'ayant toujours existé augmentent de façon proportionnelle inverse à la diminution de l'espace disponible par personne, lorsque la terre se

fait rare, chaque morceau en devient d'autant plus précieux. Ces conflits surgissent d'autant plus facilement que les limites étaient traditionnellement par les concernés par la famille, les voisins, les chefs de terre et de village mais n'étaient pas souvent matérialisé. A goygamla « quand tu achètes une terre agricole pour cultiver avec une personne et que cette personne ne te donne pas un papier justificatif, pendant la semence, l'un de ses parents viendra de dire que la limite que son frère t'a vendue n'est pas là. C'est ce que nous rencontrons plus dans ce village et sa crée plus de conflit » source : enquête de terrain, 2021.

### Planche 1 : Limite d'un champ à travers les plantes



Prise de vue : DJINDARI Chantale Waboutou

**A** : limite utilisé dans le village Gambocké

**B** : limite utilisée dans le village Tamdja karo

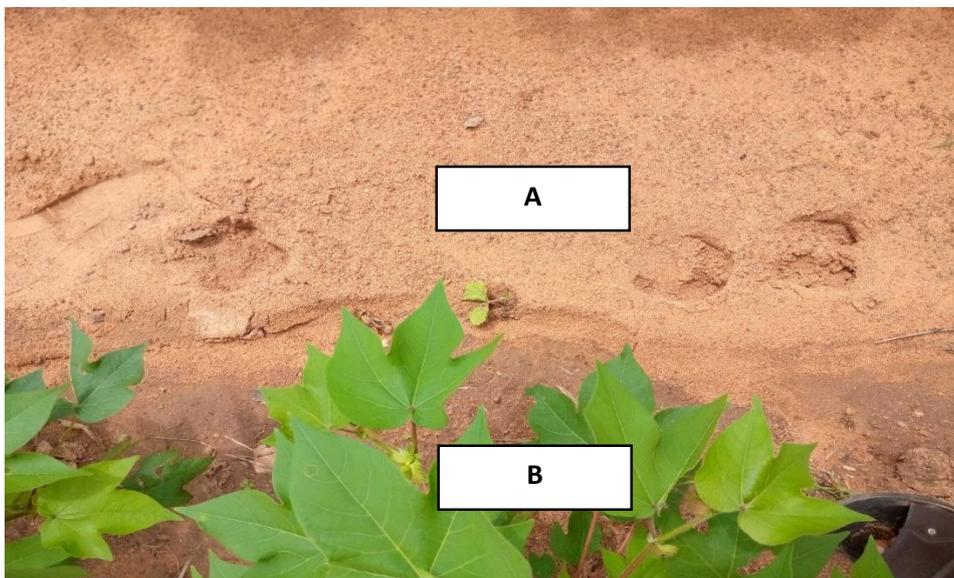
*Sur la planche, nous observons deux différents arbres, ces arbres permettent de délimiter un champ par rapport à un autre pour éviter les conflits. Et ces arbres varient d'un village à un autre dans la sous-préfecture de Pala. La photo A cet arbre est plus utilisée dans le village Gambocké pour limiter les champs et celle de B est utilisée à tamja kado.*

## II.2. Conflit éleveurs- agriculteurs

Ils datent depuis, mais à partir des années 1980 à 1990 des affrontements sporadiques entre ces deux communautés apparaissaient et c'est vers les années 1990 à 2000 qu'ils se sont généralisés jusqu'à nos jours avec des nouveaux éleveurs et bouviers armés et l'arrivée massives des éleveurs des pays voisins.

Dans la sous-préfecture de Pala ce conflit est fréquent et on enregistre au moins 12 conflits par an selon la justice de Pala et les chefs des villages enquêtés. Ce conflit est souvent la cause principale des meurtres dans la localité en saison de pluie. Les éleveurs dans la sous-préfecture de Pala sont généralement les bororos et les peuls qui viennent du Niger, Nigeria et du Cameroun. Ils se déplacent plus en saison pluvieuse dans la sous-préfecture et ils trouvent tous les terrains cultivés et ceci engendre le conflit. La photo 11 montre le passage des troupeaux dans un champ de coton dans le village Sorga.

**Photo 1 : Passage des troupeaux**



*Prise de vue : DJINDARI Chantale Waboutou, 2023*

**A** : Trace des sabots d'un troupeau de bœufs

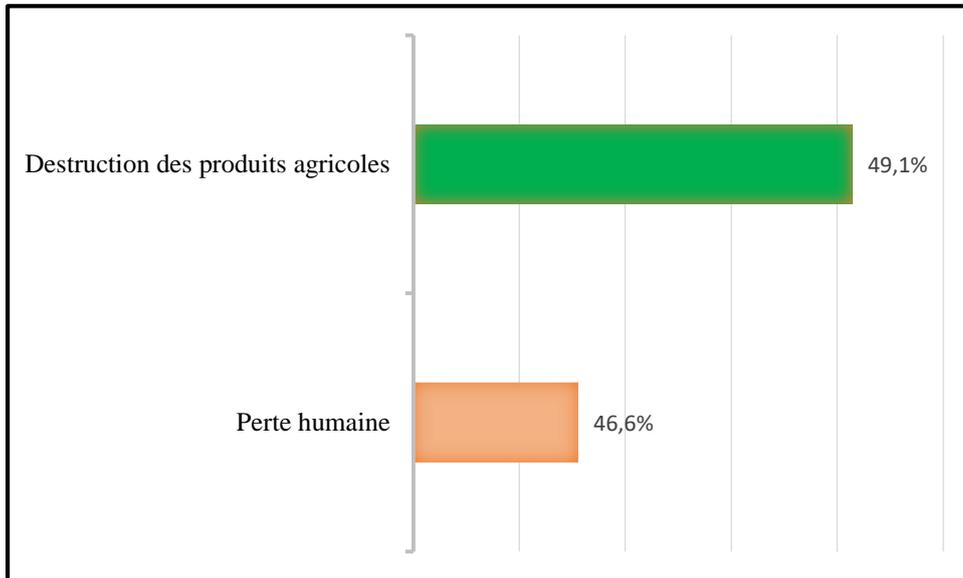
**B** : coton

*Selon la photo 1 nous observons le passage d'un troupeau dans un champ de coton, ce sont ces types de faits qui sont à l'origine des conflits éleveurs-agriculteurs dans la sous-préfecture de Pala.*

Le coton est vraiment menacé par les éleveurs jusqu'à qu'ils incendient le champ ceci s'est passé dans un village de la sous-préfecture du nom Rougou le 04/01/2021. Est descendu sur le terrain ce jour le chef de sous-secteur du PSNA de Caritas de Pala et son rapport faisait l'état de ce champ en ce terme « *il s'est tenu à Rougou un constat d'incendie d'origine criminelle d'un champ de coton d'un 1,3 hectare de Monsieur TAO Célestin incendié le*

01/01/2021 par DIKOUA Jérémie le bouvier de Monsieur DJAHI Bouba ». Regardons la figure 16 cela nous montre clairement que les conflits impactent négativement sur les produits agricoles dans la sous-préfecture de Pala.

**Figure 5 : Conséquence des conflits**

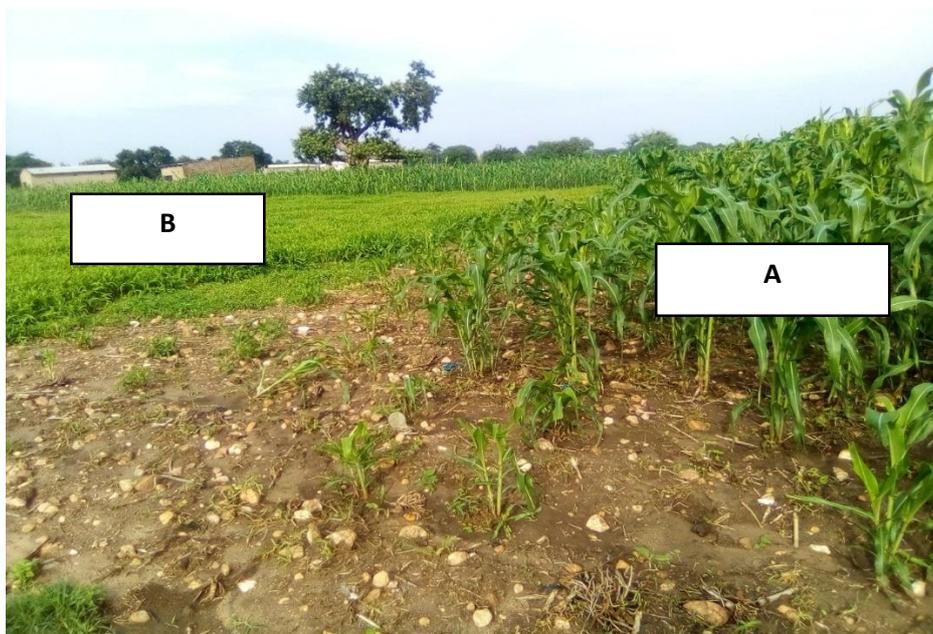


Source : enquête de terrain, 2023

*D'après la figure 5, nous constatons que les conséquences des conflits sont : la destruction des produits agricoles à 49, 1 % et la perte humaine à 46, 6%. La destruction des produits agricoles occupe le premier rang c'est parce que le conflit agriculteurs- éleveurs ou agriculteurs-agriculteurs cela se passe toujours dans un champ et les cultures se retrouvent détruites ou bien incendiées.*

Dans la sous-préfecture de Pala nous trouvons aussi des champs qui sont en limites avec le pâturage et ceci est fréquent dans la zone, les bergers sont obligés de Petre les troupeaux dans ces pâturages car ils trouvent plus sécurisé que d'aller en brousse avec les troupeaux alors que c'est ça qui crée le conflit, il faut un berger éveillé pour pâturer dans de tels endroits un peu de distraction les troupeaux vont dévaster le champ voisin. La photo 12 nous observons le pâturage en limite avec un champ de mil dans le village Gambocké.

**Photo 2 : Limite d'un champ avec un pâturage**



*Prise de vue : DJINDARI Chantale Waboutou, 2023*

**A** : champ de mil

**B** : pâturage

Une lettre d'information Courier arrivée au bureau du gouverneur numéro : 078/SPPR/23/07/2020. Dans la région du mayo kebbi ouest chef-lieu de la sous-préfecture de Pala, les autorités donne les terrains pour pâturer aux éleveurs sans demander si ce champ qu'il a donné en pâturage aux éleveurs est un champ ou appartenait à une personne pour eux c'est avoir de l'argent avec les éleveurs et les donner des champs pour pâturer. Souvent ils donnent les champs qui ne sont même pas dans leur sous-préfecture. En 2020 le sous-préfet de galal donne un champ aux éleveurs pour pâturer dans la sous-préfecture de Pala et la population se plaint en écrivant une lettre au gouverneur de la région du mayo kebbi ouest : « *village Goumboul, depuis le début de saison de pluies, il ne se passe pas un seul jour où nos champs ne sont pas dévastés par les troupeaux de bœufs de jour comme de nuit. Le plus marrant et qui nous menace. Nous vous informons que ceux-ci font souvent usage d'armes à feu aussi ils*

*bénéficient du soutien de certaines autorités en occurrence de chef de canton de gagal et le sous-préfet de gagal. En date du 15/07/2020, le sous-préfet de gagal a débarqué dans notre quartier avec quelques militaires et a sévèrement menacé les agriculteurs qui se trouvaient aux champs en les rouant des coups de chicotte et de crosse. Ils ont tiré à balle réelle sur les agriculteurs semant la panique à la population. D'ailleurs c'est le sous-préfet en personne qui à commencer à titrer le premier. En effet les éleveurs disent qu'ils ont acheté l'espace avec le chef de canton de gagal alors que cette terre appartient au village Gouboul dans le canton Erdé, sous-préfecture de Pala, département du mayo dallah. Ils ont mis de la peinture partout sur les arbres en bordure de nos champs délimitant ce qu'ils appellent couloir transhumance sur une surface de plus de 2000hectares ».*

### **II.3. Conflits pêcheurs-agriculteurs**

Les conflits entre pêcheurs et agriculteurs sont des conflits moindres dans la sous-préfecture de Pala. Il s'agit davantage de mécontentements liées à la surexploitation agricole des bords de lacs ou des marres d'eaux et causant ainsi à la longue l'ensablement et la réduction de sa profondeur. Ce type de conflit on le rencontre seulement entre ceux qui font les jardins dans la sous-préfecture de Pala.

### **II.4. Conflit agriculteurs– agents du service des forêts**

Dans la localité visitée, les paysans ont expliqué que lors que la terre pour cultiver est épuisée, alors ils peuvent aller chercher des nouvelles terres en forêts. Du moins tant qu'il reste des forêts, ce qui n'est par exemple dans le village Gamboké.

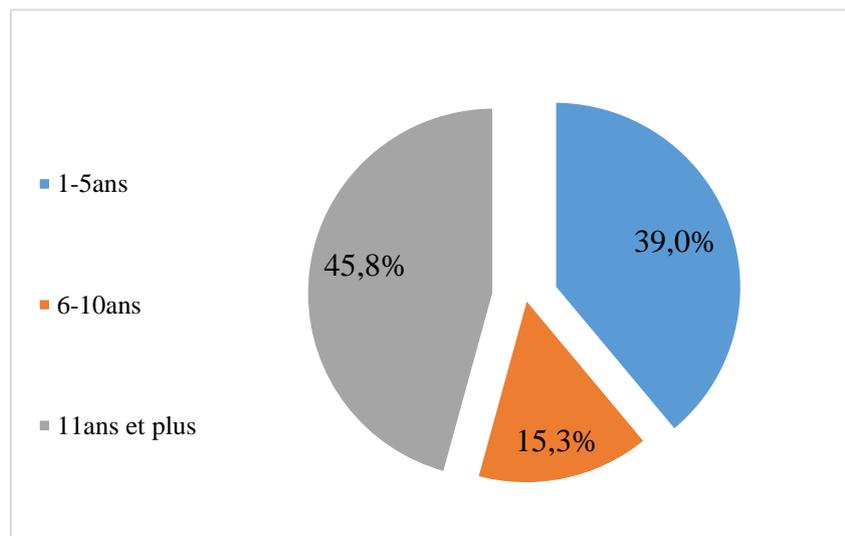
Ce défrichement en vue de la pratique de l'agriculture peut poser un problème aux agents de service et de forêts lors qu'il est pratiqué dans les zones protégées où cela est interdit. Les agents, s'ils trouvent un paysan entrain de déficher dans une telle zone, serait tenu de les amender selon les dispositions légales et / ou conventionnelles. Or celles-ci semblent irrégulièrement appliquées. Plusieurs personnes dont les agents du service de forêt.

### **II.5. Gestion des conflits dans la sous-préfecture de Pala**

La gestion des conflits c'est un processus mis en place pour par l'Etat ou par la population pour régler un problème. Selon notre contexte gestion des conflits c'est un processus mis en place pour régler tous les problèmes liés à l'accès aux terres agricoles.

Les terres agricoles ne peuvent pas être gérées de façon efficace s'il n'existe pas un système performant pour gérer les conflits liés aux terres et aux ressources. Or, ce problème se pose dans des situations où il existe une grande diversité d'autorités d'arbitrage dans les zones rurales, qui sont mal coordonnées et se font souvent concurrence. Dans la sous-préfecture de Pala, les conflits sont souvent résolus conformément aux procédures coutumières qui prévoient l'intervention d'intermédiaires indépendants dont le statut est reconnu par la société et les groupes parties au conflit. Dans la mesure du possible, les populations évitent de porter les conflits devant l'administration ou les tribunaux. Depuis la décentralisation, dans la sous-préfecture de Pala, le sous-préfet, la brigade de recherche et la brigade territoriale sont appelés à gérer les conflits liés aux terres agricoles. Dans la sous-préfecture les conflits datent de plus de 11 ans jusqu'aujourd'hui nous assistons à des conflits parce que chaque année le nombre des cultivateurs ne fait qu'augmenter et les terres ne font que diminuer.

**Figure 6 : Durée des conflits dans la sous-préfecture de Pala**



*Source : enquête de terrain, 2023*

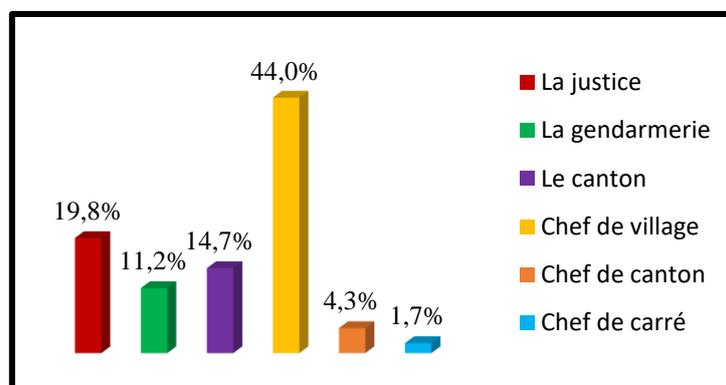
*Selon la figure 6, les conflits fonciers agricoles datent plus de 11 ans dans la sous-préfecture, ces conflits ne sont pas aujourd'hui et ils sont l'un des entravement du développement local dans la sous-préfecture de Pala, parce que chaque année le nombre des cultivateurs ne fait qu'augmenter.*

## **II.6. Implication des chefs traditionnels dans la gestion des conflits des terres agricoles**

Dans la sous-préfecture les chefs traditionnels ou coutumiers sont directement impliqués dans la gestion des terres agricoles car ils sont les premiers à intervenir en cas de problème. Les

chefs traditionnels qu'on rencontre dans la sous- préfecture de Pala : chef de canton, chef de village, chef de terre et enfin chef de carré chacun d'eux à un rôle dans la gestion de conflit lié aux terres. Plus souvent dans les villages de la sous-préfecture de Pala c'est le chef du village et le canton qui règlent souvent les conflits des terres agricoles. Les autres chefs traditionnels gèrent quand l'ampleur du problème n'est pas grande. Au niveau de chef de village le conflit se gère de façon directe surtout le conflit éleveurs- agriculteurs, le chef descend sur le terrain pour voir le champ dévasté par les troupeaux puis, il demande au cultivateur combien, il veut comme dédommagement de la part du bouvier et si le chef voit que la demande de l'agriculteur est beaucoup il essaie de diminuer la somme ou le nombre de superficie détruite. Dans certain cas si la dévastation est élevée le bouvier paie souvent avec le troupeau mais là l'idée vient de l'éleveur. Si dans le cas où le problème n'a pas pu être géré par le chef du village, il transfère l'affaire chez le chef de Canton, rappelons que la sous-préfecture de Pala on a seulement un seul canton qui est dans le village Erdé. Ce canton intervient lorsque l'affaire a dépassé un chef de ses villages.

**Figure 7 : Catégories d'acteurs dans la résolution des conflits**



Source : enquête de terrain, 2023

Nous observons sur la figure 7 que nous avons 6 acteurs qui sont impliqués dans la gestion des conflits mais les conflits sont plus résolus par le chef de village dans la sous-préfecture avec 44,0%, c'est parce que dans la sous-préfecture de Pala, lorsqu'il ya un conflit on fait recours d'abord au chef de village avant de faire recours aux autres autorités. Le chef de village est souvent aux terrains pour observer les faits. Et si le conflit dépasse le niveau du chef de village, il fait recours au canton, que selon notre figure il est à 14,7%, au tour du canton il peut saisir la gendarmerie en cas de dépassement, la gendarmerie est à 11,2%. La justice est le deuxième acteur dans la résolution des conflits avec 19,8% parce que c'est là où se termine la résolution du conflit une fois que les autres acteurs n'ont pas résolu.

## **II.7. Implication du sous-préfet dans la gestion des conflits des terres agricoles**

Le sous- préfet est le président de la sous-préfecture de Pala rural car tout ce qui se passe dans la sous-préfecture est gérée par lui. C'est pour ça, il est directement impliqué dans la gestion des conflits des terres agricoles mais il règle peu de conflit par an car ses subordonnées qui sont les chefs traditionnels gèrent ces conflits entre eux. Si un conflit arrive jusqu'au sous-préfet ce que ce conflit n'a pas pu être géré par le chef de canton mais souvent s'arrive chez le sous- préfet sans passer par le chef de canton mais ce sont des cas rares. En 2021 le sous-préfet n'a pas pu gérer plus de 10 conflits mais lors qu'il veut gérer un conflit il s'organise pour descendre sur le terrain avec un gendarme pour la sécurité, avec un ingénieur agricole pour évaluer l'état de dévastation du champ puis son secrétaire.

## **II.8. Brigade de recherche ou brigade territoriale et implication des acteurs du PSNA de Caritas**

La brigade de recherche et la brigade territoriale de Pala sont impliqués dans la gestion des conflits des terres agricoles après les chefs traditionnels ils sont les quatrièmes qui traitent plus ces conflits. Pour ces brigades quand il s'agit d'un conflit entre agriculteurs-agriculteurs ils ne sont pas trop impliqués sauf en cas de mort ou de blessure grave qu'ils interviennent. Lors de notre entretien avec l'OPJ de la brigade de recherche de Pala le 24 juin 2021, il affirmait ceci « *En ce qui nous concerne, nous ne traitons pas trop les conflits agriculteurs- agriculteurs. Tous ces conflits se traitent au niveau cantonal, nous intervenons en cas de blessure ou de morts. Pour la campagne agricole de 2020-2021 nous avons traité deux cas graves à la brigade de recherche de Pala* ».

Pour la gestion des conflits des terres agricoles entre agriculteurs-éleveurs ces brigades sont directement impliquées dans sa gestion. Dans ces brigades quand ils reçoivent une plainte de dévastation d'un champ par le cultivateur, ils font appels directement au Secteur du PSNA et l'animateur en charge du secteur du PSNA qui fait appel à son tour au sous-secteur du PSNA de Pala comme c'est dans sa sous-préfecture. Une fois que le sous-secteur arrive à la brigade, il lit la plainte et demande une descente sur le terrain pour évaluer combien d'hectare a été dévasté pour que la brigade commence avec le jugement.

Quand le conseiller agricole descend sur le terrain pour voir l'état du champ dévasté il prend avec lui les matériels comme : les piquets pour délimiter la zone dévastée dans le champ

puis un décamètre pour mesurer la distance du champ dévasté. Il descend dans le champ avec les OPJ et les motos pour les permettre de circuler dans les endroits où les voitures ne peuvent pas passer. Au terrain l'agriculteur doit être là pour montrer son champ dévasté et le bouvier pour confirmer que c'est le champ qui a été vraiment dévasté par ses troupeaux. Une fois le conseiller procède aux délimitations du champ dévasté. Si la délimitation est finie, ils reviennent à la brigade et le conseiller agricole rentre fait son rapport et les calculs pour revenir le matin déposer à la brigade pour voir combien l'éleveur doit verser à l'agriculteur.

Après avoir déposé le rapport son travail s'arrête là et le reste revient à la brigade de trancher l'affaire et si l'éleveur n'est pas d'accord pour le versement, l'OPJ fait un procès-verbal pour les transférés au tribunal de Pala toujours accompagné du rapport du conseiller agricole mais ce sont des cas rares sauf en cas de mort que la brigade transférée au tribunal.

### **CONCLUSION PARTIELLE**

Cette première partie qui s'achève avait pour objectif de ressortir la présentation et la mise en œuvre du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du BELACD-Caritas ; il ressort de cette partie que le BELACD de Pala a été créé en 1977 et reconnu officiellement par l'Etat Tchadien le 10 septembre 1985. Pour la réussite de ses activités, le BELACD de Pala a mis en œuvre plusieurs plans triennaux successivement et le premier plan a commencé dès l'année 1978. Dans la Région du Mayo-Kebbi Ouest, Caritas a mis en œuvre le Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire. Ce projet a pour but d'aider les agriculteurs de la Région dans la production agricole. Malgré les efforts du projet pour l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs, des contraintes du projet restent à améliorer afin que les objectifs puissent être atteints.

**DEUXIEME PARTIE : ENJEUX ET STRATEGIES DE  
LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU  
PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET  
ALIMENTAIRE DU BELACD-CARITAS DANS LA  
VILLE DE PALA**

## INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

Dans cette deuxième partie, il est important de ressortir les enjeux et les stratégies de la participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas à Pala. Pour ce faire, il est important de connaître la notion de la communication participative. Pour beaucoup de personnes, le terme communication réfère aux médias et aux activités de diffusion de l'information où le message est lancé au moyen de publication imprimées, d'émissions de radio ou de télévision, de bandes vidéo éducatives, etc. en général, on est moins familier à percevoir la communication comme un outil pour faciliter la participation et la prise en charge par les communautés de leur propre développement. L'expression « communication participative pour le développement » réfère à cet usage. Nous pouvons la définir ainsi : la communication participative pour le développement est une action planifiée, fondée d'une part sur les processus participatifs et d'autres parts sur les médias et la communauté interpersonnelle, qui facilite le dialogue entre différents intervenants réunis autour d'un problème de développement ou d'un but commun, afin d'identifier et de mettre en œuvre une initiative concrète visant à solutionner le problème ou atteindre le but fixé, et qui soutient et accompagne cette initiative.

Par « intervenants », nous entendons les membres des communautés, les groupes communautaires, les autorités locales ou régionales, les organisations non gouvernementales (ONG), les services gouvernementaux ou toute autre organisation œuvrant au niveau communautaire, ainsi que les responsables qui sont engagés, ou devraient l'être, dans l'initiative de développement retenue.

Cette deuxième partie expose le contexte des enjeux et de toutes les stratégies adoptées pour faciliter une participation des agriculteurs au projet de Caritas ; et surtout à travers la communication participative dans le processus de participation aux projets de développement et particulièrement au PSNA Caritas dans la ville de Pala au Tchad.

# **CHAPITRE III : ENJEUX DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD- CARITAS DANS LA VILLE DE PALA**

## **I. LES DIFFERENTS ENJEUX DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA A PALA**

### **I.1. La pauvreté**

On compte aujourd'hui dans le monde plus de 1,2 milliard de personnes vivant avec moins deux dollar par jour. Cette pauvreté de masse n'étant ni acceptable ni inévitable, la communauté internationale s'est fixée, à l'occasion du Sommet du Millénaire en septembre 2000, l'ambitieux objectif de réduire de moitié le nombre de pauvres d'ici 2015.

Les trois quarts des pauvres étant des ruraux, la stratégie de lutte contre la pauvreté doit concerner l'agriculture et les activités génératrices de revenus qui lui sont liées : l'éducation, les relations entre villes et campagnes, la préservation des ressources naturelles.

Le rapport 2001 du FIDA a montré que si l'Asie compte le plus grand nombre de pauvres, c'est en Afrique que l'ampleur de la pauvreté est la plus critique. La réduction de la pauvreté n'y a pas atteint les objectifs escomptés, malgré l'intérêt croissant de la communauté internationale qui s'est sans doute trop concentrée sur la résorption des symptômes au détriment du traitement des causes : structures politiques, organisation du commerce international, violation des droits de l'homme, déficit de recherche, etc.

Dans le contexte du foncier rural les pauvres ruraux vivent généralement de l'agriculture de la pêche et de la sylviculture et des petites industries et services apparentés. Mais ce qui nous concerne ce sont les pauvres ruraux dans le sens agricole. Pour comprendre comment la pauvreté affecte ces individus et ménages, et pour identifier les moyens de l'atténuer, il faut d'abord savoir qui sont les pauvres ruraux. Les pauvres ruraux ne constituent pas un groupe homogène.

La participation au Projet de Caritas est un critère important de classification des pauvres ruraux qui amène à distinguer les cultivateurs, qui ont accès à la terre en tant que petits propriétaires ou fermiers, des non-cultivateurs ou travailleurs sans terre, non qualifiés. Il y a toutefois des chevauchements fonctionnels considérables entre ces groupes, dus aux stratégies que les pauvres emploient pour atténuer leur misère face aux changements économiques et sociaux.

Les cultivateurs, qui constituent la majorité des pauvres ruraux dans les pays en développement, travaillent directement à la production et à la gestion des cultures et du bétail. Étant donné que les petites parcelles de terre dont ils sont propriétaires ou qu'ils ont en fermage ne suffisent pas pour assurer la subsistance de leur famille, ils prennent d'autres emplois, agricoles ou non, dans leur village et ailleurs. Certains membres de la famille migrent vers les villes, par alternance ou à plus long terme. Dans bien des pays, les petits propriétaires comme les fermiers sont de plus en plus poussés à quitter le secteur agricole. Cet abandon de l'agriculture est sous-tendu par les forces du marché et par les mesures prises par les pouvoirs publics influant sur les baux, les loyers, les prix, le crédit, les intrants et l'investissement public dans les infrastructures sociales et physiques.

Les non-cultivateurs sont peut-être les membres les plus pauvres de la population rurale. Leur nombre a crû rapidement en raison de l'augmentation naturelle de la population et de la déruralisation. Ces travailleurs dépendent de la demande saisonnière de main-d'œuvre dans l'agriculture et dans les petites industries et services ruraux informels. Les travailleurs sans terre sont vulnérables face aux fluctuations de la demande de main-d'œuvre, des salaires et des prix alimentaires. Il leur est encore plus difficile qu'aux petits propriétaires et aux fermiers d'avoir accès aux infrastructures et services publics. En outre, à la différence de leurs homologues des zones urbaines, ils sont souvent exclus des dispositifs publics de protection (par exemple des distributions de rations alimentaires).

Pour comprendre le processus générateur de la pauvreté dans les zones rurales et ses effets sur différents groupes, il faut considérer les biens qui appartiennent aux pauvres ou ceux auxquels ils ont accès, et leur rapport à l'économie. La situation économique des pauvres ruraux est influencée par les différents actifs (et leur rendement) détenus au niveau des ménages et de la communauté et à l'échelon supra communautaire. Les actifs physiques des pauvres comprennent le capital naturel (les droits à la propriété privée ou commune de la terre, des

pâturages, des forêts et de l'eau), les machines, outils et bâtiments, le cheptel vif et les stocks de nourriture, et le capital financier.

## **I.2. L'alimentation**

Les carences alimentaires constituent un véritable trait du sous-développement d'un pays, même si la situation et l'évolution de l'alimentation au niveau global reste incertain. On distingue généralement les concepts suivants :

- La sous-nutrition, définie comme une insuffisance alimentaire ou le manque de calories.
- La malnutrition, définie comme les insuffisances d'éléments nutritifs spécifiques.

## **I.3. La santé**

Le besoin de santé, c'est-à-dire de vie, constitue le besoin le plus universel. Il est intimement lié à celui du besoin alimentaire, nous pouvons dire que celui-ci est englobé dans la santé. Il est relativement mesurable grâce aux phénomènes que sont la mortalité et la morbidité. La mortalité constitue le fait de mourir, et la morbidité constitue les cas de maladies en fonction de leur durée et de leur gravité.

## **I.4. L'éducation**

L'ignorance est le produit d'un manque d'accès à la connaissance et à la culture, qui ne permet pas le développement. Pour apprécier l'ampleur du phénomène, différents indicateurs sont traditionnellement retenus qui ont trait à l'alphabétisation et à la scolarisation.

Néanmoins, des informations concernant la qualité de l'enseignement et la variété culturelle des modes d'accès à la connaissance constituent des limites sur ces indicateurs.

## **I.5. Notion du développement local**

Le concept de développement local est apparu en France au milieu des années 1960 en réaction aux pratiques de l'aménagement du territoire impulsé par l'Etat. Pour mieux cerner la notion de développement local, on peut citer une définition qui a fait date : « Le développement local n'est pas la croissance, c'est un mouvement culturel, économique, social qui tend à augmenter le bien-être d'une société. Il doit commencer au niveau local et se propager au niveau supérieur. Il doit valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui occupent ce territoire. Il doit être global et multidimensionnel, recomposant ainsi les logiques sectorielles »

(états généraux des Pays, Mâcon, juin 1982). Aujourd'hui, la prise en compte des préoccupations sociales et environnementales amène les acteurs à raisonner en termes de développement durable.

Parler du développement à l'échelle locale implique une mise en place du contexte global sous-développement. Il s'agit ici d'un concept défini par rapport aux besoins. Même si le développement par la satisfaction des besoins fondamentaux n'est pas certain de rendre les hommes meilleurs, l'on n'est pas sans savoir qu'il met en évidence un cadre logique et appréciable pour rendre plus facile cette capacité des hommes à être meilleurs.

En ce qui concerne le mot local qui est un mot clé de notre sujet sa signifie : Le local est un concept qui a été développé par les géographes pour exprimer la notion d'espace et de territoire. Ce territoire peut se situer en milieu urbain comme en milieu rural, c'est-à-dire en milieu dominé par les activités autres que celle agricoles ou alors dans un milieu dominé par les activités agricoles. Ce qui différencie le local du rural, c'est que le local fait référence à un espace alors que le rural lui, fait référence aux activités. L'association des deux termes (développement et local) renvoie à l'articulation de deux caractéristiques fondamentales à savoir : la durée qui doit marquer la démarche de développement qui se veut être un processus, et l'espace qui se veut être un territoire local concerné par cette démarche.

Notre local concernant notre sujet de recherche est rural car nous parlons du développement local dans le contexte agricole et précisément en milieu rural.

### **I.5.1. Acteurs du développement local**

L'acteur est compris selon le Nouveau Petit Robert 2008 comme une personne qui prend une part active, joue un rôle important dans la réalisation d'un objectif. Dans le cas du développement local les acteurs sont ceux qui prennent part pour le développement de la sous-préfecture de Pala et aussi ceux qui participent au Projet de Caritas.

### **I.5.2. Acteurs Etatiques**

Au niveau départemental : en charge du secteur rural, notamment le Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Ruraux, le Ministère de l'Elevage et des Ressources Animales, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques et le Ministère de l'Eau ; Le Ministère de la Santé publique. D'autres Ministères impliqués

indirectement dans le développement local, notamment le Ministère de l'Economie et du Plan, le Ministère du commerce et de l'industrie, le Ministère de la décentralisation, le Ministère des affaires sociales et de la promotion de la femme, le Ministère des affaires étrangères et de la coopération, le Ministère de l'Intérieur.

Au niveau sous-préfectoral : nous avons la délégation de l'agriculture ; la Direction Générale de la Production Agricole et de la Formation (DGPAF) qui intervient dans les domaines :

- ✓ Des statistiques agricoles, de la prévention des crises alimentaires, dont les principaux instruments sont le SISA/SAP, le CASAGC et ses démembrements (les CRA, CDA et CLA), à travers la Direction de la Production et de la Statistique Agricoles (DPSA).
- ✓ De la protection des cultures et du conditionnement, par la Direction de la Protection des Végétaux et du Conditionnement (DPVC).

La Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole (DGGRHA), qui à travers la Direction de l'Hydraulique Agricole et des Aménagements Fonciers (DHAAF) et la Direction des Equipements Ruraux (DER) assure la conception, l'élaboration, le suivi et le contrôle des aménagements hydro-agricoles et des équipements ruraux ;

L'Agence nationale d'appui au Développement Rural (ANADER) et Caritas sont chargés de la vulgarisation et de l'encadrement des producteurs ;

L'Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA) qui assure la gestion du stock national de sécurité alimentaire.

### **I.5.3. Acteurs financiers**

Les partenaires sont les donateurs et partenaires techniques, les organisations sous régionales et internationales, et en général les projets qui apportent leurs appuis techniques et financiers dans les actions pour le développement local ; en particulier le Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas à Pala.

Il s'agit de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), le Comité Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), le Nouveau Partenariat Economique pour le

Développement de l'Afrique (NEPAD), la Communauté Economique des Etats Sahélo Sahariens pour le Développement (CEN-SAD), la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Africaine de développement (BAD), la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Arabe pour le Développement économique de l'Afrique (BADEA), le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), l'Equipe pays du Système des Nations Unies, l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement (AFD), la Coopération allemande, la Coopération Suisse, la Coopération des pays Arabes, la coopération libyenne, la Coopération vietnamienne, la Coopération chinoise, la Coopération japonaise, la Coopération indienne etc.

Dans notre zone d'étude nous avons la banque mondiale de développement, FINADEV, UCEC, ECOBANCK et ONAPE qui sont les partenaires financiers du développement local de Caritas dans la sous-préfecture de Pala.

#### **I.5.4. Acteurs non Etatiques**

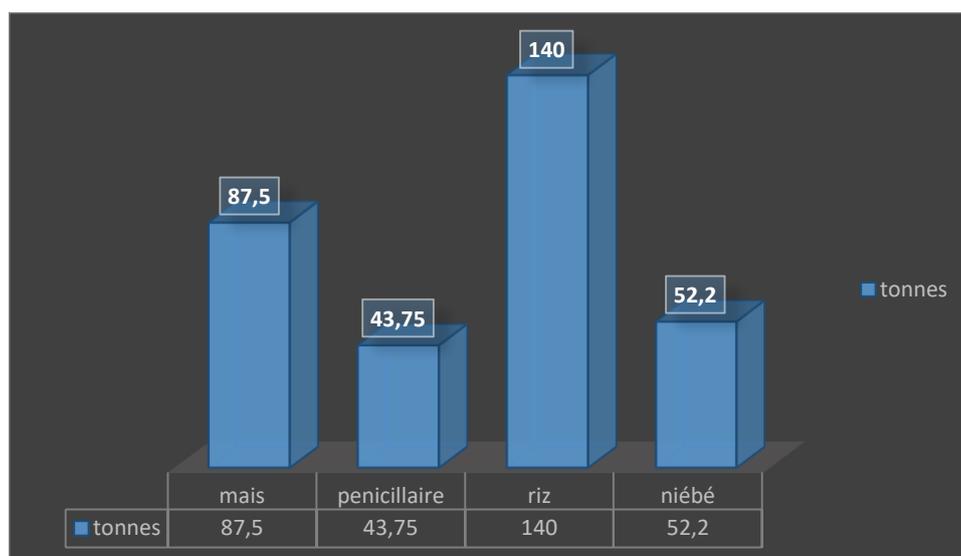
Dans la sous-préfecture de Pala nous avons plusieurs ONG qui interviennent dans le développement local concernant l'agriculture.

Pendant la campagne agricole ces ONG apportent des kits agricoles aux paysans pour développer leurs systèmes agricoles la FAO à travers le Ministère de l'Agriculture donne les appuis techniques pour la mise en oeuvre des projets de la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire au Tchad (Service d'assistance technique à la mise en oeuvre de l'agence nationale d'appui au développement rural au Tchad).

Particulièrement, Caritas apporte la fourniture d'intrants aux populations vulnérables, amélioration de la gestion des ressources pastorales, élevage, maraîchage, aquaculture et le projet pilote de développement de la filière Dihé (spiruline ou algue bleue) sont des exemples.

Le FAO a aussi un projet d'urgence avec l'objectif d'améliorer la sécurité alimentaire des populations déplacées et des populations locales vulnérables en renforçant les capacités de production agricole au Sud du Tchad.

**Figure 8 : Semences FAO**



Source : Caritas, Pala, 2021

*D'après la figure 8, nous constatons que la FAO a mis des semences à la disposition des paysans avec 87,5 tonnes de semences de maïs, pénicillaire, 43,75 tonnes, riz 140 tonnes et le niébé 52,2 tonnes. Le riz est la semence la plus distribuée aux cultivateurs parce que ces dernières années les paysans s'intéressent à la culture du riz. Les autres semences sont moins distribuées surtout le niébé c'est parce que ces semences ont été déjà distribuées par d'autres acteurs agricoles dans la sous-préfecture de Pala.*

Pendant la campagne agricole 2020-2021 dans la sous-préfecture de Pala, la FAO dans le cadre du développement local dans l'agriculture aide les agriculteurs avec les semences améliorées pour développer leurs systèmes agricoles voir la figure 9.

Le Programme alimentaire mondial (PAM, en anglais WFP World Food Programme) est l'organisme d'aide alimentaire de l'ONU. Le PAM est la plus grande agence humanitaire qui lutte contre la faim dans le monde en distribuant une assistance alimentaire dans les situations d'urgence et en travaillant avec les communautés pour améliorer leur état nutritionnel et renforcer leur résilience. Chaque année, le PAM apporte une assistance à 80 millions de personnes dans près de 80 pays.

Le PAM qui a pour objectif de fournir une aide alimentaire aux victimes de catastrophes naturelles, aux personnes réfugiées ou déplacées à l'intérieur de leur propre pays (contraintes de tout abandonner à la suite de conflits, d'inondations, de sécheresses ou d'autres catastrophes naturelles). Aux pauvres souffrant de la faim et qui n'arrivent pas à se sortir du cercle vicieux

de la pauvreté et de la malnutrition se retrouve dans une situation de faiblesse vis-à-vis de ces objectifs en faveur de la population de la sous-préfecture de Pala dans la mesure de la distribution des vivres. Par ailleurs, devant la réduction continue ces dernières années des financements pour les opérations en faveur de la population au Tchad, la communauté humanitaire peine actuellement à maintenir le même niveau d'assistance alimentaire qu'auparavant.

Pendant le temps de crise sanitaire (covid19) le PAM, FAO et Caritas ont assisté les agriculteurs de la sous-préfecture de Pala avec les semences pour lutter contre la faim et pour le développement local de la localité et les semences maraichères voir tableau 10

**Tableau 3: gamme de semence et outil aratoire distribué au vulnérable du COVID 19 dans la sous-préfecture de Pala.**

Sous-préfecture	Semences	Quantité reçu	Quantité distribué	Nombre des bénéficiaires	
				Hommes	femmes
Pala	Tomate	600	600	472	28
	Gombo	600	600		
	Poivron	600	600		
	Chou	600	600		
	Piment	600	600		
	Concombre	600	600		
	Pastèque	600	600		
	Oignon	600	600		

*Source : Caritas Pala, juin 2020*

Selon le tableau 3, la semence distribuée pendant la COVID-19 a été partagé aux agriculteurs de la sous-préfecture mais nous constatons que moins des femmes sont bénéficiaires. Elles sont seulement à 28 femmes sur 472 hommes donc une différence 444 femmes. Ce qui nous amène à comprendre que dans la sous-préfecture les femmes ne s'intéressent pas aux cultures maraichères.

### **Activités Avec La GIZ**

La GIZ appuie les producteurs dans les domaines techniques tels que les ITK des cultures, les maraichages et appui matériels comme les décortiqueuses à arachide, les moulins etc.....

### **Activités Avec PIDACC/BN**

Ce programme est en train de mener de sensibilisation en milieu rural afin que les producteurs s'organisent en groupement pour bénéficier de financement de la banque africaine de développement.

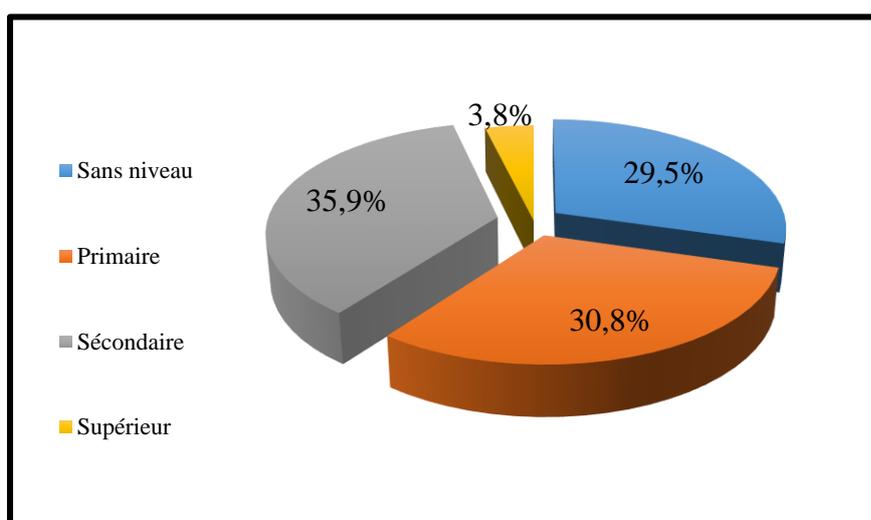
### **Activités Avec Paris Tchad**

PARIIS envisage appuyer les producteurs dans le domaine de maraichage ,10 sites de maraichage étaient identifié dans le département du mayo-dallah et gagal parmi lesquels 3 sites sont retenus pour le sous projet. Il s'agit le site de guewari, site de rewaika et le site de zabi. Mais l'élaboration de ces sous projets pour les financements ne sont pas encore lancés.

#### **I.5.5. Niveau d'instruction des agriculteurs**

Le niveau d'instruction est un paramètre important qui permet d'analyser et comprendre la participation des agriculteurs au PSNA de Caritas. Les agriculteurs de la sous-préfecture de Pala sont peu éduqués comme le montre la figure 9.

**Figure 9: Niveau d'instruction des agriculteurs**



*Source : enquête de terrain, 2023*

*Selon la figure 9, nous constatons que dans la sous-préfecture de Pala 35,9% ont fait le secondaire, 30,8 % ont fait du primaire, 29,5% n'ont pas fréquenté et 3,8% ont fait le supérieur, ce qui nous amène à dire que les agriculteurs dans la sous-préfecture de Pala ont un niveau secondaire et les agriculteurs qui ont fait le supérieur sont des étudiants et les enseignants affectés dans la sous-préfecture de Pala.*

## **II. LES FORMES DES ENJEUX DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA A PALA**

Les agriculteurs doivent d'une manière ou d'une autre participer aux projets de développement en l'occurrence au PSNA Caritas. En effet, cette participation peut prendre des formes différentes en fonction des spécificités locales. De ce fait, Meinster. A (1973) distingue cinq formes de participation à savoir :

- La participation de fait selon laquelle l'individu participe instinctivement parce qu'il appartient à un système familial, religieux et traditionnel qui l'incite à participer par l'intermédiaire des relations affectives qui caractérisent ce système. Cette forme de participation est alors involontaire et caractéristique des sociétés fortement traditionnelles.
- la participation volontaire qui provient de l'initiative des participants sans recours aux interventions extérieures. Elle émanerait d'un hypothétique passage des sociétés traditionnelles vers les sociétés modernes.
- la participation spontanée qui se présente comme étant un pont entre la participation de fait et la participation volontaire.
- la participation provoquée qui est induite et stimulée de l'extérieur par des institutions ou des organismes afin de provoquer l'implication de la population dans tout processus de développement les concernant.
- la participation imposée qui peut émaner du groupe lui-même ou de l'influence extérieure afin de susciter une forme d'organisation au sein des participants.

Parallèlement à ces résultats de Meister. A, d'autres ont représenté les formes de participation comme étant les moyens par lesquels on peut susciter la participation de la population. Ces moyens concernent la manipulation, l'information, la consultation, la négociation, le partage de risques, le partenariat et le self Management. Dans le cadre de cette étude, nous utiliserons la participation provoquée induite et stimulée de l'extérieur par les institutions ou des organisations afin de provoquer l'implication des agriculteurs dans tout le processus du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire dans la sous-préfecture de Pala.

Les marchés des produits agricoles dans la sous-préfecture de Pala aujourd'hui sont dominés par des femmes (environ 70%). Elles sont non seulement productrices, mais d'avantage participent elles-mêmes à la commercialisation que ce soit en gros ou en détail. Elles procèdent eux-mêmes à la commercialisation des produits. Elles livrent ces produits jusqu'aux frontières du Cameroun (Figuil par exemple).

Des 180 agriculteurs interrogés, 115 commercialisent eux-mêmes leurs produits agricoles. La plupart d'entre elles sont initiatrices ou des membres du Projet Caritas. Dans nos enquêtes de terrain, nous constatons que le Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas met en exergue :

- la production des cultures par le renforcement du système agricole et de la commercialisation ;
- le développement des cultures et la construction des usines de transformation ;
- le développement des cultures par des initiatives de transformation ;
- la mise sur pied d'une organisation dans le financement du PSNA.

**Tableau 4 : Implication des agriculteurs au PSNA**

Projet	Total des agriculteurs avant l'enquête	Total des agriculteurs après l'enquête	Hommes	Femmes
PSNA	180	75	30	45

*De ce tableau, nous avons observé qu'une présence massive des femmes participe au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire. Elles sont plus impliquées que les hommes dans le projet agricole. Elles ont été le plus grand nombre de notre échantillon. Elles sont impliquées dans le projet en tant que initiatrices et membres. Le développement de la filière des arachides par exemple est un projet entièrement construit par un groupe de 05 femmes de notre échantillon. C'est certainement ce qui peut encore justifier la forte implication féminine dans le projet Caritas.*

*Le fort déploiement des femmes entrepreneures interrogées à Pala, en particulier les agricultrices, témoignent à suffisance que leurs activités agricoles est le fruit d'une formation des circonstances. Ces activités qui, en réalité, jusqu'ici, étaient assimilées aux hommes participent à l'animation agricole et économique. A travers leurs multiples efforts, engagement dans ce domaine d'activité, on assiste à une féminisation de l'agriculture.*

## II.1. Évolution démographique

Les agriculteurs de la sous-préfecture de Pala sont une population en perpétuelle croissance. Au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) réalisée au Tchad en 1993, la sous-préfecture de Pala comptait 56645 personnes. En seize ans, cette population a augmenté de 108374 personnes soit une augmentation moyenne de 51729 personnes par an pour atteindre 108374 habitants en mai 2009 (RGPH2). Les résultats du RGPH2 ont montré que la population de la sous-préfecture est composée plus des femmes que les hommes car on a : 53220 hommes et 55154 femmes, tous des agriculteurs. C'est ce qui a accru l'effectif des ruraux dans la localité

## II.2. Distribution spatiale des agriculteurs

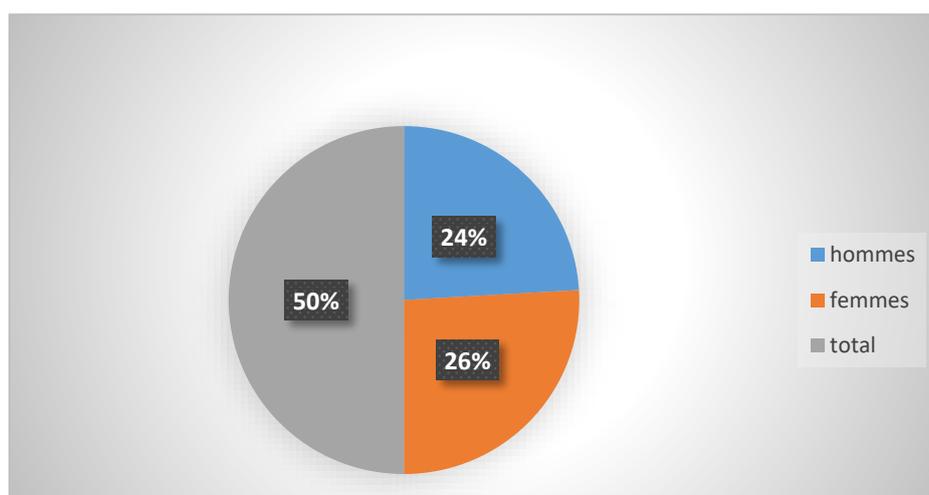
Dans la sous-préfecture comme nous l'avons remarqué dans son évolution démographique les femmes sont supérieures aux hommes selon le recensement de 2009.

**Tableau 5: Répartition des agriculteurs de la sous-préfecture de Pala**

Sous-préfecture	Hommes	Femmes	Total
Pala	53220	55154	108374

Source : Caritas, 2009

**Figure 10 : Nombre des agriculteurs ruraux**



Source : PSNA de Pala, 2023

La figure 10 nous montre que dans la sous-préfecture de Pala, le nombre des agriculteurs ruraux composé plus des femmes rurales que les hommes ruraux.

### **II.3. Composition des groupes ethniques**

Le peuple palois est constitué majoritairement des Zimés, suivi des pévés, des Moudang, moussey, des Kéras, des toupouris, des peuhls, des ngambayes, des haoussas, des arabes, les foulfoulbés.

La sous-préfecture est cosmopolite car on rencontre toutes les ethniques du Tchad mais les originaires de la sous-préfecture sont Zimés chasseurs de nature.

### **II.4. Principales activités économiques rurales dans la sous-préfecture de Pala**

L'économie dans la sous-préfecture de Pala est essentiellement dominée par l'agriculture.

### **II.5. Agriculture, principale activité des paysans**

La première activité économique de la sous-préfecture de Pala est l'agriculture. Elle est pratiquée à 98% par la population selon le plan du développement local du canton Erdé (2009), c'est grâce à cette activité que vit l'ensemble des populations de ladite localité, même si d'autres branches d'activités sont signalées, elles ont un pourcentage très négligeable. Ceci nous permet de montrer l'importance de la participation des agriculteurs aux projets de développement et particulièrement au PSNA Caritas dans la sous-préfecture de Pala.

Les céréales sont de plusieurs types et variétés ; mais on distingue en gros les mil et des sorghos appelé en Zimé (kédé) par la grosseur de leurs grains. De taille relativement petite, les grains de mil permettent de subdiviser ce type de céréale en deux principales variétés : le mil proprement dit aux grains rouges ou blancs (*Sorghum elegans* ou *membracecum*) et le petit mil appelé aussi mil chandelle (*Pennisetum typhoidum*) aux grains plus petits de couleur verdâtre ou noirâtre. Les sorghos aux gros grains sont également de plusieurs variétés mais la différence fondamentale existe dans leur cycle végétatif. Cette gamme de céréales est complétée par le maïs cultivé essentiellement derrière les cases. L'ensemble des céréales constituent la base de l'alimentation à Pala. Elles servent à préparer les pâtes alimentaires appelées « boules », les bouillies et les bières locales en langues de la localité (bilbil et Argué) et c'est sous ces formes qu'on les consomme habituellement.

La production agricole de la sous-préfecture de Pala est vulnérable à des fluctuations climatiques du fait de la baisse de la pluviométrie. Or cette dernière est l'un des facteurs déterminant pour la production agricole. En réalité, l'agriculture du Tchad en général et surtout celle de la sous-préfecture en particulier est en majorité pluviale et par conséquent très dépendante des conditions pluviométriques.

Ainsi, les statistiques agricoles soumises à notre analyse, ont été recueillies au niveau du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire (PSNA, 2020). Elles couvrent la période de 2018 et concernent cinq principales cultures dans la zone : le pénicellaire, le mil, le maïs, le sorgho et l'arachide.

**Tableau 6: données agricoles**

<b>Cultures</b>	<b>Superficie (corde)</b>	<b>Production (kg)</b>
Mil	3363	1076160
Sorgho	1536	491520
Pénicellaire	501	90180
Maïs	871	278720
Arachide	2515	754500

*Source : PSNA Pala, 2018*

*D'après le tableau 6 nous constatons que dans la sous-préfecture de Pala le mil est plus cultivé par les agriculteurs pour la consommation mais la grande quantité est vendue et transformée pour la boisson locale, il est suivi de l'arachide car cette culture est plus pratique parce qu'elle est une culture de rente dans la localité et c'est aussi un complément pour la nourriture. Le pénicellaire, le maïs et le sorgho sont des cultures qui sont pratiquées aussi mais elles dépendent tellement des pluies, c'est pour cette raison qu'ils sont moins pratiqués dans la sous-préfecture de Pala.*

Les oléagineux, ils sont surtout constitués d'arachide et de sésame. La culture de l'arachide (*Arachis hypogea*) est répandue dans tout le canton, mais plusieurs variétés sont utilisées (variété rampante, semi-dressée etc.) répondant soit à la nature du sol, soit au goût des paysans. Le sésame (*Sesamum indicum*), comme l'arachide est cultivé dans la sous-préfecture. Les deux servent essentiellement à produire l'huile. Réduire en farine ou en pâte, ils sont utilisés comme friandises ou comme compléments de la sauce devant accompagner la boule de mil. Les deux remplacent désormais le coton dans presque toute la sous-préfecture comme source de revenu pour les paysans. La vente est très sollicitée au Cameroun et au Nigéria.

Les légumineuses, elles sont constituées de haricot, courge et concombre, gombo, oseille et pois de terre. Le haricot ou niébé, les courges et concombres sont souvent cultivés en association avec les mils. On distingue deux variétés de haricot (précoce et tardif). Les courges et concombres sont également de deux variétés (douce et amère). Les fruits produits par ces plantes peuvent être consommés frais ou secs, mais le plus souvent les grains de courge et concombre servent à extraire de l'huile et à la préparation des sauces. Le gombo et l'oseille sont les deux légumineuses qui constituent la base de la sauce. On les cultive généralement à proximité des habitations, mais de plus en plus ils occupent les champs de brousse. Avant que les fruits ne se forment, on commence à utiliser leurs feuilles pour préparer la sauce. Les fruits peuvent être consommés frais ou secs. Dans ce dernier cas, on les découpe et les fait sécher au soleil. Compte tenu de la demande grandissante par les ménages, les fruits secs font l'objet d'un commerce très rentable pour les exploitants de ces produits.

Les tubercules, les principales plantes à tubercules cultivées dans la sous-préfecture sont le manioc (*Manioc esculens crantz*), l'igname (*Discorea dutbiera*) et le taro dans certaines localités (*Arum esculentum*). Le manioc, cette culture est très encouragée par le fait qu'elle constitue une véritable parade en cas de destruction de la culture des céréales par les oiseaux ou autres prédateurs. Mais le manioc est mal vu sous prétexte qu'il appauvrit rapidement le sol. On distingue le manioc doux, souvent mangé cru ou cuit du manioc amer dont on se sert de la farine pour préparer la boule ou les galettes après rouissage et séchage. Cette culture constitue ces dernières années la paume de discorde entre agriculteurs et éleveurs. L'igname et le taro sont cultivés de façon isolée dans le canton et occupent des petites superficies autour des cases.

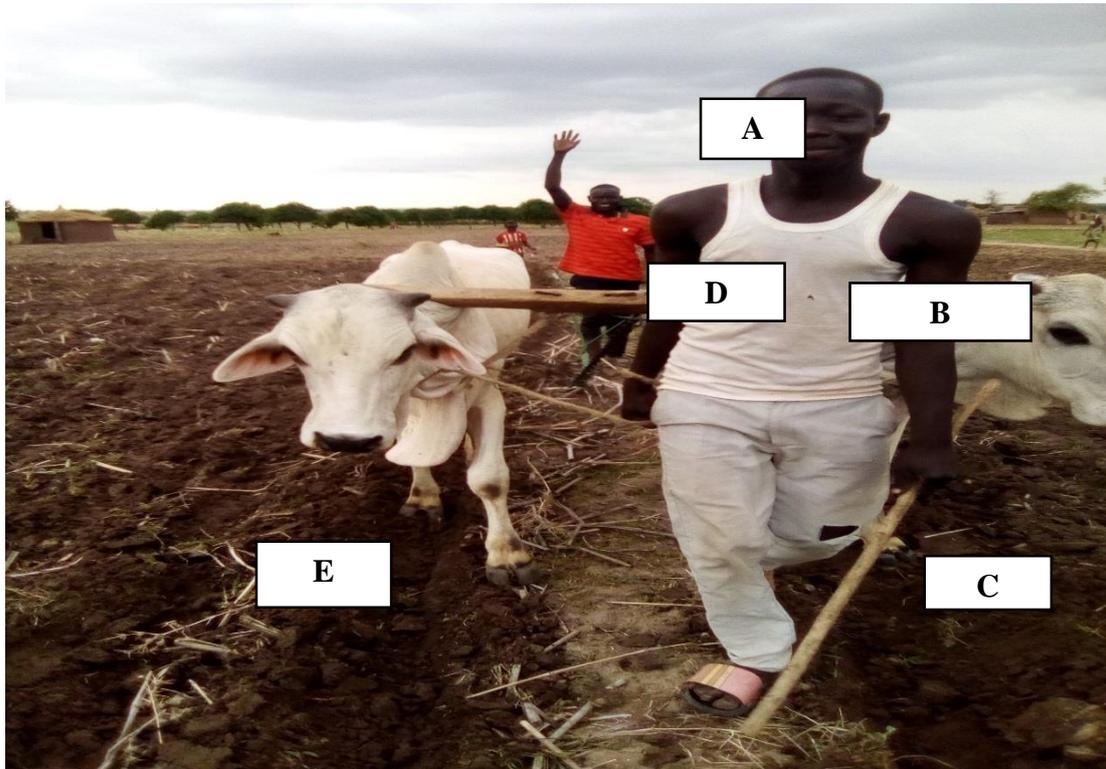
La patate, complète la culture des tubercules. Celle-ci est pratiquée sur des buttes, surtout autour des centres urbains et les produits sont destinés à la consommation familiale, mais de plus en plus ils alimentent les marchés urbains et font entrer des revenus substantiels aux propriétaires ou revendeurs. En milieu rural, les patates produites font souvent l'objet d'un troc contre le mil ou l'arachide. Cette liste n'est pas exhaustive car d'autres cultures secondaires existent mais moins importantes que celles décrites ci haut. Cette agriculture est d'autant plus renforcée par la pratique de l'élevage bovin dans le canton avec l'introduction de la culture du coton. C'est pourquoi il est nécessaire de comprendre la pratique de l'élevage qui est un facteur contribuant aux activités agricoles dans la sous-préfecture de Pala.

## II.6. Gros bétail pour les travaux agricoles

Depuis l'introduction de la culture attelée dans les années 1950, le bœuf est entré dans le système de culture de la zone soudanienne. Dans le passé, la pluviométrie et la couverture végétale plus dense que de nos jours, propices au développement de la glossine, vecteur de la maladie du sommeil, freinant l'élevage du gros bétail. Les aléas climatiques et la dégradation du couvert végétal, en contribuant à la raréfaction de la glossine, autorisent le développement de cet élevage. Le nombre de bœufs d'attelage a considérablement augmenté. On assiste même à un phénomène nouveau : la constitution des troupeaux avec des femelles reproductrices. On passe d'un élevage de trait à un élevage de prestige car la richesse d'un exploitant se mesure, entre autres, par le nombre de têtes de bétail qu'il possède. On assiste ainsi à l'accentuation de la pression pastorale sous l'effet conjugué du développement des troupeaux villageois, mais surtout du fait de la forte descente des troupeaux fuyant la sécheresse du nord depuis les années 80 (Arditi, 1999). Le taux de croissance du cheptel fourni par les Services d'Elevage est estimé à 2,4 % par an pour les bovins, 3 % pour les petits ruminants et 5 % pour les porcs au Tchad (Ministère de l'Elevage 2013).

La constitution du troupeau par les villageois dépasse largement le cadre de l'utilisation dans la culture attelée. Il représente un capital sur pied. En face de difficultés, on vend souvent les bœufs pour les résoudre. En cas de conflit ou de dette, on fait toujours recours aux bœufs. La photo ci-dessous montre le rôle des bœufs dans l'agriculture.

**Photo 3 : Labour avec les bœufs**



*Prise de vue : Djindari Chantale Waboutou, 2023*

*D'après la photo 3 les bétails sont en train de tourner la terre avant de semer à travers la charrue, le **A** est celui qui tient la charrue et guide, **B** : est le joug qui permet d'associer les bétails enfin qu'ils puissent transporter la charrue, **C** : c'est celui qui permet de guider les bœufs, **D** : c'est le bâton qui permet de frapper les bœufs lorsqu'ils ne veulent pas travailler et le **E** : terre labourée par les bœufs.*

La conduite du gros bétail est faite par les jeunes qui, pendant la saison des pluies, choisissent un endroit herbeux proche du champ qu'ils cultivent où ils attachent les bœufs. Les bêtes broutent l'herbe tout autour des piquets où elles sont attachées. Une fois l'herbe finie, on les déplace d'un lieu à un autre jusqu'à l'heure de l'abreuvement. On les amène dans des mares ou à la rivière, ou encore aux puits du village. Le soir on les ramène au village où un endroit leur est réservé. Un petit feu est allumé ; la fumée chasse les insectes qui les ont suivis.

**Photo 4 : Jeune berger**



Prise de vue : Djindari Chantale Waboutou, 2023

*Selon la photo 4 nous observons un jeune en train de passer avec le taureau près d'un champ de mil, c'est plus ces jeunes qui causent plus de conflit dans la sous-préfecture de Pala, car, ils ne savent pas encore respecter les couloirs de transhumance.*

## **II.7. Techniques culturales**

Les techniques culturales désignent les principes des interventions sur le sol et son environnement permettant la mise en place d'une culture afin d'accroître la production, d'améliorer la qualité des produits et d'en faciliter la récolte (Mémento de l'agronome, 2002). En effet, le système de culture dans la sous-préfecture de Pala est de type extensif peu productif utilisant les outils tels que la houe, la hache, la faucille, le corps butteur, la charrue, la charrette, etc.

D'après le rapport bilan de la campagne 2020/2021 élaboré par le PSNA, les équipements agricoles utilisés sont constitués de charrue, charrette, corps buteur, sarcler et porte tout

**Tableau 7: Equipement agricole**

Charrue	Charrette	Corps buteurs	Sarcler	Porte tout
595	284	216	208	90

*Source : PSNA Pala, 2023*

*Selon le tableau 7 les équipements reçus par les agriculteurs de la sous-préfecture de Pala sont dominés par la charrette, suivis de corps buteur. Ces deux équipements sont plus utilisés par les cultivateurs dans la zone d'étude. Nous verrons sur le sous-titre suivant l'importance de ces équipements pour les cultivateurs.*

### **II.7.1. Charrue**

Introduite peu avant l'indépendance du pays dans le but d'accroître la production du coton, la diffusion de la culture attelée constitue un des enjeux des efforts de l'encadrement agricole. Elle a encouragé les paysans à agrandir les champs aussi bien de coton que des cultures vivrières. Elle a aussi permis aux producteurs d'augmenter leurs productions et leurs revenus. Cette innovation est en premier lieu l'œuvre du Bureau pour le Développement de la Production Agricole (BDPA) qui a permis à plusieurs ménages de constituer les têtes de bœufs d'attelage à partir de 1957. La photo ci-dessous représente la charrue.

**Photo 5: Charrue**



*Prise de vue : Djindari Chantale Waboutou, 2023*

*D'après la photo 5 la charrue est utilisée pour le labour des terres cultivables. Elle est composée d'un bâti qui comprend les pièces de liaison, le système d'attelage et d'un ou*

*plusieurs corps de labour qui rassemblent les pièces travaillantes. Celle-ci permet aux paysans d'enfouir les résidus de précédentes cultures. C'est la première étape de la préparation d'un lit de semence qui devrait être affiné avant semis. Cet instrument sert à briser la croûte du sol ce qui améliore l'infiltration et diminue le ruissellement ainsi que l'aération du sol.*

Le joug est une pièce de bois que l'on pose sur l'échine des bœufs ou autres animaux de trait et avec laquelle ils sont attelés pour tirer un chariot ou une charrue. Il s'emploie généralement avec des bovins ou chevaux, et est le plus souvent double afin d'atteler ensemble une paire de bœufs pour labourer ou tirer un chariot.

## **II.7.2. Charrette**

La charrette est un moyen de transport constitué d'un plateau et de deux roues qui peut être équipée d'un ou de deux brancards (barre ou pièce de bois allongée permettant de transporter un objet auquel elle est solidement fixée) qui permettent à un ou deux chevaux ou à deux bœufs de tirer.

**Photo 6: Charrette**



***Prise de vue : Djindari Chantale Waboutou, 2021***

*Sur la photo 6 La charrette joue un rôle très important. Elle constitue le moyen de transport le plus efficace surtout au moment de semis et de la récolte. Dans la sous-préfecture de Pala, le transport attelé est bien développé et très actif durant la saison sèche. Principalement utilisée pour le transport de la récolte du coton, du sorgho, de l'arachide, mil, etc., la charrette est aussi employée pour les besoins domestiques (eau, matériaux de construction, etc.).*

### **II.7.3. Corps butteur**

Le corps butteur est un instrument de buttage qui a presque les mêmes caractéristiques que la charrue. Il est composé d'un bâti qui comprend les pièces de liaison, le système d'attelage et d'un ou plusieurs corps de labour qui rassemblent les pièces travaillantes. À la seule différence avec la charrue, le corps butteur possède deux versoirs alors que la charrue en dispose un.

Le corps butteur permet le buttage des cultures (surtout le sorgho et le coton). Le buttage mécanique est la troisième opération de culture attelée dans la localité. Ainsi, le buttage permet d'éviter l'asphyxie des cultures en cas d'inondation, de désherber et recouvrir les engrais épandus juste avant. Cet instrument est beaucoup utilisé dans la sous-préfecture cause de sa disponibilité.

Avant de présenter cette partie, nous voulons d'abord vous faire comprendre la notion du développement local. Ensuite vous montrer quelques concepts liés au développement local dont nous ferons recours à chaque étape de notre analyse et également vous montrez de façon générale les acteurs impliqués.

## **CHAPITRE IV : STRATEGIES ADOPTEES POUR UNE PARTICIPATION EFFECTIVE ET EFFICACE DES AGRICULTEURS AU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD-CARITAS DANS LA VILLE DE PALA**

### **I. STRATEGIES INNOVANTES DU PSNA CARITAS POUR FACILITER LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PROJET AFIN D'AMELIORER LA PRODUCTIVITE**

Plusieurs ONG (FLM, Care, World-vision, FAO, ADES Internationale, SOS Village Enfant, ATURAD, ACF...) et particulièrement Caritas œuvrent dans la sous-préfecture de Pala aux côtés des agriculteurs pour une meilleure adaptation des pratiques culturales aux changements climatiques et la participation des agriculteurs aux projets de développement. Les stratégies mises en place par ces ONG permettent d'atténuer les effets néfastes des changements climatiques et lutter contre « le mauvais départ », de limiter les dégâts causés par les courtes saisons pluvieuses et les « poches » de sécheresse sur les cultures et permettre la participation effective et efficace des agriculteurs aux projets de développement.

#### **I.1. Formation des agriculteurs**

Afin de faciliter la participation des agriculteurs au projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire, Caritas lance une formation des agriculteurs sur la fabrication des bio insecticides, l'amendement des sols à exploiter et bien d'autres. Le but de cette formation est que chaque agriculteur devra sortir satisfait de la production agricole et obtenir un bon rendement. L'animateur du sous-secteur organise des animations, des groupes de discussion avec les agriculteurs ; il leur apprend les stratégies de lutte contre les ennemis des cultures, le stockage et la gestion des récoltes, utilisation des ordures du coton pour la fertilité des sols, stratégies liés au climat ou aux variabilités climatiques, ajustement du calendrier agricole, billonnage et buttage.

##### **I.1.1. Les brise-vents**

Les brise-vents sont utilisés dans le cadre de la lutte contre l'érosion éolienne. Ils jouent un rôle important en période d'harmattan et en saison sèche. Ils protègent les cultures et les

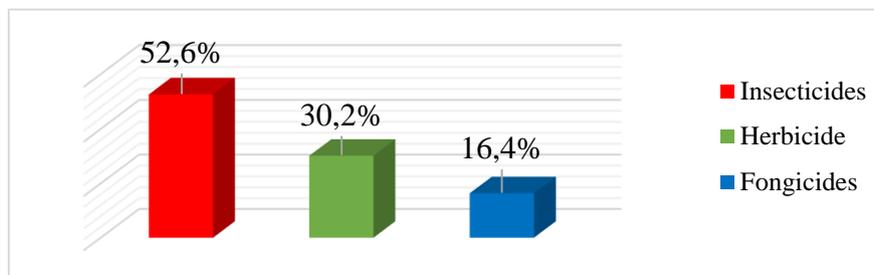
habitations contre les vents de mousson. Les feuilles des arbres enrichissent le sol et contribuent à l'amélioration de la production agricole. La réalisation et la protection des brise-vents sont très coûteuses et les bénéficiaires (7%) n'y adhèrent pas immédiatement car pour certains les plantations ne leurs appartiennent pas.

### I.1.2. Lutte contre les ennemies des cultures

La situation phytosanitaire est compromise ces dernières années du fait des retards des pluies connus chaque année au début de la saison pluvieuse entraînant le développement des adventices, des chenilles, des sauterelles, etc. Dans la sous-préfecture c'est pour faire face à ces problèmes que le FAO à travers son partenaire FLM met à la disposition des producteurs des Boutiques d'intrants dans chaque village pour lutter contre ces ennemies des cultures.

Pendant toute la période d'entretien des cultures pluviales, aucune attaque importante n'a été signalée sur l'ensemble du secteur sauf les carences hydriques observée avaient inquiété les producteurs. Cette carence a eu des répercussions sur la culture de berbéré due à la mauvaise réussite des pépinières ne permettant pas de récupérer à 100 % les superficies à mettre en valeur.

**Figure 11 : Produits utilisés pour lutter contre les ennemies des cultures**



Source : enquête de terrain, 2023

*La photo 11 nous montre que dans la sous-préfecture de Pala les insecticides sont utilisés à 52,6 % par les agriculteurs, les herbicides à 30,2% et les fongicides 16,4%. Les insecticides sont plus utilisés parce que les agriculteurs de la sous-préfecture de Pala souffrent beaucoup des problèmes des insectes qui détruisent les cultures et les herbicides sont utilisés pour faciliter le travail aux cultivateurs.*

### **I.1.3. stockage et la gestion des récoltes**

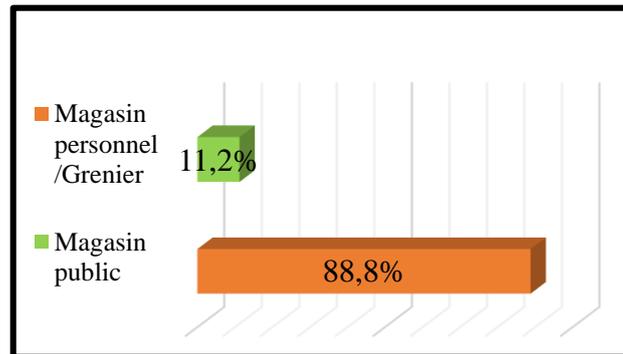
Le stockage est l'opération qui consiste à entreposer, pour une période donnée, des produits agricoles dans un magasin suivant des normes et des règles qui permettent leur bonne conservation.

Selon la fiche technique : concepts de base sur le stockage et la conservation des produits agricoles les avantages liés à la maîtrise des techniques de stockage et conservation sont :

- garder les stocks alimentaires à l'abri de la pluie, de l'humidité, des insectes et autres animaux nuisibles, de la chaleur excessive ;
- gérer les approvisionnements en céréales en tenant compte des normes de stockage et de conservation ;
- proposer des produits agricoles alimentaires de bonne qualité ;
- minimiser les pertes quantitative et qualitative des stocks céréaliers ;
- Faire face aux fluctuations de la production ;
- Faire face aux pénuries conjoncturelles des consommateurs ;
- Faire face aux problèmes de sécheresse et d'autres catastrophes agricoles ;
- Faire face à certains problèmes d'ordre politique ;
- Assurer un stock stratégique ;
- Assurer un stock outil pour l'industrie de transformation ;
- assurer la sécurité alimentaire et sanitaire des populations.

La pratique a été longtemps une stratégie de base pour réduire les effets des risques climatiques. Dans la sous-préfecture de Pala, les cultivateurs disposent des magasins (publics) individuels pour leur stock. On remarque un système de stockage des récoltes variant d'une localité mais le plus pratiqué est le grenier ou magasin personnel.

**Figure 12 : Mode de stockage de produits agricoles**



Source : enquête de terrain, 2023

*Selon la figure 12, 20, 88,8% des cultivateurs utilisent le magasin personnel ou grenier c'est parce que ce mode de stockage ne demande pas trop de procédure et ils peuvent stocker les produits agricoles en épis dans ce magasin. 11,2 % utilisent ce mode de stockage, il est plus utilisé par les grands cultivateurs de la sous-préfecture de Pala.*

Dans certaines localités comme Tamdja kado et Goygamla, les paysans ont des magasins communs. La procédure du dépôt dans ces magasins est simple. Le paysan désirant déposer ses produits paie un frais fixé au préalable par le groupement qui gère ces magasins. On voit que les paysans sont loin d'être restés passifs face aux aléas climatiques.

**Photo 7: Grenier de stockage de produit agricole**



Prise de vue : DJINDARI Chantale Waboutou, 2023

*La photo 7 montre le grenier pour la conservation des produits agricoles. Le grenier peut être fait à base de paille ou à base de terre battue. La mise en place de grenier permet de conserver les semences et les vivres. Les produits récoltés à la fin de la campagne agricole y sont mis et refermés. Celui-ci reste fermé toute la saison sèche. Il est ouvert qu'en août, moment où la nourriture devient rare dans la sous-préfecture de Pala. Ces produits sont gérés de manière rationnelle jusqu'au récolte de la campagne prochaine.*

#### **I.1.4. utilisation des ordures du coton pour la fertilité des sols**

Cette pratique est utilisée plus par les cultivateurs qui ont les champs prêts de l'usine du coton de Pala (COTON TCHAD). Lorsqu'on veut jeter les ordures du coton certains agriculteurs font la demande pour qu'on le dépose dans leurs champs car sa permet la fertilité du sol, généralement on met ces ordures en saison sèche pour que les premières pluies viennent arrosés ces ordures pour que le sol soit fertile. La première année du dépôt de ces ordures ne donne pas encore la totalité de la fertilité au sol mais la deuxième année le sol aurait la fertilité totale et la production serait élevée.

#### **Photo 8: Ordures du coton dans un champ**



Prise de vue : DJINDARI Chantale Waboutou, 2023

*La photo 8 nous montre le dépôt des ordures dans un champ, ce dépôt s'est fait, il y a une semaine dans le champ et attend les pluies pour se décomposer pour donner la fertilité au champ.*

#### **I.1.5. stratégies liés au climat ou aux variabilités climatiques**

Confrontés depuis cinq décennies à des conditions pluviométriques très fluctuantes, les paysans de la sous-préfecture de Pala ont lentement et progressivement adapté leurs systèmes de production aux risques économiques (avec notamment la hausse des prix des denrées

alimentaires), sanitaire du fait des maladies et parasites (striga, sauterelles, chenilles, etc.), ou climatique (inondations, sécheresses, etc.).

### **I.1.6. ajustement du calendrier agricole**

La première adaptation spontanée consiste à caler le calendrier cultural sur les conditions climatiques de l'année. Le retard et la mauvaise répartition des pluies perturbent souvent la mise en place des cultures. Ces perturbations entraînent le retard des travaux champêtres notamment le labour, le semis et le sarclage. En réalité, l'arrivée des pluies (date d'installation des pluies) et la durée de la saison pluvieuse sont deux paramètres essentiels pour l'agriculture pluviale (Allaïsem, 2015). Elles déterminent d'une part la date de semis et donc la position des cycles culturaux et d'autre part la durée de la période pendant laquelle les cultures peuvent bénéficier des précipitations. Suite au bouleversement de la saison pluvieuse, les paysans modifient les dates de semis afin de réaliser le cycle des cultures pendant une période favorable. Les dates des débuts et de fins des pluies sont des indicateurs importants qui permettent l'organisation du calendrier agricole qui est un outil indispensable pour le cultivateur (Amougou et al. 2013).

Lors de nos enquêtes, quand on demande aux paysans pourquoi cet ajustement du calendrier, ils affirment ce qui suit : « *Avant, il pleuvait beaucoup mais maintenant, il pleut moins* », cela se traduit par la baisse des précipitations ; « *Avant, on avait 5 à 6 mois de pluies qui vont d'avril à octobre mais maintenant, on n'en a que 3 à 4 mois qui s'étendent de juin ou juillet à octobre* », cela est traduit aussi comme un raccourcissement de la durée de la saison des pluies. En effet, cette stratégie permet aux paysans de réduire ou de contrecarrer les effets du stress hydrique et permettre aux plantes de parfaire leur cycle. Ce même constat est constaté dans le département de NYA-PENDE au Tchad (Kandé, 2020).

### **I.1.7. billonnage et buttage**

Le billonnage est une technique pratiquée sur les sols peu profonds afin d'augmenter le volume de terres exploitables par les racines des cultures et de maîtriser partiellement l'eau. Ces deux techniques consistent à confectionner des buttes et des billons à la main, à la charrue ou par un tracteur comme nous pouvons observer sur la photo ci-dessous.

### **Photo 9 : Buttage d'un sol par la charrue**



Prise de vue : DJINDARI Chantale Waboutou, 2023

*Sur la photo 9 nous observons un sol en train d'être butter par la charrue pour tourner le sol enfin que la terre qui était en surface puisse se changer avec celle de l'intérieure pour donner la fertilité au sol et canaliser les eaux.*

#### **I.2. Conseil Agricole**

L'appui/conseil des agriculteurs formés est assuré par les mêmes opérateurs en charge de la formation financé par le PSNA. L'activité se réalise après la formation (maraîchage, riziculture) ou simultanément (arachide, niébé) et peut être axée sur la production ou la transformation. Le suivi/conseil sur la production concerne l'application des thèmes enseignés pendant la formation pour une durée minimale de trois mois, avec au moins une visite par semaine. L'élaboration d'un dossier de demande de crédit fait partie de l'activité et inclut une étude technique du projet (pré-visite) à l'attention de l'institution financière. Dans le domaine de la transformation, le suivi-conseil est de courte durée et se focalise sur la constitution des dossiers de demande de crédit. Les activités dans le cadre du conseil agricole sont également sous financement de l'Accord de partenariat signé avec le Conseil régional et prévoient :

- formation des agents des opérateurs en charge de l'appui/conseil ;
- signature d'un contrat entre le Conseil régional et les opérateurs pour une seule saison culturale ;
- évaluation à mi-parcours et finale des prestations des opérateurs par le Conseil régional.

### **I.3. Installation des crédits agricoles**

Beaucoup de projets et programmes travaillent aux côtés des agriculteurs pour l'intensification de la production agricole et l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Les actions s'orientent sur l'octroi des crédits et la mise en place des microprojets afin d'appuyer les bénéficiaires à mieux s'adapter à la variation du climat et de disposer des intrants dans les boutiques des camps. Les objectifs visés résultent à appuyer les bénéficiaires producteurs, à augmenter la production et la productivité végétale et animale tout en développant des pratiques de gestion durable des terres et des eaux dans les écosystèmes vulnérables au climat. Tout ceci contribue à l'amélioration des conditions de vie des ménages.

## **II. ACTEURS IMPLIQUES ET LEURS STRATEGIES DANS LA GESTION DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA CARITAS**

Nous voulons à travers cette partie mettre l'accent sur l'implication des acteurs et leurs stratégies dans la participation au projet agricole de Caritas et leurs rôles dans le projet pour le développement local dans la sous-préfecture de Pala. Il s'agira d'abord de présenter les acteurs puis leurs rôles. Ensuite d'analyser le rôle dans la participation au PSNA pour le développement local. Afin de toucher du doigt les types de conflit lié à l'accès aux terres agricoles et à la participation au PSNA.

L'acteur est compris selon le Nouveau Petit Robert 2008 comme une personne qui prend une part active, joue un rôle important dans la réalisation d'un objectif. Les acteurs de la participation dans notre cas sont diversifiés et peuvent être : « l'ensemble des acteurs publics ou privés, individuels ou collectifs, qui jouent un rôle effectif dans des décisions touchant à la participation agricole (affectation ou validation de droits, enregistrement, arbitrages, etc.), sans présager de leur statut au regard de la loi, avec leurs relations de complémentarités, de compétition, de concurrence ou de synergies (GRET, 2002).

D'après le dictionnaire le nouveau petit Robert (2008), la gestion vient du verbe « gérer » qui signifie administrer les intérêts, les affaires d'un autre ; c'est également organiser, utiliser au mieux, conduire, diriger, gouverner, régir. En sciences des organisations, la gestion est comprise comme le management. Dans le cadre de ce travail, elle est l'ensemble des techniques d'organisation de ressources qui sont mises en œuvre pour l'administration d'une entité, afin d'obtenir une performance satisfaisante. Dans un souci d'optimisation, la gestion ou le management tend à respecter les intérêts et représentations des parties prenantes de

l'organisation. Dans les usages, on distingue la gestion stratégique qui appréhende l'organisation sous une vision externe et la gestion opérationnelle centrée sur l'organisation interne. Dans le domaine de la participation au projet, la gestion se définit comme l'ensemble des politiques et stratégies destinées à organiser au mieux l'utilisation de tous les éléments du projet d'une part, les législations participatives d'autre part s'est-il dire « définir ou organiser la façon dont les règles et les arbitrages seront réalisés à chaque niveau par des instances locales/ administratives de façon à prendre en compte la diversité des situations » (Lavigne-Delville, 2002). La gestion participative peut aussi se comprendre par des actions pour répondre aux enjeux importants. Elle peut prendre en compte trois dimensions :

- ✓ Réagir en amont à travers des études d'analyse participatives nécessaires permettant de connaître les dynamiques participatives, base des politiques adéquates ;
- ✓ Élaborer des stratégies participatives permettant la reconnaissance des droits locaux existants, que ce soit le droit positif et les normes coutumières pour permettre à la paysannerie de sortir de la précarité juridique ;
- ✓ Proposer et faire mettre en œuvre des gammes de stratégies de réglementation (relative à l'accès et à la participation) et des formes de sécurisation permettant aux différents types d'acteurs de se sécuriser en fonction de leurs besoins.

Dans la sous-préfecture de Pala, ces années, la gestion participative rurale suit plusieurs approches donc :

- ✓ Le service décentralisé
- ✓ Les services coutumiers

## **II.1. Autorités coutumières**

Dans la sous-préfecture de Pala, chaque village ou groupement agricole ou pastoral dispose de sa propre structure organisationnelle qui traduit la diversité de son histoire, sa culture, ses choix de vivre, etc. Les communautés rurales sont dirigées par des autorités, choisies par des processus de prise de décision coutumiers, et ces leaders sont tenus d'agir comme des gardiens. À titre d'exemple, citons les chefs (chef de village, chef de terres, chef des forêts, chef des eaux, chef de canton etc.) généralement choisis parmi les aînés du lignage ayant fondé le village ou chargés d'une ressource particulière. Leur influence se limite à leur village ou à leur territoire. Dans certains villages par exemple à ERDE, on trouve des chefs

suprêmes dont le domaine d'influence est plus vaste, bien que leurs liens directs avec la population locale soient peut-être plus faibles (PDL de Pala, 2009)

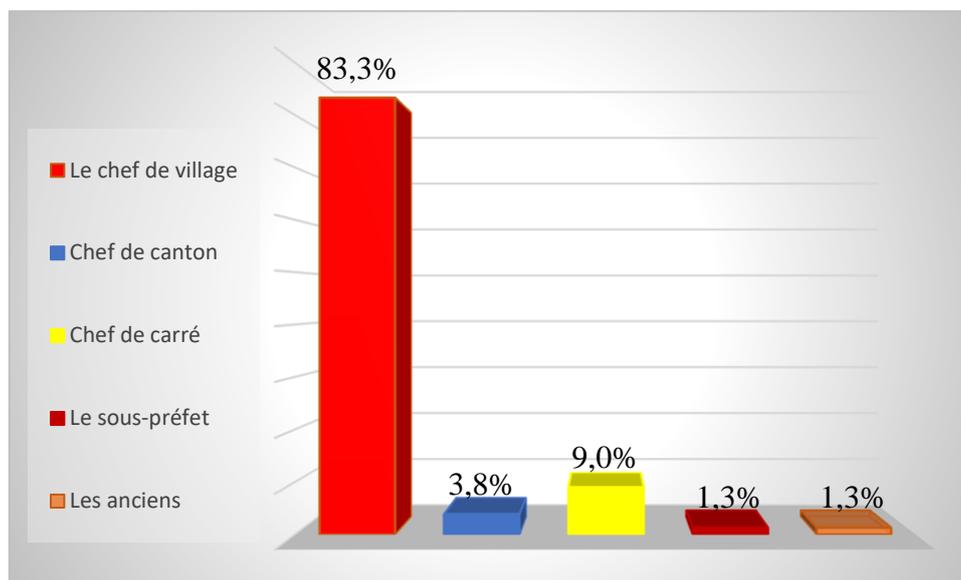
La légitimité et l'autorité de ces leaders se basent sur un mélange de lois coutumières ou religieuses et sur des accords sociaux. Toutefois, certains chefs que l'on appelle désormais « coutumiers » ont acquis leurs pouvoirs à l'époque coloniale, comme les chefs de canton d'ERDE. Si ces instances reflètent des accords sociaux existants, elles dupliquent également des formes privilégiées de discrimination, d'exclusion et de préjudice, comme celles qui affectent les droits des femmes, des migrants, des pastoralists ou de certaines castes (voir, par exemple, Whitehead & Dzodzi, 2003).

Les configurations et les accords sociaux qui sous-tendent les instances plus « coutumières » de gestion des ressources évoluent constamment en réponse à des transformations internes et externes. Parmi les tendances au sein des communautés qui affecteront ces instances et leur efficacité figurent : l'évolution des relations entre les générations ; la fragmentation des grandes familles en unités plus petites ; la fragilisation de la notion de gardien sous l'influence des marchés fonciers émergents (informels et formels) ; l'influence croissante des conflits entre partis politiques sur les relations sociales (qui sont parfois aussi liés aux élections des collectivités territoriales et au choix du maire) ; l'influence de la migration vers les villages ou en outre, la propagation des outils de communications, tels que les téléphones mobiles et internet, facilite l'accès à l'information et peut renforcer les mécanismes de recevabilité.

Les autorités coutumières sont encore reconnues par la majorité de la population. Les étrangers tendent aussi à les respecter et cherchent leur appui lorsqu'ils rendent visite aux communautés. Les autorités coutumières interviennent souvent pour empêcher ou gérer des conflits, y compris ceux qui naissent de l'utilisation des ressources naturelles. Leur capacité de médiation est largement reconnue, même par l'État. L'accès à la participation des agriculteurs aux projets de développement et particulièrement au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas importants est supervisé par les chefs, comme le « *chef de village* » dans la sous-préfecture de Pala. Les autorités coutumières peuvent aussi allouer des droits secondaires par exemple : aux migrants, ou imposer des réglementations sur l'utilisation des terres agricoles (date de début de la cueillette des fruits sauvages, période de chasse, lieu et type d'animaux, protection des étangs et forêts sacrés, etc.) Les chasseurs sont impliqués dans

l'application des restrictions imposées sur l'utilisation des ressources. Ces réglementations sont généralement respectées par la population locale (mais pas toujours par les étrangers).

**Figure 13 : Acteurs habilités à faire participer les agriculteurs au PSNA de Caritas**



*Source : enquête de terrain 2021*

*Selon la figure 13 dans la sous-préfecture de Pala, les acteurs les plus habilités à participer au projet de Caritas sont les chefs de village qui sont à 83,3% suivi de chef de carré avec 9,0 % après le chef de canton avec 3,8 %. Le chef de village occupe le premier rang parce que c'est dans les villages que les terres sont beaucoup vendues et c'est lui seul qui connaît les terres les plus fertiles de son village et l'autorité de faire participer les agriculteurs au PSNA est plus grande.*

L'intérêt que présente la revalorisation du rôle des autorités coutumières dans la promotion de la participation aux projets de développement « une autre forme de résolution des conflits » a augmenté depuis les années quatre-vingt, notamment au sein des chercheurs et des ONG. Toutefois, cette tendance engendre aussi des soupçons, compte tenu des implications possibles en termes d'inégalité et de démocratie (voir Ribot, 2008 ; Whitehead & Dzodzi, 2003).

Les instances locales de gouvernance « coutumières », comme les chefs de village et les chefs de terres, étaient jadis efficaces dans l'exercice de leur autorité sur l'accès et l'utilisation des terres et des ressources naturelles et la résolution des conflits. Bien que leur pertinence perdure dans la plupart des zones rurales et même dans de nombreuses communes urbaines, leurs pouvoirs ont été fragilisés. La déstabilisation de ces institutions a débuté durant l'époque coloniale et s'est poursuivie après l'indépendance, suite au pouvoir croissant de

l'administration centrale, l'essor du droit écrit, et l'évolution des relations sociales et des nouvelles opportunités des marchés.

Depuis l'époque coloniale, les ministères en charge des Forêts ou des Pêches interviennent de plus en plus souvent dans la supervision de l'utilisation de ces ressources, tout en délivrant des permis aux usagers sans se préoccuper de la disponibilité de la ressource. Il n'y a aucun recours aux autorités coutumières qui jadis régissaient l'utilisation des ressources. Cette situation affecte la gestion durable des ressources naturelles partagées (« Commons ») et crée des situations de terres soi-disant « à accès ouvert » qui peuvent être victimes d'une sévère dégradation.

En réponse, différentes formes de gestion participative et décentralisée des ressources naturelles impliquant toutes les parties prenantes dans la prise de décision sont apparues, en particulier depuis la fin des années quatre-vingt. À titre d'exemples, on peut citer la gestion de terroir et les conventions locales (Batterbury, 1998 ; Toulmin, 1994). Ces approches tentent de réconcilier les instances « coutumières » et les instances « modernes », tout en s'efforçant d'ancrer les résultats dans l'autorité juridique conférée aux nouvelles collectivités territoriales rurales.

## **II.2. Implications des services étatiques au PSNA de Caritas**

Une priorité politique consiste à soutenir le développement, la mise en œuvre et le suivi de la législation et des politiques qui soutiennent activement la gestion décentralisée des ressources naturelles et des terres (législation pastorale, codes forestiers, codes de l'eau, régime foncier et réglementation sur l'aménagement du territoire et le zonage). Dans chacun des quatre villages, ce type de nouvelle législation a été approuvé ou est en cours d'élaboration. Ainsi par exemple, des « commissions foncières » sont désormais en place dans la sous-préfecture de Pala où le défi concerne la mise en œuvre et le suivi des effets, notamment pour les femmes et les groupes marginalisés.

Une deuxième priorité consiste à soutenir les projets qui visent un changement organisationnel et un renforcement des capacités au sein des ministères et des départements impliqués dans la mise en œuvre de la législation et des politiques ayant trait aux ressources naturelles en l'occurrence le PSNA de Caritas. En particulier, les services agricoles du PSNA tendent à

travailler en vase clos et ont des relations épineuses avec les communautés et les groupes d'usagers, ce qui ne facilite pas l'émergence de partenariats fructueux.

### **II.3. Rôle des terres agricoles dans la participation des agriculteurs au PSNA**

Dans la sous-préfecture de Pala l'agriculture est l'activité principale de la population alors si nous parlons de l'agriculture nous avons besoin sûrement des terres agricoles pour pratiquer de l'agriculture. Elle est pratiquée par la majorité de la population de la sous-préfecture y compris les jeunes de cette localité.

Dans la sous-préfecture de Pala les terres agricoles jouent un rôle très capital dans la participation des agriculteurs au projet de Caritas car ces terres agricoles sont importantes pour la vie économique, sociale et culturelle des agriculteurs.

#### **II.3.1. Rôle des terres agricoles sur le plan économique**

Le Tchad dispose d'un potentiel des terres cultivables de 39 millions d'ha, représentant 30% du territoire national et 5.6 millions d'ha de terres irrigables, dont 335. 000 ha sont facilement irrigables. Les superficies cultivées annuellement sont d'environ 3 millions d'ha, dont les 2/3 sont cultivés en zone sahélienne et le 1/3 en zone soudanienne, représentant à peine 1 % des potentialités du pays (PAM Tchad, 2012)

L'élément qui influence le plus directement le potentiel de production agricole d'un pays est la disponibilité des terres agricoles. La terre constitue en effet la ressource sans laquelle il ne peut y avoir des récoltes.

Les principales cultures vivrières sont les céréales (mil, sorgho, berbéré, maïs, riz, blé), les oléagineux (arachide et sésame), les protéagineux (niébé), les plantes à racines et les tubercules (patate, igname, manioc et taro) et les légumineuses (niébé, arachide), les cultures maraichères (ail, oignons, tomates). Les autres cultures appelées de rente telles que : le coton, l'arachide, font également partie de l'assolement et contribuent de manière significative à l'amélioration des conditions de vie des ménages. Voir le tableau ci-dessous

**Tableau 8 : superficies récoltables en hectare**

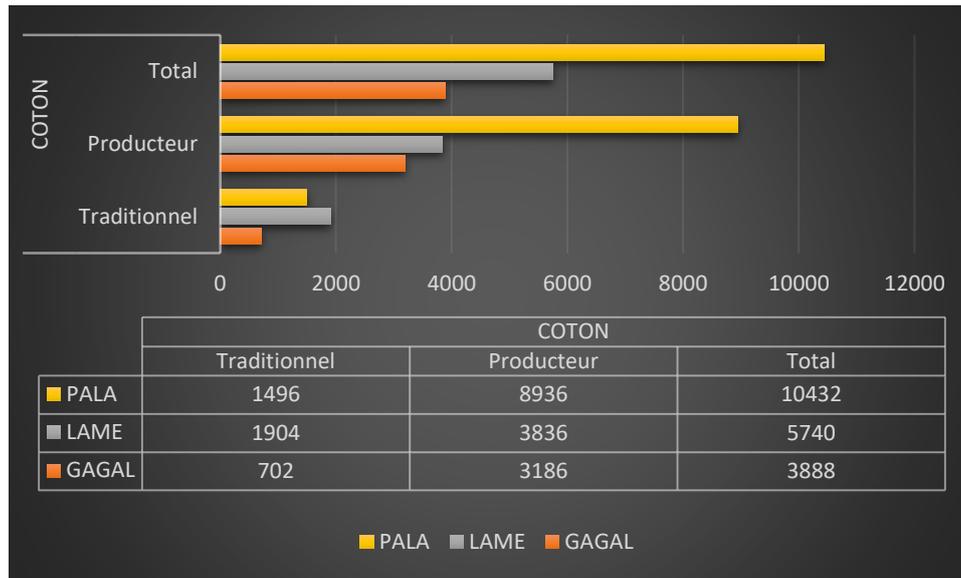
Culturelles	Superficies récoltables en hectare
Coton	10355
Sorgho	14176
Maïs	1515
Riz	13500
Arachide	3302
Sésame	94070
Manioc	422
Niébé	1601

Source : PSNA Pala, 2023

*Selon le tableau 8 nous constatons les superficies les plus récoltables en céréales est : le sorgho, dans la culture de rente le coton, oléagineux le sésame et la légumineuse est l'arachide. Le coton, principale culture de rente au Tchad, voit sa contribution au PIB chutée de 12 %, à 3 % à cause du pétrole, mais aussi à cause de la forte baisse de la production. En effet, la production du coton graine, après avoir atteint un niveau record de 263 000 tonnes en 1997-1998, a fortement chuté pour n'être que de 52 570 tonnes au cours de la campagne 2011/2012. Les causes de cette forte chute de production du coton graine sont nombreuses, mais la principale semble être la démotivation des producteurs vis-à-vis de cette culture du fait de méventes et de retards dans le paiement. (Campagne agricole ,2012).*

Toutefois, les activités de la filière coton viennent d'être relancées avec la mise en place d'une nouvelle équipe dirigeante et la dissolution de la COTONTCHAD et la création d'une nouvelle société en 2012 dénommée COTONTCHAD Société Nouvelle (COTONTCHAD SN). Ces changements et les mesures d'accompagnements prévues ont créé un enthousiasme qui donne espoir à une véritable relance des activités de la filière, surtout que le prix du coton fibre sur le marché international a connu une nette progression (Coton Tchad, 2012).

**Figure 14 : Estimation en coton**



*Source : PSNA Pala, 2020*

*Selon la figure 14 nous observons deux types de culture de coton dans la sous-préfecture, le coton traditionnel qui est estimé à 1496 tonnes et le producteur 8936 tonnes, qui fait un total de 10432 tonnes en termes d'estimation. Selon cette estimation de coton, il est clair de voir que les terres agricoles dans la sous-préfecture de Pala contribuent au développement local. Sur la figure nous avons trois village situé dans la même région que la sous-préfecture de Pala mais l'estimation de la production de la Pala dépasse pour lamé avec 4692 tonnes et gagal avec 6535 tonnes.*

La production traditionnelle c'est la culture de coton qui n'applique pas les techniques modernes c'est-à-dire pas de suivi des techniciens cotonniers et ; alors que l'agriculteur a toutes les techniques pour faire développer le coton pour avoir un bon rendement. La photo 8 nous explique plus sur le coton producteur.

**Photo 10: Coton producteur**

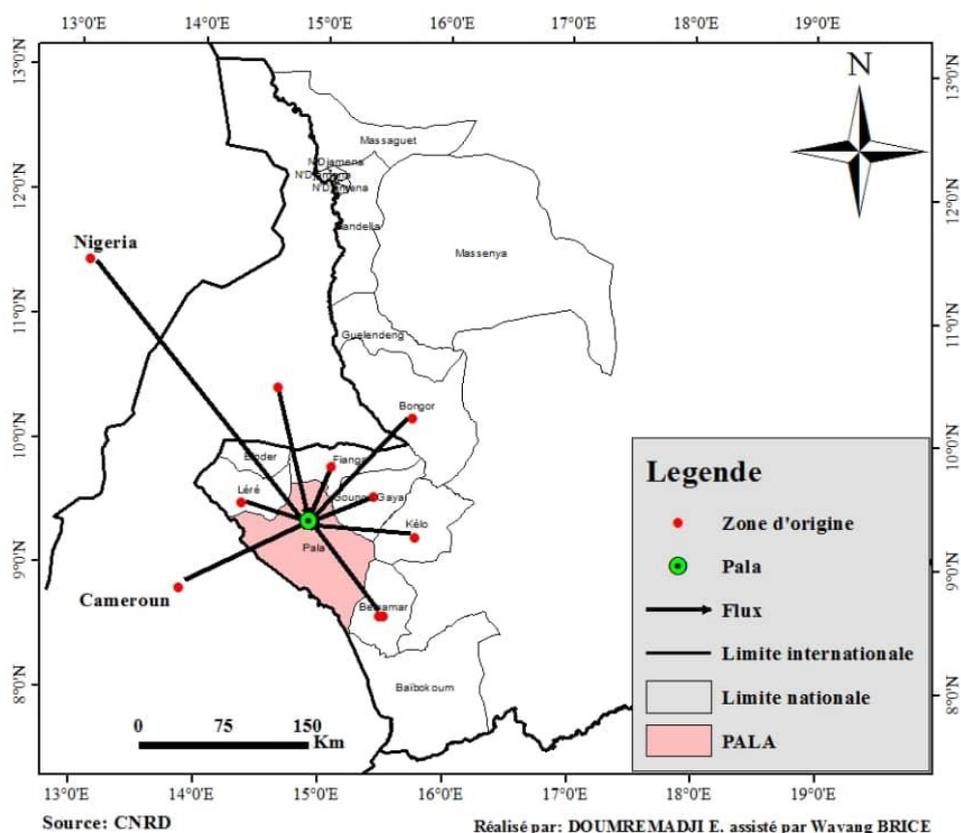


*Prise de vue : Douremodji éloge, 2023*

*Ce champ de coton est suivi par un conseiller agricole du PSNA de Pala dans la sous-préfecture de Pala pour améliorer les conditions économiques des agriculteurs.*

Vue l'importance de l'agriculture dans le développement économique de la sous-préfecture de Pala, elle contribue à exporter les produits agricoles vers les sous-préfectures, départements et régions du Tchad. Cette exportation ne se fait pas seulement dans le pays mais aussi hors du pays comme au Cameroun, Niger et Nigeria car ce sont les pays voisins de la sous-préfecture de Pala. Comme le disait le chef de quartier du village de Tamja kado lors de notre entretien « *pendant la phase de récolte nous sommes envahi par les grands porteurs venant des autres villes du Tchad et les pays voisins du Tchad. Au moins 10 voitures de 10 roues par jours* ».

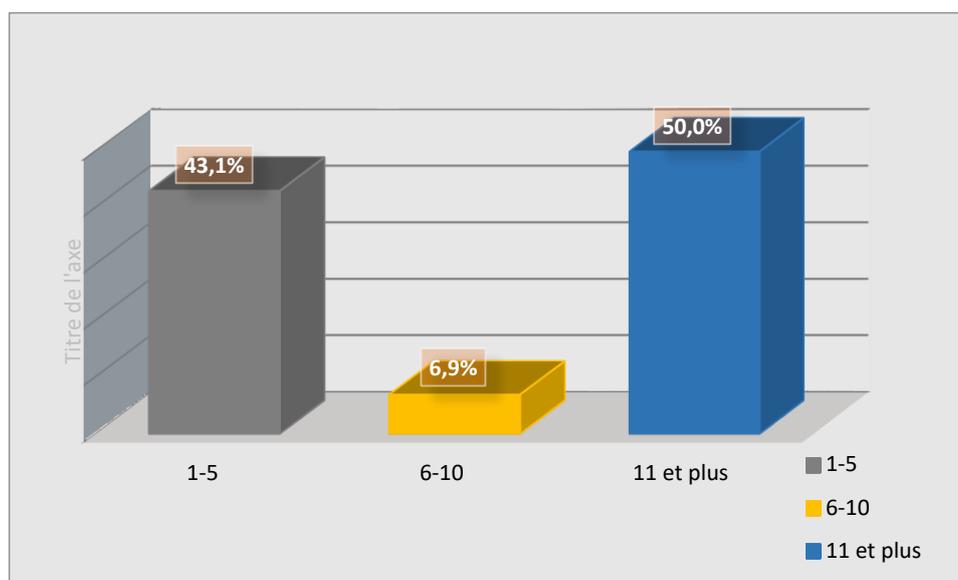
**Figure 15 : Flux d'exportation agricole**



*Selon la figure 15 nous constatons que la sous-préfecture de Pala approvisionne ses villes voisines comme Bongor, Fianga, Binder, Kélo, Léré et Pala urbain. Elle n'approvisionne pas seulement ses villes mais aussi ses pays limitrophes comme le Nigeria, le Cameroun et le Niger.*

Les terres agricoles permettent aux agriculteurs de faire de l'agriculture et cette agriculture leur permet d'être développés sur le plan économique. Pendant la récolte les vendeurs viennent de la ville de Pala pour les villages pour acheter les produits agricoles pour les stocker dans les magasins et pour les vendre lorsque le prix serait en hausse. Pendant la récolte un sac de 100kilogrammes de maïs coute 10000f, le sorgho rouge 8000F et le bérébéré 10000f. Ces prix ne seront plus les même entre le mois de juin à aout car ils augmenteront. Le maïs serait à 25 .000f pareil pour le bérébéré mais le sorgho rouge plus on parle de 30.000f parce que dans la sous-préfecture de Pala, le sorgho et le mil sont utilisés par la population pour la fabrication de l'alcool traditionnelle (bilibili et argué). On compte plus de 40 cabarets dans chaque village de la sous-préfecture de Pala. Lors de notre enquête nous nous sommes rendu compte que plus de 800sacs de mil rouge sont utilisés par jours pour la fabrication de ces boissons traditionnelles. La figure 16 illustre le nombre des villages approvisionnés en produits agricoles par la sous-préfecture de Pala.

**Figure 16 : Nombre des villages et des villes approvisionnés en produits agricoles**



Source : enquête de terrain, 2023

*La figure 16 montre le nombre de villages et villes approvisionnés en produits agricole par la sous-préfecture de Pala, nous observons que plus de 11 villages et villes sont approvisionnés par la sous-préfecture de Pala, ces villages et villes peuvent être dans la sous-préfecture de Pala, au Tchad ou dans les pays voisins.*

Plusieurs dizaines de véhicules, gros porteurs, exportant généralement des céréales sont bloqués à la douane de Pala, chef-lieu de la province du Mayo Kebbi Ouest le 13 janvier 2022. Pour cause, l'application de l'arrêté ministériel interdisant l'exportation des produits vivriers, notamment le maïs, l'arachide, et autres, à l'exception du sésame. Pour l'instant, les passagers, propriétaires de ces céréales ne savent pas à quel saint se vouer. Certains sont restés dans des véhicules pleins de chargement, alors que d'autres sont installés sous des arbres, pour se reposer, en attendant des pourparlers avec les services compétents. Même les véhicules transportant du sésame sont stoppés. Les conducteurs de quelques véhicules, fatigués d'attendre, sont obligés de décharger les sacs de céréales interdites de sortie pour se libérer (Alwinda info Tchad, 2022). Ce qui nous laisse croire que la sous-préfecture de Pala est le grenier de ses pays voisins et que l'exportation des produits agricoles est l'économie de la sous-préfecture de Pala.

Les produits des terres agricoles permettent aux agriculteurs d'acheter les bœufs pour agrandir l'année suivante la superficie des terres agricoles, d'autres cultivateurs ont acheté les engins avec l'agriculture. Dans chaque village enquêté les cultivateurs avaient au moins un engin pour se déplacer pour visiter leurs champs ou transporter les produits agricoles pendant

la récolte. Un agriculteur disait ceci « *ici chez nous, nous avons même les cultivateurs qui ont des voitures acheter avec l'agriculture* ».

**Photo 11 : Tricycle**



*Prise de vue : DJINDARI Chantale Waboutou, 2023*

*Cet engin est le fruit de l'agriculture, ce cultivateur disait « c'est grâce à l'agriculture que j'ai achetée cet engin, cet engin me permet de transporter mes produits agricoles à la maison pendant la récolte et ça me permet aussi de faire le commerce auprès des cultivateurs qui n'ont pas des engins, car si je transporte un sac cela me revient à 1000F souvent une journée je transporte 20sacs et je suis fier de faire de l'agriculture ».*

### **II.3.2. Rôle des terres agricoles dans le développement social**

Au plan social, l'accès aux terres agricoles est un facteur du développement local. Selon la banque mondiale l'agriculture est la principale source de revenu de 80% de la population pauvre dans le monde. Ce secteur joue donc un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté, la hausse des revenus et de l'amélioration de la sécurité mondiale.

Dans la sous-préfecture de Pala la majorité des cultivateurs qui ont accès aux terres agricoles ont pour premier but l'alimentation c'est pour ça que chaque cultivateur cultive plusieurs champs pour les répartir aux besoins sociaux de sa famille. Une fois que les produits agricoles

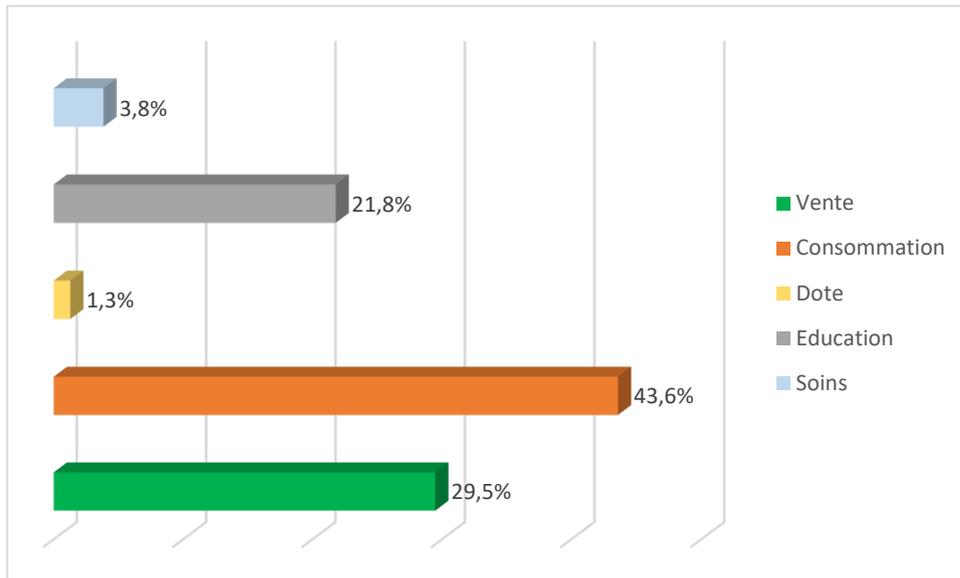
sont à la maison la première des choses et d'enlever d'abord pour la consommation avant de garder d'autres pour d'autres besoins.

Lors de notre entretien avec Monsieur le chef de village de Gambocké il nous affirmait ceci : *« dans notre village ici, nous cultivons pour manger à notre faim, car si nous ne mangeons pas qui viendra manger à notre place ; moi chaque année je trouve plus de 20 sacs de céréales et 10 sacs d'arachides je fais de tel sorte que la moitié de chaque produit aille dans mon grenier pour que mes femmes et mes enfants mangent à leur faim ».*

L'agriculture dans la sous-préfecture ne joue pas seulement le rôle de l'autoconsommation car elle joue aussi le rôle dans l'éducation, la santé et le mariage. Concernant son rôle dans l'éducation, le chef de famille lorsqu'il est cultivateur c'est-à-dire qu'il ne vit que de l'agriculture, il ne compte que sur l'agriculture pour payer l'éducation de ses enfants. Pendant la saison de culture chaque parent s'arrange à planifier sur le produit agricole l'éducation de ses enfants. C'est pour ça dans la sous-préfecture de Pala en saison de culture, les jeunes âgés de plus 18 ans ont leurs propres champs pour payer leurs scolarités. Leurs parents s'arrangent de telle sorte qu'ils aient un champ chacun pour ne pas être dérangé pendant la rentrée scolaire.

Lorsque les premières pluies tombent les enfants des cultivateurs qui viennent fréquenter ou étudier en ville repartent au village pour préparer les champs pour la semence car c'est avec de l'agriculture qu'ils paient leurs scolarités. En juin 2021 à l'université de Pala nous avons eu un entretien avec un étudiant sur l'importance des terres agricoles dans ses études et il disait ceci *« pourquoi notre université ne veut pas nous donner les vacances ? Alors que nous sommes en juin et c'est le mois que je devrais être au village entrain de cultiver avec mes parents pour payer ma scolarité de l'année suivante, car c'est grâce à l'agriculture que je loue, je mange et je me vêtue. Et si cette année je ne cultive pas je ferai comment pour payer ma scolarité ? C'est pour ça quand nous n'avons pas cours pour deux semaines je fais de mon possible pour aller au village pour aider mes parents aux champs ».* La figure 17 illustre le rôle de l'accès aux terres agricoles dans le développement local.

**Figure 17 : Rôle de l'accès à la terre dans le développement social**



Source : enquête de terrain, 2023

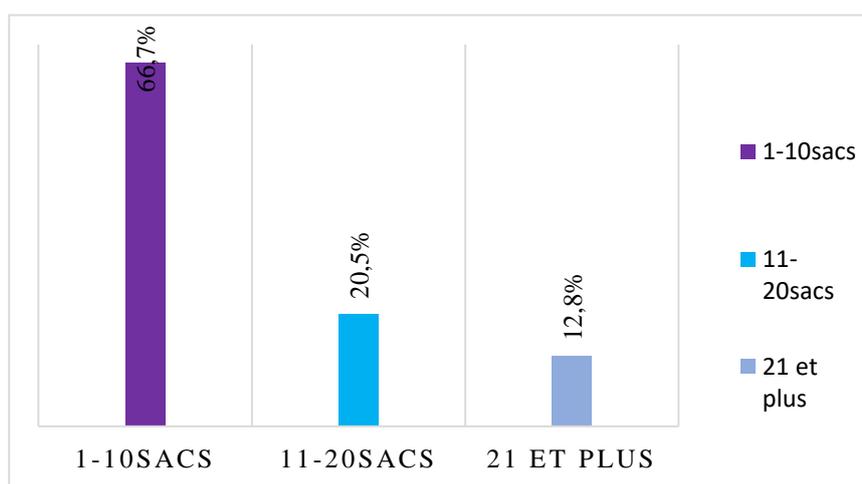
*D'après la figure 17, le premier rôle de la terre agricole dans le développement local est la consommation car, elle occupe 43,6% devant la vente qui est 29,5%, l'éducation 21,8%, soins 3,8% et la dote 1,3%. Selon cette figure l'accès à la terre est un facteur du développement local au plan social.*

Chaque cultivateur dans la sous-préfecture de Pala est organisé à tel point que dans sa gestion des produits agricoles, il sort la part de l'éducation de son enfant. La localité est une zone où l'agriculture occupe une place capitale dans l'éducation des enfants. Un producteur peut se déplacer dans une forêt juste pour cultiver pour payer les études supérieures de ses enfants. La majorité des étudiants qui sortent de la sous-préfecture de Pala pour aller étudier à l'extérieur ont pour financement l'argent de produit agricole. Un grand cultivateur dans un village enquêté du nom goygamla affirme « j'ai 5 enfants qui étudient tous à l'université de douala au Cameroun : 3 en master académique en chimie et 2 en licence. Je me sacrifie pour payer leurs études supérieures pour ne pas qu'ils ne pensent pas que je suis un cultivateur et qu'ils ne vont pas faire des études supérieures comme les enfants des autres. Je me suis décidé de ne pas vendre mes terres agricoles et j'ai plutôt mis ces terres en valeurs pour cultiver et récolter puis vendre pour avoir de quoi payer leur logement et scolarité. Aujourd'hui dans mon village même les enfants des fonctionnaires n'arrivent pas à sortir du pays alors que grâce à ma terre j'ai envoyé mes enfants à l'école. J'ai le sixième qui vient d'obtenir sa licence à

*l'université d'abéché au Tchad je vais l'envoyer auprès de ses frères au Cameroun. Car j'ai augmenté le nombre de mes hectares pour plus de rendement ».*

Les agriculteurs de la sous-préfecture de Pala vendent leurs produits agricoles pour se faire soigner c'est pour ça que nous avons souligné ci-haut que l'agriculture contribue pour payer les soins sanitaires dans la sous-préfecture de Pala. Quand une personne est malade, on cherche directement à vendre quelques sacs de maïs ou d'arachides pour l'amener à l'hôpital. Alors que 66,7% des cultivateurs ne récoltent que 10 sacs ou de charrette par saison (confer figure 14), dans les sacs récoltés, il y a la nourriture inclus mais ils s'organisent pour garder quelques sacs pour les besoins sociaux.

**Figure 18 : Nombre de sacs ou de charrette récoltés par saison**



Source : enquête de terrain, 2023

*Selon la figure 18, nous constatons que chaque année, la majorité des cultivateurs ne récoltent que 1- 10 sacs par saison, là c'est ceux qui ont pour main œuvre la famille, ceux qui ont un peu de moyen pour payer la main d'œuvre récolte 11- 20 sacs par saison alors que ceux qui font dans l'agrobusiness récolte 21 et plus par saison.*

### **II.3.3. Rôle des terres agricoles dans le développement culturel**

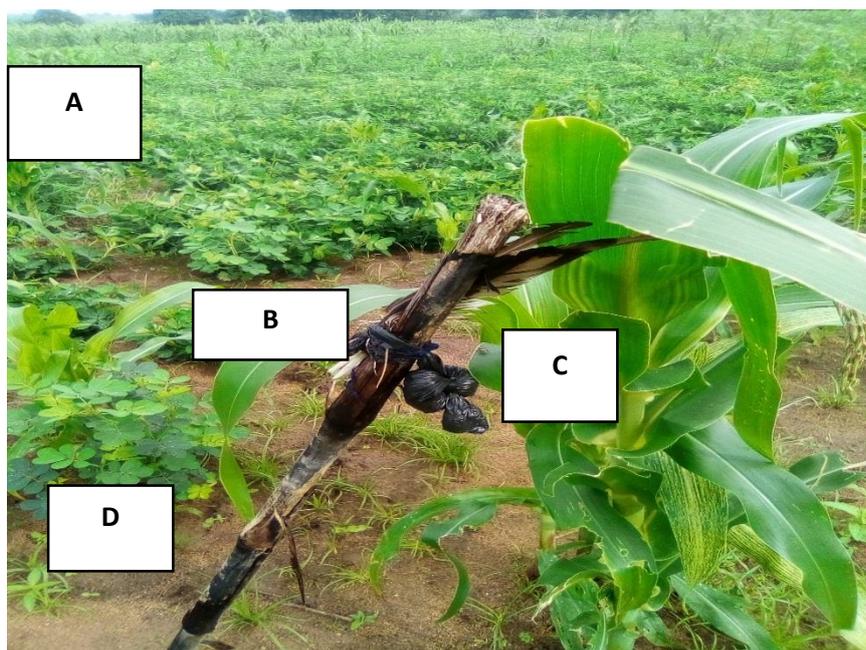
L'agriculture est-elle aussi importante ? Les statistiques de la FAO 2011 montrent qu'au début du nouveau millénaire, l'agriculture, la chasse, la pêche et la foresterie assuraient la substance de 2,57 milliards de personnes, en comptant les personnes actives du secteur et les membres de leur famille sans emploi. Ce chiffre représente 42% de l'humanité. L'agriculture est encore le moteur des économies de la plupart des pays en développement.

Les statistiques commerciales traitent l'agriculture comme une activité économique parmi d'autres. Or, l'agriculture en tant que mode de vie, patrimoine, identité culturelle, pacte antique avec la nature, cette agriculture n'a pas de prix.

Dans notre zone d'étude l'agriculture est basée sur le culturel car chaque cultivateur avant de semer ses champs doit attendre que le chef suprême des terres organise une cérémonie des semences et aussi une fête pour la récolte. La fête des semences c'est le « *kou pala* » en langue Zimé, elle se passe chaque dernier samedi du mois d'avril. Cette fête a pour objectif de bénir les semences afin d'avoir des bonnes productions.

La fête de récolte est répartie en deux dans la sous-préfecture de Pala il s'agit du sacrifice du mil et le sacrifice pour le pénicellaire. Avant que les agriculteurs ne commencent la récolte du mil le chef organise une cérémonie qu'on appelle en Zimé « *day wa gued* ». Lors de cette cérémonie on égorge les bœufs qu'on doit manger avec le mil. Une fois que la préparation est faite le chef suprême des terres, prend un peu de la viande et du mil donne aux ancêtres puis prend son épée et coupe le mil pour donner la voie aux agriculteurs de récolter leurs mils. Si cette fête de récolte n'est pas organisée même si le mil est en phase de récolte aucun agriculteur n'a le droit de couper son mil avec de l'épée ou couteau sauf avec la main. Pour la fête du pénicellaire on appelle en langue Zimé « *day wa karya* ». Elle s'organise de la même façon que pour le mil la seule différence est que pour le mil passe en première lieu parce que le mil mûrit avant le pénicellaire.

### Photo 12 : Gri-gri dans un champ d'arachide et de maïs



Prise de vue : DJINDARI Chantale Waboutou, 2023

*D'après la photo 12, nous observons un gri-gri planté dans un champ, A : c'est le champ d'arachide, B : le gri-gri, C : le maïs et D : tige à support du gri-gri. Ce gri-gri empêche les voleurs ou le passant de casser le maïs et enlever l'arachide. Si une personne enlève sans l'avis du propriétaire quelque chose de malheur l'arrivera.*

### CONCLUSION PARTIELLE

Cette deuxième partie qui s'achève avait pour objectif de ressortir les enjeux et les stratégies de la participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas dans la sous-préfecture de Pala au Tchad. Compte tenu de la position géographique de la sous-préfecture étudiée en domaine soudanien, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle, les facteurs physiques et humains sont favorables à l'activité agricole. Les résultats obtenus montrent que la sous-préfecture est un milieu géographique relativement homogène et favorable au développement de l'agriculture. L'analyse des formations végétales, a permis de mettre en évidence les caractéristiques du milieu naturel. Ces différents éléments géographiques, par leur nature et leur évolution sont très liés les uns aux autres et entretiennent des rapports très étroits avec le climat qui les influence d'ailleurs fortement. Ce milieu physique est très favorable à l'implantation humaine. C'est la raison pour laquelle la sous-préfecture a fait l'objet d'une occupation humaine relativement importante. Le caractère propice du milieu naturel favorise l'implantation des activités humaines. Ainsi, peu de femmes participent au Projet Caritas en raison de leurs occupations.

## **CONCLUSION GENERALE**

Ce thème de recherche avait pour objectif principal de montrer comment s'effectue la participation des agriculteurs dans le cadre du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas dans la sous-préfecture de Pala au Tchad. Pour atteindre cet objectif, l'hypothèse selon laquelle « La participation des agriculteurs au Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas s'effectue à travers les obstacles, les enjeux et les stratégies dans la sous-préfecture de Pala » a été émise. Des études préliminaires, des enquêtes auprès des agriculteurs ciblés, les entretiens avec les ONG agricoles et des associations du développement agricole de la sous-préfecture de Pala et la compilation des registres de consultation des centres agricoles et enfin des analyses sur la condition des vies des agriculteurs ont permis de mieux cerner la question de la participation des agriculteurs aux projets de développement et particulièrement du PSNA de Pala et sa périphérie. À partir des résultats, les hypothèses ont été vérifiées.

En ce qui concerne la participation des agriculteurs au projet agricole de Caritas, il y a une implication des agriculteurs dans le projet pour l'amélioration des conditions de vie de ces derniers. Malgré l'usage des matériels rudimentaires, les agriculteurs bénéficiaires se livrent aux activités agricoles. Les facteurs naturels du milieu, la présence des ennemis des cultures comme : Les animaux sauvages qui, par moment, ravagent les plantes cultivées ; la menace du striga hermontica sur les plantes cultivées dans les espaces les plus exploités handicapent le plus souvent un rendement harmonieux du cheptel. Avec les nouveaux projets d'innovation et particulièrement du PSNA dans le secteur, nous croyons à un développement attractif de l'agriculture pour assurer l'autonomisation alimentaire des agriculteurs non seulement pour ceux de la sous-préfecture de Pala mais aussi un peu partout dans le pays.

Les carences d'informations sur les statistiques agricoles dans les services spécialisés de la sous-préfecture de Pala nous ont contraints à faire des restrictions et à nous limiter à certains points précis de la thématique. Compte tenu du thème, des moyens financiers et matériels mobilisés pour cette étude, nous nous sommes focalisés uniquement sur l'analyse de la situation économique sociale et culturelle des agriculteurs. Pourtant, il serait important de prendre à la fois en considération les agriculteurs qui ne disposent pas de terres pour faire une analyse autocritique globale afin de bien apprécier la contribution de l'accès au projet agricole de Caritas sur le développement local dans la sous-préfecture de Pala au Tchad.

Pour accéder au PSNA dans la sous-préfecture de Pala pour un développement local efficace, il faut que les pouvoirs publics et les organismes internationaux mettent à la disposition des agriculteurs des semences des cultures qui sont compatibles aux changements climatiques. Il faut encourager l'accès des femmes aux terres agricoles pour un développement

local équitable dans la sous-préfecture de Pala. La conceptualisation de l'interaction entre le projet de Caritas qui se trouve être des actions pensées au niveau global, et les dynamiques paysannes, initiatives des agriculteurs à la base dans la quête de la sécurité alimentaire, s'est trouvé placé au cœur de cette recherche. Leur rencontre met en contact deux mondes différents : d'un côté, le monde des « développeurs », des « donneurs », des « experts », des « spécialistes » ... et de l'autre, celui des « développés », des « assistés », des « bénéficiaires », des « ignorants », des « illettrés » ... Notre préoccupation majeure à travers cette étude a été d'essayer de comprendre les différentes logiques et les acteurs autour de cette rencontre, qui permettraient d'expliquer d'une part, les effets du projet de Caritas sur les agriculteurs et d'autre part, les stratégies paysannes en rapport avec leur sécurisation alimentaire.

Sur le terrain et au fil du temps, comment le projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire de Caritas qui vise à outiller les agriculteurs favorise à la vulnérabilité de ces acteurs clés ? Telle a été notre question centrale à base de cette recherche. Anticipativement et de manière hypothétique, nous avons postulé que les projets de développement agricole et les dynamiques paysannes, se confrontaient dans le feu de leur action à travers leurs logiques d'actions respectives : l'une plus économique, plus technique et tournée vers l'extérieur dans le cas des projets tandis que l'autre s'avérait plus sociale et tournée vers la satisfaction des besoins de la communauté, donc interne pour ce qui est des dynamiques paysannes.

Tout au long de cette recherche, notre effort de soumettre rigoureusement les hypothèses à l'épreuve des données et des observations recueillies sur le terrain pour juger de leur positionnement, à la lumière des théories générales sur la thématique. Notre démarche méthodologique a dans ce sens été simple. Une enquête une enquête mixte et socio-anthropologique a été menée dans quatre villages et les interventions de développement retenues pour une analyse en profondeur.

Les données en notre possession ont permis de confirmer le caractère préoccupant de la situation alimentaire et nutritionnelle de la majorité des agriculteurs de la Région du Mayo kebbi Ouest. Une série de facteurs touchant tant aux caractéristiques physiques et sociales du milieu qu'à l'organisation et la gestion de la chose publique et l'économie des ménages en sont à la base. Ces facteurs d'insécurité alimentaire devraient être combattus dans le cadre d'une action de grande envergure impliquant la revalorisation du travail paysan et la réaffirmation dans les faits, à travers l'engagement et la manifestation d'une volonté réelle, du caractère prioritaire, stratégique et incontournable de l'agriculture dans les politiques et les pratiques de développement. Cela implique que l'Etat adopte des politiques favorables et investisse

correctement dans le secteur agricole (routes et voies de communication, recherche agricole, prix des produits, sécurité, infrastructures rurales, marchés, soutien à la production) et que le secteur privé en particulier Caritas lui emboîte le pas (investissements dans le secteur : fourniture d'intrants (engrais, outillage, semences), crédits). De cette manière, on pourrait espérer avancer dans la réalisation du premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement, consacré à l'éradication de l'extrême pauvreté et la faim.

À partir de leur expérience de vie forgée dans la longue durée, Caritas et les dynamiques paysannes ont mis en place une diversité de mécanismes et dispositifs pour pouvoir faire face à la faim et la pauvreté dans un environnement limité et contraignant. Ces dispositifs qui combinent production et redistribution agricole à travers l'inscription et l'adhésion à des réseaux sociaux de proximité et de sociabilité, la diversification des activités en vue de la minimisation et le partage des risques, etc. ont pour objectif ultime la promotion de l'autonomie alimentaire à travers une production locale suffisante ainsi que sa redistribution entre reliés. Aider les acteurs populaires et les dynamiques paysannes à parvenir à la sécurité alimentaire consiste donc, en priorité et préalablement, à comprendre leurs modes de vie et leurs systèmes de production, et à les aider à réaliser de manière durable les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes assignés. Ces objectifs rentrent dans le cadre de la sécurité alimentaire selon eux, c'est-à-dire, basée sur les stratégies et les pratiques populaires et paysannes de sécurisation alimentaire et donc, la « sécurité alimentaire agricole » et non la sécurité alimentaire selon les « aidesurs ». La sécurité alimentaire agricole en effet, n'est pas une sécurité alimentaire dictée de l'extérieur et selon des codes et normes externes, non maîtrisés par les acteurs populaires. Elle est un objectif premier en même temps qu'une stratégie que se fixent les acteurs agricoles eux-mêmes pour assurer la survie et la reproduction des groupes et communautés en tant que tels, en fonction non seulement de leurs ressources cognitives, matérielles, humaines mais aussi et surtout de leurs modes de vie. Elle constitue une demande locale de sécurité alimentaire maîtrisée par les acteurs populaires paysans et contrarie l'offre de sécurité alimentaire par les acteurs dominants et certains projets de développement agricole, qui privilégie les cultures de rapport et le grand marché global, les importations et l'aide alimentaires, le recours aux techniques culturelles importées, au mépris du savoir et de la culture paysanne.

Pour y parvenir, il importe de porter une attention particulière sur les dynamiques, sur les dispositifs et sur les logiques propres, imaginées et inventées par les acteurs impliqués, à travers des appuis particuliers, pour leur permettre de lutter contre la faim et la pauvreté. Par ailleurs, plus de la population de la ville de Pala étant composée des agriculteurs ruraux qui

vivent principalement de l'agriculture, lutter contre la faim et la pauvreté équivaudrait donc à accorder un soutien accru et sans faille à la petite agriculture familiale, aux petits producteurs ruraux et acteurs dans leurs efforts de production et de diversification des sources de revenus, pour leur permettre de s'auto-prendre en charge de manière convenable et durable. D'autres voies qui ne tiendraient pas compte d'eux et de ce qu'ils font accentueraient la misère et l'exclusion et alourdiraient les inégalités déjà criantes dans ces milieux. C'est autant dire que le développement de la ville de Pala sera rural ou il ne sera pas.

Toute augmentation de la productivité et de la production agricole requiert un financement particulier du monde rural. Celui-ci pourrait se faire par le canal des institutions de microfinance. Toutefois ces institutions classiques, à l'instar de l'UCEC, ECOBANK mise en place par le projet PSNA en vue de soutenir les activités du secteur agricole et rural, se tournent très rapidement vers les activités commerciales à faible durée de rentabilité et basées en ville et dans les centres, en excluant les paysans et agriculteurs vivant dans des campagnes et exerçant des activités à cycle de rentabilité long. Plusieurs études d'impact ont montré que la microfinance classique n'aidait pas suffisamment les paysans et le secteur agricole. Les activités agricoles impliquent en effet, des coûts de transaction et des risques que les prêteurs jugent trop élevés ou ne savent pas gérer, et les offres de microcrédit sont le plus souvent inadaptées aux besoins et au contexte des paysans pauvres.

Cependant, nous pensons que la sécurité alimentaire et le développement agricole et rural durable sont possibles dans la ville de Pala. Yes we can, serions-nous tenté de dire. Cela n'est possible qu'à condition que tous les acteurs impliqués acceptent de jouer franchement le jeu, en accomplissant convenablement chacun leur devoir. Ainsi, les agriculteurs ruraux et paysans ont le devoir d'éviter tout fatalisme et de se mobiliser en se remettant au travail à travers diverses initiatives productives. Le devoir de l'Etat est celui de la création de toutes les conditions favorables à l'éclosion et l'épanouissement d'une activité agricole florissante (sécurité, infrastructures rurales, voies et moyens de communication, recherche agricole, soutien à la production). Quant à la Communauté internationale, elle pourra accompagner le processus de restructuration et de reconstruction de la paysannerie à travers des appuis qui la consolident et la renforcent, et non ceux qui l'affaiblissent à travers des méthodologies infantilisantes et déresponsabilisantes.

En fin, cette étude nous a permis de constater que le développement local de la sous-préfecture de Pala est le résultat d'une politique de mobilisation sur les pratiques de cohabitation socio- économique et social entre les agriculteurs et les services exerçants dans le domaine

agricole. Dans cette dynamique, les agriculteurs occupent une place centrale. Toutefois, nous pensons que d'autres acteurs participent activement à ce processus. Ce travail devrait nous aider dans nos prochaines études, à mieux comprendre le développement local suivant une approche, qui intègre l'action des autres acteurs impliqués dans la gestion. Face à l'ampleur des problèmes que posent l'accès à la terre agricole, les pouvoirs publics ont une réaction tardive. Pourquoi ne pas mettre à la disposition des paysans des techniques développées dans la pratique agricole pour un développement local ?

## **BIBLIOGRAPHIE**

## **OUVRAGES GENERAUX**

Cheveau J.P & al., (1998), « courtiers en développement : les villages africains en quête de projets », Ed. KARTHALA ,328p.

Commission S. C., (2012), « Normes et présentations d'évaluation des mémoires et des thèses », Yaoundé, 37p.

Coulibaly A., (2004), « le foncier l'un des enjeux de nos jours et depuis quelques années, de plus en plus fréquents et difficiles à gérer dans des nombreuses pays d'Afrique », 39p-112 p.

Dufumier M., (1996) « les projets de développement agricole », éditions karthala.

Gérard C & al., (1985), « les politiques de l'eau en Afrique : développement agricole et participation paysanne », 754p.

John Friedman. & Walter Stohr., (1997) « Théorie du développement endogène : le recours des modalités coopératives », Katalyn Kolosy.

Maya. L., (2009), « la participation dans les projets de développement : une analyse critique », 225p.

Whitehea A., Dzodzi T., (2003) « Policy Discourses On Women's Land Rights in Sub-Shaharan Africa:The Implications of the Re-Turn to The Customary », 112p.

## **OUVRAGES SPECIFIQUES**

Bekayo S., (2001), « gestion foncière au Tchad, stratégies des acteurs locaux : Etude appliquée au canton Bédogo, département du Lay-Wey », 22p.

Cambrezy L., (2006), « Territoire et dimension géopolitique de l'accueil des réfugiés, Natures, Sciences et Sociétés », 11p.

Expertise de Caritas Suisse., (2021), « Approches systémiques des marchés en développement Coopération internationale », Dossier thématique 2, 128p.

## **OUVRAGES DE METHODOLOGIE**

Nkoum B.A. (2012), « Initiation à la recherche : une nécessité professionnelle », Troisième édition. Presses de l'UCAC. Yaoundé-Cameroun 179 pages.

Paillé P. & Mucchielli A., (2012), « choisir une approche d'analyse, In l'analyse qualitative en sciences humaines et sociales », 13p-31p.

## ARTICLES ET REVUE SCIENTIFIQUE

A El Ghali & al., (2004) « stratégies d'amélioration du service de l'eau et impacts sur les performances de l'irrigation dans le périmètre de Moulaya », *séminaire sur la modernisation de l'agriculture irrigée*, 12p-14p.

Amougou J.A. & al., (2013), « Dynamique du climat et impacts sur la production du maïs dans la région de l'ouest du Cameroun », *Rev. Ivoir. Sci. Technol.*, 209– 234p.

Chauveau J.P., (2004) « beaucoup de contrats fonciers dans les zones rurales sont des contrats oraux ; de même pour l'héritage est aussi les modes d'accès le plus usuel dans les communes rurales », *GRAF-GRET-IIED*, Ouagadougou ,48p-50p.

Culas. C, (2020), « anthropologie des relations Etat-Population rurale. Participation locale et société civile dans les projets de développement au Nord du Vietnam, Moussons. » *Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est*, 247-278.

Darses F., (2002), « trois conditions sociotechniques pour l'optimisation de la conception continue du système de production », *Revue Française de gestion industrielle*, 21(1), 5p-27p.

Dumas A., (1983), « participation et projets de développement », *TiersMonde*.1983, tome 24 n°95. 513p-536p.

Faysse N. & al., (2015), « capacités d'actions des agriculteurs dans les projets locaux de développement agricole au Maroc », *Tiers Monde*, 143p-162p.

Gilles M. & al., (2012) « la démocratie participative comme structure d'opportunité et de renforcement de la notabilité sectorielle : le cas des agriculteurs familiaux dans le Programme de Développement Durable des Territoires Ruraux ». *Revue des sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté* 2(1), 78p-102p.

Grawitz M., (2001), « Méthodes des sciences sociales », Paris, *DALLOZ*, 108p-112p.

Hari M., (1986), « développement participatif et administration publique », *revue française d'administration publique* 37(1), 89p-109p.

Maradex M.S., (1990), « Les ONG Américaines en Afrique : Activités et perceptives de 300 ONG, Ateliers de développement », *SYROS - Alternatives*, Paris, 97p-106p.

Sambo A., (2014), « vulgarisation des savoirs locaux agricoles comme stratégies d'adaptation au Changement climatique dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun », *Sciences et techniques*, 173p-178p.

## **CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS**

Comité éditorial de l'UVMaF., (2012), « la recherche documentaire, support de cours », université Médicale virtuelle francophone, 18p.

Delegation D.H, (2020), « violations des droits de l'homme à travers les accusations de la sorcellerie dans la province du mayo kebbi ouest », 12p.

Délégation D.H, (2021), « sur une le répertoire des foyers des conflits et les violations des droits humains », 15p.

Diarram M. & Monimart M., ((2006), « genre, foncier et décentralisation au Niger », 40p.

## **THESES ET MEMOIRES**

### **a) Thèses**

Baohoutou L., (2007), « Les précipitations en zone soudanienne tchadienne Durant les quatre dernières décennies (1960-1999) : variabilité et impacts. Thèse de doctorat de Géographie », Université Nice, 230p.

Ngouyamssa V & Gertrude G., (2020), « la construction de l'autonomie agricole des femmes : cas des femmes entrepreneures agricoles à Fombot-Cameroun », Dshang, 250p.

### **b) Mémoire**

Amboko M.C., (1997), « la participation populaire à la gestion des organisations non - gouvernementales de développement, expérience de : « Projet Bamamans Liboso » (PROBALI), à Kisangani », Mémoire de Licence, inédit, SPA, FSSAP, Kisangani, UNIKIS, 130p.

Bélaid A. & Seydou D., (2019), « les obstacles au financement du secteur agricole par les crédits bancaire : cas de la BADR de Tizi-Ouzou », Université Mouloud Mammeri,

Diallo L.A., (2008), « participation des populations au développement local : cas de la commune rurale de Koumban, préfecture de Kankan (GUINEE), Université de Julius Nyérére de Kankan - master - sociologie 128p, disponible sur [www.memoireonline.com/01/12/5103/m](http://www.memoireonline.com/01/12/5103/m). Consulté., le 18 janvier 2023.

Gbazalabua B., (1996), « Contribution des ONG au processus de développement de la ville de Kisangani », Mémoire de licence, Inédit, SPA, FSSAP, Kisangani, UNIKIS, 145p.

Houedjissin C.R., (2000), « Impacts environnementaux des modes de communalisme et de gestion des terres dans la Sous-Préfecture d'Agbangnizoun », Mémoire de DEA de Géographie, EDP/FLASH/UNB, 91 p.

Jangiri W.A (1991), « la participation du personnel de l'Administration publique locale au développement du milieu rural Zaïrois : cas de l'Administration sous - régionale de l'Ituri à Bunia de 1985 à 1989 », Mémoire de licence, Inédit, SPA, FSSAP, Kisangani, UNIKIS, 145p.

Koumassou M.T., (2002), « décentralisation et développement économique et social de la commune d'Aplahoué. Etudes prospective de mémoire de maîtrise en géographie », UAC, 116p.

Mamiki K., (1996), « Contribution de la recherche appliquée au développement de la ville de Kisangani », Mémoire de licence, Inédit, SPA., FSSAP, Kisangani, UNIKIS, 150p.

Masumbuko S.B., (2007), « Exode rural des populations et son impact sur le développement des milieux d'origine : cas de Binja dans le territoire de Kasongo au Maniema de 1997 à 2004 », Mémoire de licence, Inédit, SOC., FSSAP, Kisangani, UNIKIS. 128p.

René U.L., (2007), « Evaluation du projet de la coordination des actions pour la réussite de la transition selon l'église Catholique (CARTEC) de Kisangani », Mémoire de licence, Inédit, SPA, FSSAP, Kisangani, UNIKIS, 118p.

## **RAPPORTS D'ETUDE**

Brasserie V. & Ouedraogo H., (2008), « la sécurisation foncière : cas des défis majeurs pour le nouveau siècle », in *Grain de sel* no 41p-42p.

Coulibaly A., (2006), « colloque international, les frontières de la question foncière »

DE Schuter O., (2010), « Access to land and the right to food'', Report of the Special Reporter on the right to food presented at the 65 the General Assembly of United Nations », *A/65/281*, 22p-25p.

Erpicum R., (2004), « Discours d'accueil du Colloque Scientifique de N'Djamena sur la question foncière au Tchad, 28 juin au 1er juillet 2004 in Actes du Colloque », *CEFODOFT*, 10p-11p.

FAO., (2008), « femmes rurales et développement, 24p 30- FAO-R, (2012) : Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire : Preuves et normes pour de meilleures décisions en sécurité alimentaire », *Manuel technique IPC* version 2.0, partenaires globaux IPC, 15p-20p.

Faye J., (2008), « foncier et décentralisation du Sénégal », *IIED* n° 149, 10p-16p.

INSEED., (2012), « Deuxième recensement général de la population et de l’habitat 2009 : résultats définitifs par sous-préfecture », *République du Tchad*, 121p-130p.

Luis A. & Lucia R., (1975), « la participation de la jeunesse au processus de développement : une étude de cas au panama », IERS, N°18, *presse de l'UNESCO* – Paris, 114p-118p.

PAM., (2016), « Manuel d’évaluation de la sécurité alimentaire en situation d’urgence », *Deuxième édition*, 10p-15p.

PAM-R., (2018), « Projet de plan stratégique de pays-Tchad (2019-2023) », *Conseil d'administration, deuxième session ordinaire*, 18p-20p.

PAM-TCH., (2017), « Rapport, Plan de réponse national à l’insécurité alimentaire », 34p-40p.

PSNA., (2023), « activité agricole de la campagne agricole dans la sous-préfecture de Pala », 45p-50p.

UNHCR., (2016), « Mission d’évaluation conjointe HCR/PAM de la situation des réfugiés centrafricains et Soudanais au Tchad », *Rapport*, 42p.

## **WEBOGRAPHIE**

Diallo dans <http://www.memoireonline.com/02/09/2007mDécentralisation-etprogramme-de-développement-enGuinée-la-stratégie-de-communication-desagents3.htm/toc16> , consulté le 27 mars 2023.

<http://www.oecd.org> consulté le 20 Octobre 2023

<https://fr.linkedin.com/advice/1/how-can-community-development-theories-helpkadc?lang=fr>

<https://www.memoireonline.com> 18/10/2021 40- <https://www.persee.fr> 22 Octobre 2023

## **ANNEXES**

## ANNEXE I



Monsieur/ madame, bonjour. Je suis DJINDARI Chantale Waboutou, étudiante en Sociologie à l'université de Yaoundé I en cycle master recherche. Je rédige un mémoire sur le thème : « **participation des agriculteurs aux projets de développement : Cas du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du BELACD-Caritas dans la sous-préfecture de Pala au Tchad** ». À cet effet, je vous prie de bien vouloir consacrer quelques minutes pour répondre aux questions ci-dessous.

### QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

#### SECTION 0 : IDENTIFICATION DE L'ENQUETE

Numéros	Questions	Réponses	Code réponses
S0Q01	Sexe	1- Masculin 2- Féminin	
S0Q02	Age	1- 18-25 2- 26-35 3- 36-45	
S0Q03	Situation matrimoniale	1- Célibataire 2- Marié 3- Divorcé/séparé 4- Veuf / veuve 5- Union libre	
S0Q04	Niveau d'étude	1- Sans niveau 2- Primaire 3- Secondaire 4- Supérieur	
S0Q05	Etes-vous originaire de la sous-préfecture de Pala ?	1- Non 2- oui	

S0Q06	Village	1- tamdja kado 2- Ngambogué 3- Erdé 4- Goygamla	
-------	---------	--	--

## SECTION 1 : FORMES DE PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA

Numéros	Questions	Réponses	Code réponses
S0Q01	L'abondance des terres agricoles permet-elle l'activité agricole ?	1- Oui 2- non	
S0Q02	Un agriculteur favorise-t-il l'activité agricole ?	1- Oui 2- Non	
S0Q03	Tous les agriculteurs ont-ils accès à la participation au PSNA de Caritas ?	1- Oui 2- Non	
S0Q04	Quelle main d'œuvre utilisez-vous ?	1- Familiale 2- Amicale 3- Groupe 4- Autres	
S0Q05	Combien d'hectare cultivez-vous par an ?	1- 1-5 2- 6-10 3- 11-Plus	
S0Q06	Les sols utilisés sont-ils amendés ? si, non passer à S0Q08	1- Oui 2- Non	
S0Q07	Si, oui, avec quoi amendez-vous vos sols ?	1- Engrais granulés 2- Engrais liquide 3- Fumier compost	
S0Q08	D'où proviennent vos semences ?	1- Des récoltes précédentes 2- Des achats sur le marché 3- Des centres semenciers 4- De Caritas	
S0Q09	A part Caritas, quelle autre ONG vous apporte ses	1- 1-2 2- 3-4	

	soutiens dans vos cultures agricoles ?		
SOQ10	Quel était le rendement de l'an passé	1- Bien 2- Moyen 3- Mauvais	
SOQ11	Quelle est le produit agricole que vous-cultivez	1- Céréales 2- Oléagineux et légumineuses 3- Tubercules 4- Cucurbitacées 5- autres cultures	
SOQ12	Quel type d'agriculture pratiquez-vous ?	1- Monoculture 2- polyculture	
SOQ13	Où stockez-vous vos produits ?	1- Magasin personnel 2- magasin public	

## SECTION2 : ENJEUX DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA DANS LA SOUS-PREFECTURE DE PALA

Numéros	Questions	Réponses	Code réponses
SOQ01	Quel est le mode d'accès à la participation au projet de Caritas dans votre localité ?	1- Location 2- Héritage 3- Don 4- Achat	
SOQ02	Combien coûte un hectare d'une terre agricole ?	1- 5000 FCFA 2- 10000 FCFA 3- 15000 FCFA 4- 20000 FCFA	
SOQ03	Ce prix est-il favorable pour tous ?	1- Non 2- Oui	
SOQ04	Le développement de votre localité dépend-il de la participation au PSNA ?	1- Non 2- Oui	
SOQ05	Etes-vous satisfait de votre production par an ?	1- Non 2- Oui	
SOQ06	Combien d'hectare achetez-vous par an ?	1- 1-5 2- 6-10 3- 11-plus	

S0Q07	Existe-t-il une association des agriculteurs dans votre localité ?	1- Non 2- Oui	
S0Q08	Les femmes ont-elles accès à la participation au PSNA dans votre localité ?	1- Oui 2- Non	
S0Q09	A quoi servent les produits de récoltes obtenus ?	1- Vente 2- Consommation 3- Dote 4- Education 5- Soins 6- Organisation des cérémonies 7- Contribution des habituels rites	
S0Q10	Combien de sacs/charrette avez-vous eu lors de la récolte ?	1- 1-10 2- 11-20 3- 21-plus	
S0Q11	Combien de sacs avez-vous vendus ?	1- 1-10 2- 11- plus	
S0Q12	Sous quelle forme sont vendus vos produits agricoles ?	1- Forme brute 2- Forme transformée	
S0Q13	Combien de villages approvisionnez-vous en produits agricoles ?	1- 1-5 2- 6-10 3- 11-plus	

### SECTION 3 : TYPES D'ACTEURS IMPLIQUES DANS LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS DANS LA GESTION DES TERRES AGRICOLES ET DU PSNA

Numéros	Questions	Réponses	Code réponses
S0Q01	Selon-vous, quelles sont les personnes auxquelles il faut faire recours pour avoir une terre agricole ?	1- Le chef de village 2- Chef de canton 3- Chef de carré 4- Le maire 5- Le sous-préfet 6- Les anciens	

S0Q02	Avez-vous déjà eu des cas des conflits des terres agricoles dans votre localité ?	1- Oui 2- Non	
S0Q03	Les conflits des terres agricoles datent déjà combien d'année ?	1- 1- 5 ans 2- 6- 10 ans 3- 11- plus	
S0Q04	Quelles sont les personnes touchées par ces conflits ?	1- Autochtone 2- Allogènes	
S0Q05	Quels sont les types de conflits dans votre localité?	1- Conflits des limites et des occupations de fait 2- Conflit de succession 3- Conflits liés à la circulation des droits	
S0Q06	Quelle est la conséquence de ces conflits dans votre localité ?	1- Perte humaine 2- Destruction des produits agricoles	
S0Q07	Par qui ont été gérés ces conflits ?	1- La justice 2- La gendarmerie 3- Le canton 4- Chef de village 5- Le chef canton 6- Chef de carré	
S0Q08	Etiez –vous satisfait de cette résolution ?	1- Non 2- Oui	

**SECTION 4 : STRATEGIE DEVELOPEE POUR UNE PARTICIPATION EFFECTIVE ET EFFICACE DES AGRICULTEURS AU PSNA.**

Numéros	Questions	Réponses	Code réponses
S0Q01	Les femmes et les jeunes ont le même droit à l'accès à la participation au PSNA dans votre localité ?	1- Oui 2- Non	
S0Q02	Entre la femme et l'homme qui est celui qui a beaucoup des terres que l'autre ?	1- Femme 2- Homme	
SOQ03	Si la femme avait le même droit à l'accès à la participation au PSNA que l'homme pensez-vous que votre localité serait plus développée que maintenant ?	1- Oui 2- Non	
SOQ04	Selon vous ceux qui gouvernent les terres agricoles actuellement facilitent-ils l'accès équitable au projet de Caritas que ceux d'avant ?	1- Oui 2- Non	
S0Q05	Pensez-vous que si l'accès au projet agricole de Caritas est équitable votre localité serait développée sur quel plan ?	1- Sur le plan économique 2- Sur le plan social 3- Sur le plan culturel	
S0Q06	Quelles sont les personnes qui rencontrent les difficultés pour avoir accès au projet de Caritas dans votre localité ?	1- Les allogènes 2- Les autochtones	

## ANNEXES II

Monsieur/ madame, bonjour. Je suis DJINDARI Chantale Waboutou, étudiante en Sociologie à l'université de Yaoundé I en cycle master recherche. Je rédige un mémoire sur le thème : « **participation des agriculteurs aux projets de développement : Cas du Projet Sécurité Nutritionnelle et Alimentaire du BELACD-Caritas dans la sous-préfecture de Pala au Tchad** ». A cet effet, je vous remercie de bien vouloir consacrer quelques minutes pour répondre aux questions de l'entretien ci-dessous.

### GUIDE D'ENTRETIEN

#### CHEF CANTON/ CHEF DE VILLAGE/ CHEF EXPLOITANT

- 1- Qu'est-ce qui favorise la participation des agriculteurs au PSNA dans votre localité ?
- 2- Comment accède-t-on à la participation au PSNA dans votre localité ?
- 3- Quel est la forme de participation la plus pratiquée et pourquoi ?
- 4- Qui sont les personnes auxquelles il faut s'adresser pour participer au PSNA ?
- 5- Quels sont ceux qui viennent vers eux pour participer au PSNA ?
- 6- Quels sont les mesures que vous avez mises en place pour participer au PSNA ?
- 7- A quand remonte le dernier conflit concernant les terres agricoles et la participation au PSNA? comment c'est arrivé ? comment a-t-il était géré ?
- 8- Combien de conflits réglés vous par an ?
- 9- L'accès à la participation au PSNA a apporté quoi comme développement dans votre localité ?
- 10- Quelle est la stratégie mise en place par les agriculteurs pour avoir accès aux terres agricoles et participer au PSNA de Caritas ?

#### JUSTICE ET GENDAMERIE ET CARITAS

- 1- Combien de conflits réglez-vous par an concernant les terres agricoles ?
- 2- Quelles sont les types de conflits concernant les terres agricoles traitez-vous ?
- 3- Quelles sont les personnes plus touchées par ces conflits ?
- 4- Quelles sont les retombées de ces conflits sur le développement local ?

#### ASSOCIATION DES AGRICULETURS FEMMES/HOMMES :

- 1- Avez-vous des terres agricoles pour votre association ? si oui, comment les femmes de cette association font pour participer au PSNA de Caritas ?

- 2- Avez-vous une assistance technique ou de formation de Caritas dans l'agriculture ? si ;  
oui comment se passe l'assistance de cette formation ? et quelles sont ces personnes ou  
ces structures qui vous apportent son assistance ?
- 3- Votre association date de combien d'année ? et combien de personne regorge votre  
association ? combien d'hectare des terres agricoles votre association compte
- 4- Pourquoi avez-vous créées cette association ?
- 5- Pouvez-vous un peu nous relatez l'importance de cette association pour le  
développement agricole et local ?

## TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	i
REMERCIEMENTS .....	ii
SOMMAIRE .....	iii
RESUME.....	iv
ABSTRACT .....	v
LISTE DES FIGURES .....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES PHOTOS .....	viii
LISTE DE PLANCHE .....	ix
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	x
INTRODUCTION GENERALE.....	1
I. CONTEXTE JUSTIFICATIF DE LA RECHERCHE .....	2
II. PROBLEME DE RECHERCHE .....	4
III. PROBLEMATIQUE.....	5
IV. QUESTIONS DE RECHERCHE ET HYPOTHESES DE RECHERCHE.....	15
IV.1. Questions de recherche .....	15
IV.1.1. Question de recherche principale .....	15
IV.1.2. Questions de recherche secondaires .....	15
IV.2. Hypothèses de recherche.....	15
IV.2.1. Hypothèse de recherche principale.....	15
IV.2.2. Hypothèses de recherche spécifiques .....	16
V. CADRE THEORIQUE .....	16
V.1. Théorie du développement local participatif.....	16
V.2. Théorie de la conception participative .....	17
VI. CADRE METHODOLOGIQUE .....	17
VI.1. PRESENTATION DU SITE DE L'ÉTUDE .....	18
VI.2. POPULATION CIBLE ET ECHANTILLONNAGE.....	18
VI.2.1. Population cible.....	18
VI.2.2. Echantillonnage .....	19
VI.2.2.1. Echantillonnage qualitatif .....	19
VI.2.2.2. Echantillonnage quantitatif .....	19

VI.3. TECHNIQUES DE COLLECTE DES DONNEES.....	21
VI.3.1. Technique de collecte de données qualitatives.....	21
VI.3.1.1. Observation directe .....	21
VI.3.1.2. Entretien semi-directif .....	21
VI.3.1.3. Focus Group Discussion .....	22
VI.3.1.4. Recherche documentaire.....	22
VI.3.2. Techniques de collecte de données quantitatives .....	23
VI.3.2.1. Enquête par questionnaire.....	23
VI.3.2.2. Base du sondage.....	23
VI.4. TRAITEMENTS ET ANALYSE DES DONNEES .....	23
VI.4.1. Données qualitatives .....	23
VI.4.2. Données quantitatives.....	23
VI.5. CADRE CONCEPTUEL .....	24
VI.5.1. Participation.....	24
VI.5.2. Projet de développement .....	24
VI.6. DIFFICULTES RENCONTREES .....	25
PREMIERE PARTIE : MISE EN ŒUVRE ET CONTRAINTES DU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD-CARITAS DANS LA VILLE DE PALA .....	28
CHAPITRE I : PRESENTATION DU PSNA AU BELACD-CARITAS .....	30
I. PRESENTATION DU BELACD-CARITAS DE PALA .....	30
I.1. Vision du BELACD-Caritas .....	30
I.2. Les objectifs du BELACD-Caritas .....	30
I.3. Zones d'intervention du BELACD-Caritas Pala.....	31
I.4. Les activités du BELACD-Caritas Pala.....	31
I.5. Partenaires du BELACD-Caritas Pala .....	31
I.6. Ressources humaines, matérielles et financières .....	31
I.6.1. Ressources humaines.....	31
I.6.2. Ressources matérielles .....	32
I.6.3. Ressources financières .....	32
I.7. Organigramme du BELACD-Caritas Pala.....	33
II. PRESENTATION DU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ALIMENTAIRE DE PALA.....	34

II.1. Origine du projet et indication de tout état de mise en œuvre de l'intervention au moment de la demande.....	34
II.2. Cadre logique du PSNA .....	35
II.3. Méthodologies de référence.....	41
II.4. Organisation opérationnelle avec spécification des ressources humaines et physiques employées .....	42
II.5. Suivi et évaluation .....	43
II.6. Description détaillée de l'intervention à mettre en œuvre et des différentes phases de mise en œuvre.....	44
II.7. Viabilité économique et financière .....	46
<b>CHAPITRE II : CONTRAINTES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE A PALA .....</b>	
<b>I. CONTRAINTES A LA MISE EN ŒUVRE DU PSNA.....</b>	<b>47</b>
I.1. Contrainte au niveau organisationnel.....	47
I.2. Contrainte au niveau transformationnel .....	47
I.3. Contrainte au niveau commercial .....	47
I.4. Contrainte communs aux différents niveaux .....	48
I.5. Contrainte au niveau du secteur public .....	48
I.6. Contraintes de la participation au PSNA liées aux femmes.....	48
<b>II. LES CONFLITS LIES AUX CONTRAINTES A LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA .....</b>	<b>50</b>
II.1. Conflit entre agriculteurs-agriculteurs .....	51
.....	53
II.2. Conflit éleveurs- agriculteurs .....	53
II.3. Conflits pêcheurs-agriculteurs .....	57
II.4. Conflit agriculteurs– agents du service des forets .....	57
II.5. Gestion des conflits dans la sous-préfecture de Pala .....	57
II.6. Implication des chefs traditionnels dans la gestion des conflits des terres agricoles .....	58
II.7. Implication du sous-préfet dans la gestion des conflits des terres agricoles .....	60
II.8. Brigade de recherche ou brigade territoriale et implication des acteurs du PSNA de Caritas.....	60

DEUXIEME PARTIE : ENJEUX ET STRATEGIES DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD-CARITAS DANS LA VILLE DE PALA .....	62
CHAPITRE III : ENJEUX DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD-CARITAS DANS LA VILLE DE PALA.....	64
I. LES DIFFERENTS ENJEUX DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA A PALA .....	64
I.1. La pauvreté.....	64
I.2. L'alimentation.....	66
I.3. La santé .....	66
I.4. L'éducation .....	66
I.5. Notion du développement local .....	66
I.5.1. Acteurs du développement local .....	67
I.5.2. Acteurs Etatiques.....	67
I.5.3. Acteurs financiers.....	68
I.5.4. Acteurs non Etatiques.....	69
II. LES FORMES DES ENJEUX DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA A PALA .....	73
II.1. Évolution démographique.....	75
II.2. Distribution spatiale des agriculteurs.....	75
II.3. Composition des groupes ethniques .....	76
II.4. Principales activités économiques rurales dans la sous-préfecture de Pala.....	76
II.5. Agriculture, principale activité des paysans .....	76
II.6. Gros bétail pour les travaux agricoles .....	79
II.7. Techniques culturales .....	81
II.7.1. Charrue.....	82
II.7.2. Charrette.....	83
II.7.3. Corps butteur.....	84
CHAPITRE IV : STRATEGIES ADOPTEES POUR UNE PARTICIPATION EFFECTIVE ET EFFICACE DES AGRICULTEURS AU PROJET SECURITE NUTRITIONNELLE ET ALIMENTAIRE DU BELACD-CARITAS DANS LA VILLE DE PALA .....	85

I. STRATEGIES INNOVANTES DU PSNA CARITAS POUR FACILITER LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PROJET AFIN D’AMELIORER LA PRODUCTIVITE .....	85
I.1. Formation des agriculteurs.....	85
I.1.1. Les brise-vents.....	85
I.1.2. Lutte contre les ennemies des cultures .....	86
I.1.3. stockage et la gestion des récoltes .....	87
I.1.4. utilisation des ordures du coton pour la fertilité des sols .....	89
I.1.5. stratégies liés au climat ou aux variabilités climatiques .....	89
I.1.6. ajustement du calendrier agricole.....	90
I.1.7. billonnage et buttage .....	90
I.2. Conseil Agricole .....	91
I.3. Installation des crédits agricoles .....	92
II. ACTEURS IMPLIQUES ET LEURS STRATEGIES DANS LA GESTION DE LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS AU PSNA CARITAS .....	92
II.1. Autorités coutumières.....	93
II.2. Implications des services étatiques au PSNA de Caritas.....	96
II.3. Rôle des terres agricoles dans la participation des agriculteurs au PSNA .....	97
II.3.1. Rôle des terres agricoles sur le plan économique .....	97
II.3.2. Rôle des terres agricoles dans le développement social .....	103
II.3.3. Rôle des terres agricoles dans le développement culturel .....	106
CONCLUSION GENERALE .....	109
BIBLIOGRAPHIE .....	109
ANNEXES .....	109